

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'OBLIGATION SCOLAIRE EN FRANCE

(Étude de la loi du 28 Mars 1882)

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 21 Mai 1931

PAR

JACQUES HAMELIN

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Avocat à la Cour de Paris

Président : M. ROLLAND

Suffragants {

M. J. BARTHÉLEMY

M. LAFERRIÈRE

PARIS

SOCIÉTÉ MODERNE D'IMPRESSIONS

1931

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'OBLIGATION SCOLAIRE EN FRANCE

(Étude de la loi du 28 Mars 1882)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 21 Mai 1931

PAR

JACQUES HAMELIN

Diplômé de l'École des Sciences Politiques
Avocat à la Cour de Paris

Président : M. ROLLAND

Suffragants { M. J. BARTHÉLEMY
M. LAFERRIÈRE

PARIS

SOCIÉTÉ MODERNE D'IMPRESSIONS

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'OBLIGATION SCOLAIRE
EN FRANCE

(Étude de la loi du 28 Mars 1882)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552210_0006

INTRODUCTION

La conciliation des droits de l'État et des droits individuels dans le principe de l'obligation scolaire

L'homme naît doué d'intelligence. Il est capable de comprendre, de retenir, en un mot de s'instruire. Mais il est libre aussi sans doute? Il développe, cultive, soigne son corps à sa guise. Son cerveau n'est-il pas une partie — la plus précieuse peut-être — de lui-même? N'en peut-il pas user à son gré? D'autant que, d'instinct, l'individu aspire à l'indépendance. S'il lui plaît de rester intellectuellement inculte, n'est-ce pas un droit qu'il peut revendiquer?

Les dons naturels de l'homme.

Mais l'homme acquiert bien vite le sentiment que des limites s'imposent à son autonomie. D'autres hommes vivent près de lui, forts des mêmes richesses naturelles, armés des mêmes ambitions. Une autorité supérieure est née du besoin de concilier des aspirations, qui seraient devenues querelleuses parce que similaires. La notion de liberté s'est estompée, repoussée par les réalités dans le domaine philosophique, dominée immédiatement par les règles d'une discipline collective. L'homme consent à la partielle soumission dont il paie les profits de sa vie en société.

La discipline sociale.

L'État impose donc des lois. Il les élabore et en assure le respect; c'est la marque de sa souveraineté. Sa puissance toutefois ne saurait être sans limite. Son autorité ne deviendrait-elle pas une tyrannie, s'il

Limites de l'autorité de l'État.

*La raison.**La justice.*

imposait des règles qui ne seraient point nécessaires pour le maintien de la vie sociale dont il a la responsabilité? S'il exigeait le renoncement à ce que l'individu revendique comme l'essence de sa dignité d'homme, l'ordre public ne mériterait-il point d'être sacrifié? Se contenir dans les limites de la raison et de la justice, tel doit être le souci de la puissance publique. Frontières imprécises, sans doute, et qui varient avec l'évolution même de l'humanité, dont l'opinion sur la justice et la raison se transforme au cours des siècles; frontières réelles, cependant, car il nous est possible à tout moment de dire que telle mesure est nécessaire ou que telle autre n'est pas juste.

Les droits de l'Etat sur l'enfant.

Ainsi commençons-nous à entrevoir ce qui est l'activité normale de l'Etat, ce qui peut être l'objet de ses prescriptions légales, ce qui, au contraire, doit être considéré comme sortant de ses attributions. Recherchons-le de plus près en ce qui concerne ses droits sur l'enfant.

Ses limites.

A cet égard, ses pouvoirs ne sauraient être illimités; c'est une certitude. Notre raison moderne, si imprégnée qu'elle soit de conceptions individualistes, comprend la force et le prix de la famille. L'enfant en est issu; il en est l'élément le plus précieux; il y reçoit les soins et la tendresse que sa faiblesse réclame. Les liens qui unissent les fils à leurs parents sont trop étroits pour que l'on songe à briser ce mutuel attachement. D'autant que, le plus souvent, l'affection conseille le plus heureusement ce que réclame l'intérêt de l'enfant. Il ne serait donc pas juste, et il n'est pas nécessaire, de saper l'organisation familiale, dont les profits sont si manifestes, pour lui substituer, quant à l'éducation et à l'instruction de l'enfant, un étatisme qui, pour le présent, paraît plus riche de dangers que de bienfaits.

L'enfant et la famille.

L'Etat cependant n'est pas sans droits à l'égard de l'enfant; il ne saurait être désarmé vis-à-vis de lui.

L'enfant, réalité sociale.

L'enfant est une réalité sociale dès le jour de sa naissance. Richesse, sans doute, puisque capital d'espairs et de futures possibilités : il participera ultérieurement à la vie, à la défense, à l'activité nationales; sa place y sera éminente ou modeste : elle ne sera jamais négligeable. Charge, peut-être, hélas ! Des infirmités, des germes contagieux, de mauvais instincts pourront un jour imposer des mesures de secours ou de défense à son égard. De toute façon, l'Etat doit se préoccuper de la santé physique et morale de l'enfant. Le problème est plus important dans une démocratie. L'homme n'y est pas seulement un élément de la population; il y détient une parcelle d'autorité. Il participe au gouvernement du pays par le poids de son suffrage. Même s'il n'ambitionne aucun mandat électoral, la loi de l'égalité politique lui assure une action certaine dans la gestion des intérêts collectifs. N'est-ce pas légitime d'exiger de lui qu'il soit digne de cette responsabilité?

Le point de vue politique.

Le principe de l'obligation scolaire ne concilie-t-il pas toutes ces idées et toutes ces préoccupations?

La conciliation de tous ces droits.

Il ne s'agit pas de porter atteinte à la vie familiale. Il ne s'agit pas d'arracher l'enfant à l'autorité et à l'affection de ses parents. Il s'agit d'affirmer que l'enfant ne sera pas parfaitement élevé s'il n'a pas reçu un minimum d'instruction. L'obligation scolaire apparaît moins comme une pure innovation du droit que comme une précision du devoir général d'éducation incombant légalement au chef de famille. C'est l'expression légale du souci qu'ont beaucoup de parents d'assurer le meilleur avenir à leur enfant. C'est la codification des mesures que bien des pères de famille s'imposent déjà à eux-mêmes. Il apparaît raisonnable

L'obligation scolaire, conséquence du devoir d'éducation.

et juste que le principe soit proclamé par l'autorité publique, pour que les défaillances soient circonscrites, qu'il y soit porté remède, et que soient combattues celles qui se révèlent tenaces.

*La première
sphère d'activité de
l'Etat,*

La raison et la justice veulent d'ailleurs que l'Etat ne se laisse pas emporter sur la pente où son action pourrait l'entraîner. Il peut délimiter les connaissances reconnues nécessaires; il peut en rendre l'enseignement obligatoire, mais il ne doit imposer ni méthodes pédagogiques, ni établissements scolaires. Il porterait par là atteinte à la liberté individuelle et familiale; il doit s'y refuser. Le principe légal de l'instruction obligatoire étant proclamé, l'Etat n'a essentiellement, sur ce domaine, qu'une mission de contrôle. C'est par là que se limite sa première sphère d'action.

Contrôle.

L'action positive.

Elle est d'importance; elle ne saurait être suffisante. Peu de parents ont le temps, la compétence ou le goût d'instruire leurs enfants. Les cours libres ou les écoles privées s'offrent sans doute à eux : mais ils sont nécessairement payants, car leurs frais doivent être couverts par des recettes. On aperçoit alors ce qui rentre encore dans les attributions de l'Etat. L'obligation pour les parents d'instruire leurs enfants doit être assortie de la possibilité de le faire. C'est à l'Etat que revient la tâche de mettre à la disposition de la nation toutes les écoles nécessaires. C'est à lui d'en assurer toutes les charges de construction et d'entretien. C'est à lui de recruter et de former le personnel indispensable. C'est à lui de se mettre en mesure de recevoir dans ses établissements les enfants de toutes les conditions et de toutes les origines. C'est dire qu' aussitôt se précisent les frontières dans lesquelles doit se tenir sa nouvelle activité. Il doit pouvoir ouvrir des écoles aux enfants de tous les milieux et de

*Construction des
écoles.*

*Formation des ins-
tituteurs.*

*Obligation et gra-
tuité.*

toutes les confessions. Ils ne doit éconduire aucun élève; il ne doit heurter aucune conscience. Il ne saurait se départir de ces principes : ce serait substituer à son autorité tutélaire une autorité tyrannique. La gratuité et la laïcité apparaissent liées à la mission pédagogique de l'Etat.

Obligation et laïcité.

Le principe de l'obligation scolaire engendre ainsi celui de la gratuité et de la laïcité et, sous cette garantie, assure bien la conciliation des droits individuels et des droits de l'Etat.

PREMIÈRE PARTIE

L'OBLIGATION SCOLAIRE AU POINT DE VUE HISTORIQUE

Préliminaires.

Chapitre I. — Jusqu'à la Révolution de 1789.

Chapitre II. — Sous la Révolution.

Chapitre III. — Du 1^{er} Empire à la 2^e République.

Chapitre IV. — De la 2^e République à nos jours.

Conclusion historique.

PREMIÈRE PARTIE

L'obligation scolaire au point de vue historique

PRÉLIMINAIRES

Le principe de l'obligation scolaire est, quant à son application, un principe moderne : c'est la loi du 28 mars 1882 qui l'a introduit dans nos mœurs. Mais sa conception n'est-elle pas plus ancienne et n'en peut-on pas découvrir les germes au cours des siècles passés? Voilà ce que nous voudrions d'abord fixer.

*Le point de vue
historique.*

Il nous faut donc, avant tout, nous pencher sur l'histoire scolaire de notre pays. Sans doute, ne découvrirons-nous, avant la Révolution de 1789, que peu de manifestations précises de l'idée d'astreindre légalement tous les enfants à recevoir un enseignement élémentaire. Mais si, du moins, nous arrivons à dégager la ligne générale de l'évolution des idées sur l'obligation scolaire, tant sous l'ancien régime que depuis 1789, nous aurons répondu au moins partiellement à la question historique qui nous préoccupe.

CHAPITRE PREMIER

Jusqu'à la Révolution de 1789

On peut dire que sous l'ancien régime les pouvoirs publics n'ont pas songé à l'obligation scolaire. Si la royauté s'est préoccupée de l'instruction du peuple, ce fut pour se convaincre que les initiatives privées, individuelles ou collectives étaient suffisantes pour répondre aux besoins existants dans ce domaine.

Abandon aux initiatives privées.

On ne saurait oublier cependant que Charlemagne se soucia personnellement de la création et de l'aménagement de petites écoles; il en contrôla lui-même le bon fonctionnement (*Capitulaires*, Aix-la-Chapelle, 789). Mais ce ne fut là qu'une œuvre limitée et éphémère dont les résultats ont été anéantis par la féodalité.

Charlemagne.

Par la suite, sur l'initiative de certains « syndics » locaux, d'humbles écoles de village furent fondées; mais elles étaient peu nombreuses. C'est dans l'Est et le Nord de la France qu'on en trouvait le plus grand nombre (1). La plupart, d'ailleurs, étaient misérablement installées. Leur direction était confiée à des maîtres souvent incompetents. L'Etat ne consentait point de sacrifices pour assurer le recrutement d'instituteurs ou l'entretien d'écoles primaires.

Situation des écoles.

(1) Sur l'instruction primaire avant la Révolution. Voir Allain (abbé): *L'Instruction primaire avant la Révolution* (Paris, 1881); Guibert: *L'Instruction primaire en Limousin sous l'Ancien Régime* (Limoges, 1888); F. Brunetière: *L'Instruction primaire sous l'Ancien Régime* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 oct. 1879).

L'action charitable.

C'est l'initiative privée, c'est la générosité de tel seigneur charitable, c'est l'activité de l'Eglise, qui assurèrent la diffusion dans le peuple de quelques rudiments d'instruction. Elles créèrent des écoles de village, désignées tantôt sous le nom d'écoles inférieures, d'écoles triviales, d'écoles abécédaires, dont le sort était lié, le plus souvent, à la persévérance de l'effort de la personne ou de la collectivité qui l'avait entrepris (1).

Le rôle de l'Eglise.

Bien entendu, c'est l'Eglise qui, par ses moyens et sa pérennité, fut en mesure d'entreprendre l'action la plus ample et la plus durable (2). Elle proclama qu'il rentrait dans sa mission de charité de porter secours, autant qu'elle le pouvait, aux déshérités de l'intelligence et de la fortune. C'est en fonction de cette inspiration que les premières écoles furent créées et que certains conciles (3) rendirent des « canons » prescrivant que « les pauvres ne soient pas privés des avantages de l'instruction ». Les Frères de la doctrine chrétienne se dévouèrent activement à cette tâche.

Les résultats.

Maïs combien d'enfants répondirent à l'appel de

(1) Dans une récente monographie de la commune d'Abblon, arrondissement de Pont-l'Évêque (Calvados), écrite par l'instituteur, et qui m'a été obligeamment communiquée par l'inspecteur primaire, M. Hunel, je trouve les renseignements suivants sur l'histoire de l'école : « L'école avait été construite en 1715 par les soins de Mme d'Abblon, la châtelaine du temps, pour procurer l'instruction aux jeunes filles et femmes d'Abblon. (Il semblerait donc qu'à l'origine cette école fut purement féminine.) Cette construction fut bâtie en bois et cailloux qui avaient été fournis par la châtelaine et trouvés sur place. L'école comprenait trois grandes pièces à usage de cuisine, chambre et salle de classe. La dame généreuse qui avait fondé cette école l'entretenait et pourvoyait au traitement de l'institutrice et à tous les frais. Elle voulut que le fonctionnement en fût assuré après elle et, par un acte passé à Rouen le 22 septembre 1722, elle donna, pour l'entretien de cette école, la propriété et le revenu de 5 pièces de terre en nature de verger et prairie, plus une rente de 5 livres 15 sols due sur une terre réunie au presbytère et payée par le curé du lieu. Après la mort de la fondatrice, en 1738, la fabrique avait la gestion de ces immeubles. »

Maïs, dans un inventaire de 1745, dressé à un changement d'institutrice, je lis cette précision suggestive : « Il n'y a point de vitres aux fenêtres de l'école ». « Etat des meubles et ustensiles employés dans l'école d'Abblon et qui ont été mis entre les mains de Marie-Anne Lebigre aux lieu et place de la dame Dubaut. »

(2) E. Chénon : *Le Rôle social de l'Eglise*, p. 326 et s.

(3) Voir Concile de Latran, 1179.

l'Eglise et acceptèrent de s'astreindre à des études ? Quel programme pouvait-on entreprendre en l'absence d'une fréquentation régulière ? Il est certain que les efforts engagés ne portèrent que de médiocres fruits (1). Il semble que la fonction de capiscol ou d'écolâtre, c'est-à-dire celle du dignitaire qui, dans chaque évêché, avait la surveillance des écoles, était dans beaucoup de diocèses une véritable sinécure. Ces écoles, en définitive, ne connurent qu'un médiocre éclat. Elles étaient matériellement assez pauvres (2). On renonça bien vite à se préoccuper d'en créer de nouvelles.

Le peuple, d'ailleurs, ne réclamait pas d'instruction. « Le goût des parents n'était pas porté de ce côté-là » (3). Ils estimaient que leurs enfants n'auraient pas été plus heureux s'ils avaient été plus cultivés. Et personne ne cherchait à combattre de pareilles idées. Du moment que le peuple ne manquait pas de pain, il ne semblait pas qu'il eût à se plaindre ; n'était-ce pas sa destinée que de rester dans sa misérable condition ? Richelieu et l'abbé Fleury affirmaient nettement que le peuple ne doit savoir ni lire ni écrire (4). Il faudrait donc croire, avec Jules Simon, que « sous l'ancien régime, la France était profondément, déplorablement ignorante » (5).

*Indifférence du
peuple pour l'in-
struction.*

(1) E. Chénon écrit (*op. cit.*, p. 347) : « La fréquentation des écoles dépendait des conditions topographiques ou économiques de la région et du caractère plus ou moins actif ou apathique des habitants. Il est évident qu'il est plus facile aux enfants des campagnes de se rendre à l'école dans les pays de plaines ou les pays riches, comme la Normandie, que lorsqu'ils sont dans des pays montagneux, comme l'Auvergne, pauvres comme les Landes ou apathiques comme le Berry. »

(2) M. Gosselin nous fait, ainsi qu'il suit, la description de l'école de Querrieu, arrondissement d'Amiens :

« Nous ne trouvons trace de bâtiment d'école que vers 1778. Elle était construite contre le chœur de l'église, en plein cimetière. C'était une construction basse, aux fenêtres rares ; pour y accéder, les élèves devaient gravir toute une série de marches taillées à même du talus. L'intérieur était sombre et nu ; il y avait quelques tables pour ceux qui savaient écrire ; puis des bancs pour les autres. Cette vieille classe disparut en 1850. » (*Monographie du village de Querrieu* (1916), page 193.)

(3) Discours de M. Siméon au Tribunal (1802).

(4) Ernest Renan : *Réforme intellectuelle et morale*, page 6.

(5) Jules Simon : *L'Ecole*, page 15.

Taine, cependant, est moins absolu : il assure que, petit à petit, jusqu'à la Révolution, le nombre des petites écoles s'était accru, qu'on en comptait presque autant que de paroisses, et que les rudiments d'instruction se répandaient dans la masse populaire (1).

L'éclat des études supérieures.

Ce qui est sûr, en tous cas, c'est qu'à cette époque les études supérieures connaissaient une renommée incomparable. Vingt-quatre grandes universités, indépendantes mais florissantes, arrivèrent à se constituer et se partagèrent le royaume. Les Académies jouissaient d'une universelle notoriété. Les salons féminins réunissaient les plus grands noms des lettres, des sciences et des arts. « Il y avait une société charmante, pleine d'esprit, de lumière et de grâce » (2). Il y avait en France une élite intellectuelle, mais le peuple ne savait pas lire.

Premières manifestations de pensées réformatrices.

Une telle contradiction devait finir par frapper certains esprits. Déjà l'idée d'astreindre les enfants à suivre régulièrement l'école avait été émise, mais repoussée aux Etats généraux de 1560. Elle n'était cependant pas destinée à succomber. Si elle a sommeillé pendant des années, elle réapparut vigoureusement, à la fin du XVIII^e siècle, dans la fièvre de la Révolution et l'ardeur des projets de réforme. Elle fut précédée du désir plus modeste, mais plus prochainement viable, de voir au moins l'enseignement devenir national et les enfants être éduqués par des maîtres formés sous le contrôle de l'Etat. Ce désir se manifesta dans divers milieux, notamment parmi les Parlementaires. La Châlotaire, en 1763, publia son *Essai d'éducation nationale et plan d'études pour la jeunesse*. Pour la première fois, sans doute, l'enseignement y était affirmé comme

(1) Taine : *Les Origines de la France contemporaine*, tome X, page 29.

(2) Ernest Renan : *Réforme intellectuelle et morale*, page 6.

un devoir de l'Etat (1). Guyton de Morveau et le président Rolland eurent à leur tour l'idée de dresser un plan d'enseignement public. Les cahiers des Trois ordres, rédigés en vue des Etats généraux, firent une large place aux espérances que la Nation mettait dans l'organisation d'une éducation nationale (2).

Ainsi une évolution s'amorçait et se précisait. L'instruction du peuple n'apparaissait plus comme relevant uniquement de la charité; on la faisait gagner peu à peu le plan des obligations sociales. Elle allait s'offrir comme une source de droits et de devoirs réciproques entre l'Etat et les citoyens. La transformation était certaine; mais elle était encore confuse. Ce devait être l'œuvre des régimes à venir d'en préciser les contours et de dégager des formules plus claires.

*L'évolution amor-
cée.*

(1) Voir thèse Beigbeder : *La formation du citoyen à l'école primaire* (Paris, 1923), page 15.

(2) Béquet : *Dictionnaire de droit administratif*, v^o Instruction publique.

CHAPITRE II

Pendant la Révolution

Vaste ambition de la Révolution dans l'ordre de l'enseignement.

Les révolutionnaires avaient l'ambition de réaliser une œuvre grandiose dans le domaine de l'instruction publique. « *Aujourd'hui, disait Danton, l'éducation est le premier besoin du peuple* » (1). Mais pour se préoccuper de telles questions et pour guérir effectivement « la plaie profonde de l'ignorance » il eût fallu la sécurité des frontières : la Révolution ne la connut pas. Du moins a-t-elle posé les fondements de l'enseignement primaire moderne (2); elle nous a transmis des conceptions d'organisation scolaire d'une valeur certaine, elle a « mis au-dessus de toutes les contestations les principes de l'enseignement public (3); elle a dégagé l'obligation qui s'imposait à l'Etat de favoriser l'instruction du peuple ».

L'effort législatif.

I. — L'Assemblée Nationale Constituante.

L'Assemblée Nationale avait pour tâche essentielle de donner à la France une constitution nouvelle. L'élaboration paraissait devoir en être longue, sinon délicate. Les Constituants décidèrent d'établir avant tout un tableau sommaire des principes régissant l'ordre nouveau. Ils proclamèrent « les Droits de l'homme et du citoyen ». On peut être étonné, connaissant la tendance

(1) Discours cité par de Cabrières : *Le Projet de lois de Jules Ferry*, page 49.

(2) Sur l'état de l'instruction publique en France pendant la Révolution, on aura intérêt à consulter l'ouvrage d'Albert Duruy : *L'Instruction publique et la Révolution* (Hachette 1882). Voir aussi Allain (abbé) : *La Question d'enseignement en 1789 d'après les cahiers* (Paris 1886). *L'Œuvre scolaire de la Révolution* (Paris 1891). Hippiau : *L'Instruction publique en France pendant la Révolution* (Paris 1883). Pierre : *L'Ecole sous la Révolution française* (Paris 1881).

(3) Raymond Poincaré : *Idées contemporaines*, page 281.

d'esprit de ceux qui la rédigèrent, de ne pas y voir figurer le droit à une instruction élémentaire. A vrai dire, les Constituants avaient commis d'autres oublis involontaires. Leur œuvre contient d'incontestables lacunes : elle omet, par exemple, le droit de réunion et le droit d'association, dont pourtant les citoyens faisaient déjà, chaque jour, une application indiscutée. Ultérieurement, d'ailleurs, la Constitution même (elle porte la date du 3 septembre 1791) révéla quelle était, dans le domaine de l'enseignement, la préoccupation des révolutionnaires (1). Son titre premier, qui énumère ses dispositions fondamentales, prévoit la création et l'organisation d'une Instruction publique « commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes » (2). Ce ne fut là, pour l'Assemblée Constituante, qu'une œuvre théorique (3).

Lacune de la Déclaration des Droits de 1789.

La Législative allait-elle réaliser l'œuvre qui lui avait été tracée par sa devancière ? Tout semblait l'annoncer. L'enseignement, durement atteint par la suppression des congrégations et par l'émigration, exigeait une prompte réorganisation. L'Assemblée, d'autre part, paraissait impatiente de faire pénétrer dans l'éducation nouvelle l'esprit laïque qui avait été déjà introduit dans la législation civile (mariage, etc.). Mais les circonstances, et surtout la guerre, imposèrent des devoirs plus pressants.

II. — La Législative.

Du moins, la Législative nomma-t-elle un comité d'instruction publique. Elle ordonna l'impression du grand projet de Condorcet, en date des 20 et 21 avril

Un comité d'instruction publique.

Projet de Condorcet.

(1) On a trouvé, dans les papiers de Mirabeau, un *Travail sur l'Éducation publique*, qui a été publié par Cabanes. Talleyrand avait, lui aussi, établi un projet d'organisation de l'enseignement.

(2) Duguët et Monnier : *Les Constitutions de la France*, page 3.

(3) Un rapport de Talleyrand sur l'instruction publique prévoyait « la nécessité d'avoir des écoles pour les hommes de tout âge et de tout état. » Voir Béquet : *Répertoire de droit administratif*, v° Instruction publique.

Dispositions essentielles.

1792 (1). Il contient des vues originales et hardies, qui permettent de dégager les sentiments et les opinions à cette époque (2). Le devoir de l'Etat y est clairement énoncé : « A l'Etat incombe le devoir de donner l'instruction afin de développer toute l'étendue des talents de chacun et par là d'établir entre tous les citoyens une égalité de fait et de rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi ». « L'exercice des droits communs ainsi que l'indépendance de chacun » semblent exiger un minimum d'instruction qui comprend la lecture, l'écriture, le calcul, des notions de morale civique et, pour les enfants des campagnes, des notions d'agriculture. L'institution et l'organisation des écoles primaires est prévue d'une façon très précise : il y aura une école primaire et un instituteur dans tous les villages qui ont au moins quatre cents habitants; au-dessus de quinze cents habitants, le nombre de classes sera proportionnel à l'importance de la population. Cet enseignement primaire sera gratuit, comme le sera, pour les élèves les mieux doués, dits « élèves de la Patrie », celui des autres degrés. Le projet de Condorcet (3) ne laissait donc que

(1) Gréard : *Législation de l'instruction primaire en France*, tome 1^{er}, page 743.

(2) Voir aussi Bigot : *Les idées de Condorcet sur l'instruction publique* (thèse Poitiers, 1912); Cahen : *Condorcet et la Révolution française* (thèse lettres, Paris, 1904).

(3) Certains articles du projet de Condorcet sont particulièrement intéressants à signaler :

TITRE II. — DES ECOLES PRIMAIRES

ART. 7. — Tous les dimanches, l'instituteur donnera une instruction publique à laquelle les citoyens de tout âge, et surtout les jeunes gens qui n'ont pas encore prêté le serment civique, seront invités à assister. Ces instructions auront pour objet : 1^o de rappeler les connaissances acquises dans les écoles ; 2^o de développer les principes de la morale et du droit naturel ; 3^o d'enseigner la Constitution et les lois dont la connaissance est nécessaire à tous les citoyens et, en particulier, les principes qui sont utiles aux jurés, juges de paix, officiers municipaux, d'annoncer les lois nouvelles qu'il leur est important de connaître ; 4^o de donner des connaissances sur la culture d'après les découvertes nouvelles.

ART. 8. — Il sera composé, pour les citoyens des campagnes et ceux des villes qui se borneront au premier degré d'instruction, des livres de lecture. Ces ouvrages, différents pour les âges et pour les sexes, rappelleront à chacun ses droits et ses devoirs, ainsi que les connaissances nécessaires à la place qu'il occupe dans la société.

ART. 9. — Il sera fait, pour chaque école, une petite collection de livres à l'usage des enfants qui fréquentent l'école et la garde en sera confiée à l'instituteur.

pressentir le principe de l'obligation, qui devait découler normalement du minimum d'instruction reconnu nécessaire à tous les hommes; mais le principe de la gratuité était nettement affirmé. Ce n'était pas encore l'obligation scolaire, c'était, pour les communes, l'obligation d'avoir une école où les enfants seraient reçus gratuitement. Le programme était vaste et généreux, audacieux même sur certains points. Il resta théorique, la Législative cédant le pouvoir à la Convention.

Dans le domaine de l'enseignement, la Convention déploya une incomparable activité. Elle remua abondamment les idées, sans manquer pour cela de se rapprocher des réalisations effectives.

III. — La Convention.

Le projet de « Déclaration des droits naturels, civils et politiques des hommes » qui précédait le projet de Constitution girondine des 15 et 16 février 1793 (1) ne contenait pas la lacune que nous avons signalée dans la Déclaration des Droits de l'homme : « L'instruction, élémentaire, dit l'article 23, est le besoin de tous et la société la doit également à tous ses membres ». Les conventionnels voulaient, en effet, aboutir avant tout à une organisation générale de l'enseignement primaire. On sent cette préoccupation dans un projet du parlementaire Lanthenas, qui porte la date du 12 décembre 1792. Ce projet n'avait trait qu'aux écoles du premier degré. « Le comité, dit le rapport, n'a pas voulu différer plus longtemps de répondre à l'impatience de la Convention. Il a senti combien l'instruction du peuple importait dans ce moment à la République et c'est l'organisation des écoles primaires qu'il vous propose avant tout de décréter. Les autres branches se développeront après » (2). Et un décret du 30 mai 1793 ordonnait qu'il

La Déclaration des droits de 1793.

(1) Duguit et Monnier, *op. cit.*, page 36.

(2) Voir Albert Duruy : *L'Instruction publique et la Révolution : les projets.*

y eût une « école primaire dans tous les lieux qui ont depuis 400 jusqu'à 1.500 habitants ».

*La Convention
montagnarde.*

Ces idées ont été reprises et précisées par la Convention montagnarde qui, « désireuse de se justifier par des actes, suivit une politique de réalisation » (1). La Constitution du 24 juin 1793 était précédée d'une Déclaration des droits dont l'article 22 affirme que « l'instruction est le besoin de tous; la société doit favoriser de tout son pouvoir le progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens ». Lakanal rapporta, le 26 juin 1793, un projet auquel Sieyès et Daunou avaient aussi collaboré. Mais ce travail fut bientôt oublié au profit de celui, resté célèbre, de Michel Lepeletier de Saint-Fargeau.

*Projet Michel Le-
peletier.*

Ce nouveau plan d'éducation fut lu à la Convention par Robespierre (2), le 13 juillet 1793. Par ses hardiesses, il laissait loin derrière lui le projet Lakanal. « L'Etat, dit-il, doit prendre en main l'éducation intégrale » des enfants, et il ne prévoyait pas moins que « l'interne-ment des garçons et des filles dès l'âge de cinq ans jusqu'à onze ou douze ans dans des établissements

(1) Lavissee : *Histoire de la France contemporaine*, tome II, par Pariset page 116.

(2) Les idées personnelles de Robespierre étaient elles-mêmes très nettes et très hardies; on lit dans un de ses rapports (18 Floréal an II) : « La Patrie a le droit d'élever ses enfants; elle ne peut confier ce dépôt à l'orgueil des familles, ni aux préjugés des particuliers, aliments éternels de l'aristocratie et d'un idéalisme domestique qui rétrécit les âmes en les isolant. Nous voulons que l'éducation soit commune et égale pour tous les Français et nous lui imprimons un grand caractère, analogue à la nature de notre gouvernement et à la sublimité des destinées de notre République. Il ne s'agit plus de former des « messieurs », mais des citoyens. » Danton partageait ces idées (voir *Moniteur XVIII*, 654. Séance du 22 Frimaire an II) : « Les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents... Qui me répondra que ces enfants, travaillés par l'égoïsme des pères ne deviendront pas dangereux pour la République?... Et que doit nous importer la raison d'un individu devant la raison nationale?... Qui de nous ignore les dangers que peut produire cet isolement perpétuel?... C'est dans les écoles nationales que l'enfant doit sucer le lait républicain... La République est une et indivisible; l'instruction publique doit aussi se rapporter à ce centre d'unité. »

Rapporté par Taine : *Origines de la France contemporaine*, tome VII, page 137

d'instruction nationale ». Et la discipline n'aurait pas été douce : « Les enfants y seront pliés tous les jours et à tous les instants sous le joug d'une règle exacte; ils seront couchés durement, leur nourriture sera saine mais frugale, leur vêtement commode, mais grossier » (1). Il annonçait nettement l'obligation scolaire dans son article 13, ainsi conçu : « Les parents ne pourront se soustraire à l'obligation de faire jouir leurs enfants des avantages de cette éducation. » Mais ce projet cachait une arrière-pensée de monopole de l'Etat devant lequel on recula : un amendement Bourdon fut présenté qui fit tomber les deux idées de monopole et d'obligation. Et le projet Michel Lepeletier ne fut pas appliqué. Toutefois le principe de l'obligation scolaire avait trouvé son expression, et c'est cela qu'il nous importait de mettre en relief.

*Son système
d'obligation scolaire.*

*Mais il ne fut pas
appliqué.*

Le décret du 19 décembre 1793 recourait au principe de l'obligation scolaire. Il s'efforçait d'en assurer le respect par un ensemble de sanctions menaçant les pères, mères, tuteurs ou curateurs qui « négligeraient d'envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles de premier degré d'instruction ». Ces peines étaient, pour la première fois, une amende égale au quart de leurs contributions, pour la récidive une amende double et

*Le décret du 19
décembre 1793.*

*Reprise de l'idée
d'obligation scolaire.*

(1) Saint-Just avait des projets identiques (voir Buchez et Roux, *Institution par Saint-Just*, XXXV, 229) :

« Les enfants mâles sont élevés depuis cinq jusqu'à seize ans pour la Patrie. Ils sont vêtus de toile dans toutes les saisons. Ils couchent sur des nattes et dorment huit heures. Ils sont nourris en commun et ne vivent que de racines de fruits, de légumes, de laitage, de pain et d'eau. Ils ne mangent point de viande avant seize ans accomplis... Depuis dix ans jusqu'à seize, leur éducation est militaire et apicole. Ils sont distribués en compagnies de soixante; six compagnies font un bataillon; les enfants d'un district forment une légion. Ils s'assemblent tous les ans au chef-lieu, y campent et font tous les exercices de l'infanterie dans des arènes préparées exprès; ils apprennent aussi les manœuvres de la cavalerie et toutes les évolutions militaires. Ils sont distribués aux laboureurs dans le temps des moissons. Tous les enfants conserveront le même costume jusqu'à seize ans; de seize ans jusqu'à vingt et un ans, ils auront le costume d'ouvrier; de vingt et un à vingt-six, celui de soldat, s'ils ne sont pas magistrats. » (Rapporté par Taine : *Origines de la France contemporaine*, tome VIII, page 140.)

Sanctions rigoureuses.

Loi du 18 novembre 1794.

Portée pratique restreinte.

la privation pendant dix ans des droits de citoyen; les infracteurs étaient regardés comme des ennemis de l'égalité. Théoriquement, le législateur ne reculait donc pas devant les moyens qu'il croyait susceptibles de garantir le succès de l'œuvre qu'il entreprenait. En fait, on hésita devant l'application de ce texte rigoureux et une nouvelle loi fut promulguée, le 18 novembre 1794, sur le rapport de Lakanal.

Le principe de l'obligation scolaire était maintenu, mais dans des conditions un peu différentes. La négligence n'était plus considérée comme une faute lourde autorisant l'application d'une peine, mais les absences scolaires laissaient présumer une incapacité justifiant ultérieurement certaines exclusions. Il n'y avait plus de sanctions contre les parents, mais les jeunes gens qui n'avaient pas fréquenté les écoles étaient soumis à un examen : ceux qui n'avaient pas un minimum d'instruction étaient écartés des fonctions publiques (1). Au surplus, l'instruction était obligatoire; l'école, elle, ne l'était pas : l'enseignement dans les familles était autorisé. Et, sous réserve de la surveillance de l'autorité publique, des établissements particuliers d'enseignement pouvaient être ouverts.

A vrai dire, ce système ne fut pas adopté sans opposition. Un représentant, nommé Lefflot, défendit le système de 1793; il demanda l'éducation commune, c'est-à-dire l'école obligatoire, et il soutint aussi qu'il ne fallait pas punir les enfants, qui n'étaient que des victimes, mais les parents qui étaient les vrais coupables. L'Assemblée

(1) Loi du 18 novembre 1794, ch. IV, art. 44 : « Les jeunes citoyens qui n'auront pas fréquenté ces écoles seront examinés en présence du peuple à la fête de la jeunesse : s'il est reconnu qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires à des citoyens français, ils seront écartés, jusqu'à ce qu'ils les aient acquises, de toutes les fonctions publiques. »

ne le suivit pas et l'article de Lakanal fut adopté. Mais la loi du 18 novembre 1794 reçut à peine un commencement d'exécution; avec elle allait s'assoupir le principe de l'obligation scolaire.

La Convention thermidorienne promulgua, le 5 fructidor an III (22 août 1795), une nouvelle constitution longue et minutieuse dont le titre X est consacré à l'organisation de l'instruction publique. L'obligation scolaire n'y était pas affirmée. Pourtant, l'article 296 prévoyait la création d'écoles primaires où « les élèves apprennent à lire, à écrire, les éléments du calcul et ceux de la morale ». On reconnaissait aux citoyens le droit de créer des établissements particuliers d'éducation et d'instruction. En définitive, le principe de liberté triomphait.

La Constitution de 1795.

Un important décret fut promulgué, le 3 brumaire de l'an IV; ses titres I^{er} et II concernent les écoles primaires et les écoles centrales. Certains auteurs se plaisent à voir en lui le « testament scolaire » de la Convention (1). Son incontestable supériorité sur les textes qui l'ont précédé fut de tenir compte des réalités et de se limiter aux possibilités : il n'hésita pas à remonter jusqu'au canton pour trouver la circonscription de base d'école primaire viable. Pour le surplus, ce décret nous est précieux par la synthèse qu'il offre des travaux et projets antérieurs.

Le décret du 3 brumaire an IV.

Il ne suffisait pas de jeter les bases d'un enseignement public : il fallait aussi songer au recrutement du personnel enseignant. La Convention y pourvut. Une grande école normale primaire fut fondée à Paris par le décret du 9 brumaire de l'an III, « moins pour ensei-

Le recrutement du personnel.

La première école normale primaire.

(1) Albert Duruy : *L'Instruction publique et la Révolution*, page 145.

Les écoles normales secondes.

gner les sciences que l'art de les enseigner ». C'était le vaste réservoir où devait venir se tremper l'intelligence de la « démocratie victorieuse » (1). Elle fonctionna à la Sorbonne et au Muséum d'histoire naturelle et compta parmi ses professeurs des maîtres illustres, comme Lagrange et Laplace, Monge et Berthollet, Thouin et Volney, Bernardin de Saint-Pierre et La Harpe. Les élèves envoyés par les administrations de district y suivaient un cours de quatre mois et les seules conditions d'admission étaient d'être âgé au moins de vingt et un ans et « de réunir à des lumières un patriotisme éprouvé et des mœurs irréprochables ». De retour dans leur circonscription, les jeunes maîtres devaient ouvrir des écoles normales secondes dont l'objet « était de transmettre aux citoyens et aux citoyennes qui voudraient se vouer à l'instruction publique la méthode d'enseignement professée à l'Ecole normale de Paris ». Conception assez naïve qui n'assura, d'ailleurs, qu'un recrutement de personnel insuffisant et médiocre. Au bout de quelques mois, il fallut fermer cette école sur laquelle on avait fondé tant d'espairs.

IV. — Le Directoire.

Le Directoire semblait annoncer l'approche d'une ère de paix et de réorganisation sociales, l'établissement d'un gouvernement régulier, la fin de la Révolution. Le 5 novembre 1795, il lança au peuple français une proclamation où il affirmait sa volonté d'assurer à la République « le bonheur et la gloire qu'elle attend ». Le décret du 3 brumaire de l'an IV allait-il recevoir une application qui pourrait être fructueuse ? Malheureusement non. Le Directoire s'abandonna aux coups d'Etat. Le souci de l'instruction publique disparut dans la fièvre des luttes politiques et la défense des frontières menacées.

(1) Raymond Poincaré : *Idées contemporaines*, page 282.

On vient de suivre tout l'effort réalisé par les révolutionnaires pour élaborer un statut à l'enseignement primaire. Des projets se sont affrontés, des conceptions théoriques se sont succédées; mais l'idéal a été commun: donner au peuple les éléments d'instruction indispensables à la formation de la personnalité humaine.

Les réalisations pratiques.

Pourtant, il faut bien reconnaître que, pratiquement, la Révolution n'avait rien réalisé de durable. Elle s'était absorbée dans une œuvre d'imagination mais, en fait, n'avait rien édifié. « La République en est restée aux ruines qu'elle avait faites » (1). Si imparfaite qu'elle fût, l'œuvre scolaire de l'ancien régime existait, la Révolution l'anéantit. « Les maîtres ont été destitués, bannis, déportés et proscrits; les propriétés ont été confisquées, vendues, anéanties, et ce qu'il en reste aux mains de l'Etat n'a pas été restitué pour être appliqué de nouveau à l'ancien service; plus maltraité que l'Assistance publique, l'Enseignement n'a recouvré aucun débris de sa dotation » (2). « Les écoles inorganisées en grande partie, désertes presque partout et suspectes aux populations, un très petit nombre d'instituteurs réduits au plus complet dénuement, d'institutrices point (cela va sans dire), les administrations départementales et les municipalités indifférentes ou paralysées, le pouvoir central impuissant et désarmé (3) », rien n'avait été effectivement créé à la place de ce qu'on avait détruit.

Elles furent presque nulles.

Les raisons de l'échec.

Comment s'étonner alors que les contemporains aient constaté une régression de l'instruction (4) ?

S'il convient donc de ne pas négliger la leçon des

(1) Albert Duruy : *L'Instruction publique et la Révolution*, page 179.

(2) Taine : *Les Origines de la France contemporaine*, tome X, page 34.

(3) Albert Duruy : *op. cit.*, page 179.

(4) Voir *Moniteur* XXI, 644. (Séance du 13 fructidor de l'an II.)

faits, ni d'en altérer le sens, il appartient cependant à un jugement impartial de fixer les raisons de cet échec. Les Assemblées révolutionnaires avaient vu grand, car leurs ambitions étaient généreuses : elles s'étaient assigné un but; mais les moyens de l'atteindre leur avaient manqué.

Le manque de temps, de personnel, de ressources.

Le temps d'abord : pour une pareille tâche, ne fallait-il pas les efforts de plusieurs générations ? Le personnel aussi avait fait défaut : il était tout entier à recruter et à former; on n'avait sous la main que des maîtres d'occasion (le plus souvent des agents politiques déguisés). « Presque partout, nous dit Taine (1), l'instituteur est un laïque de rebut, un jacobin déchu, un ancien clubiste famélique et sans place mal embouché et mal famé. » On n'eut pas non plus, et mille raisons l'expliquent, les ressources financières nécessaires à l'œuvre projetée. Enfin, n'est-ce pas avant tout dans la paix que se réalisent les grandes réformes sociales ?

La guerre.

Tendance de l'opinion publique.

A vrai dire, l'opinion publique ne fut pas, à l'époque, entièrement favorable aux projets successifs qui virent le jour : leur hardiesse ne manqua pas d'inquiéter beaucoup d'esprits; il semblait à certains qu'on faisait rapidement bon marché des droits de la famille. Le peuple des campagnes, d'autre part, se souciait peu du remède qu'on préparait pour lui : il portait encore « le lourd fardeau de sa longue oppression et de sa longue ignorance » (2). En un mot, l'enthousiasme des législateurs ne fut pas soutenu par celui des citoyens. Mais qu'importe ? Le « mal d'ignorance » était désormais signalé; la volonté et le besoin de le guérir ne pouvaient

(1) Taine : *Les Origines de la France contemporaine*, tome X, page 38.

(2) Jules Simon : *L'Ecole*, page 36.

manquer de se généraliser; les moyens de le détruire allaient successivement être rassemblés. Le principe de l'éducation nationale avait triomphé. « L'instruction publique apparaissait désormais comme un droit pour l'individu, comme une obligation pour l'Etat, comme un devoir de justice pour la société » (1).

C'est l'honneur des révolutionnaires d'avoir dégagé — au point de vue de l'instruction — les droits et les devoirs respectifs de l'Etat et de l'individu.

Le mérite des révolutionnaires.

(1) Raymond Poincaré : *Idées contemporaines*, page 282.

CHAPITRE III

Du 1^{er} Empire à la 2^e République

*Pas d'obligation
scolaire.*

Le Premier Empire renonça tout de suite au principe de l'obligation scolaire. Cela ne signifie pas que Napoléon se désintéressa des réformes et des progrès à accomplir dans l'ordre de l'enseignement primaire, mais il apporta dans ce domaine le même esprit réalisateur dépourvu d'idéologie qu'il mit dans toutes ses entreprises. « Il se souvenait toujours, comme la Grande Catherine, qu'il travaillait, non sur le papier, mais sur la peau humaine, qui est chatouilleuse » (1).

*Retour à l'initiative
privée et à l'influence
religieuse.*

Il entreprit bien de faire revivre l'enseignement primaire, mais dans le sens que lui avaient imprimé les siècles d'avant la Révolution : il le considéra avant tout comme une charge incombant aux familles et aux communes, l'Etat n'ayant pas à y prendre part. Il l'abandonna donc à l'initiative privée et surtout à l'autorité religieuse à laquelle il fit officiellement appel. L'Empereur, en effet, se préoccupa du rétablissement de l'institution des Frères des écoles chrétiennes. La circulaire qui fut adressée aux préfets en décembre 1804 dit notamment : « Le directeur général de l'Instruction publique rappelle aux préfets que les Frères des écoles chrétiennes ont trop bien mérité du premier enseignement pour que, dans un moment où tout ce qui a été

(1) Taine : *Les Origines de la France contemporaine*, tome IX, page 35.

utile doit être rendu à sa destination, leur institution puisse être oubliée. Je les préviens que l'intention du Gouvernement est de prendre à l'égard des anciens frères scolaires une mesure générale uniquement dirigée vers l'enseignement des écoles primaires et dégagée de tout ce qui pourrait porter atteinte aux principes adoptés relativement aux corporations religieuses » (1).

Napoléon, si plein d'une sollicitude, d'ailleurs tyrannique, pour les lycées et les facultés, s'en remit donc à l'Eglise du soin de donner l'instruction primaire. Le décret organique du 17 mars 1808, qui organisa l'Université impériale créée par la loi du 10 mai 1806, conserva bien le triple degré d'enseignement, sous les noms de primaire, secondaire et supérieur. Mais la clef de voûte du système était l'enseignement du deuxième degré et le texte ne contenait que trois articles sur les écoles primaires.

*Le décret du 17
mars 1808.*

Antérieurement, la loi du 1^{er} mai 1802 (2) avait déjà abandonné à elles-mêmes les écoles du premier degré; elle leur avait laissé la charge de l'instruction des enfants indigents, cependant que le principe de la gratuité avait été limité au cinquième du nombre des écoliers. Elle donnait aux maires et aux conseils municipaux le choix des instituteurs. Néanmoins, l'Empereur ne voulut pas perdre le contrôle du premier degré d'enseignement : le décret du 18 novembre 1808 mit les écoles primaires sous la surveillance des préfets et des sous-préfets. Napoléon restait le maître, « le dictateur

*La loi du 1^{er} mai
1802.*

(1) Voir Jules Simon : *L'Ecole*, page 40.

(2) Loi du 1^{er} mai 1802, art. 2, 3, 4 : « Une école primaire pourra appartenir à plusieurs communes à la fois suivant la population. Les instituteurs seront choisis par les maires et les conseils municipaux. Leur traitement se décomposera : 1^o du logement fourni par les communes ; 2^o d'une rétribution fournie parmi les parents qui seront déterminés par les conseils municipaux. Les conseils municipaux exempteront de la rétribution ceux des parents qui seront hors d'état de la payer. Cette exemption ne pourra excéder le cinquième des enfants reçus dans les écoles primaires. »

de l'opinion, le créateur et le directeur de toute pensée politique, sociale et morale dans tout son Empire » (1).

Les résultats pratiques.

Bien qu'aucun plan d'ensemble n'eût présidé à la réorganisation de l'enseignement primaire, le Premier Empire n'en obtint pas moins des résultats effectifs. Fourcroy évalue à 25.000 le nombre d'enfants qui, en 1806, fréquentaient les 4.500 écoles primaires et à 737.369 le nombre de ceux qui en 1815, dans la France ramenée à ses anciennes frontières, fréquentaient les 22.348 écoles primaires.

La tâche de l'avenir.

Les projets théoriques avaient été délaissés au profit des réalisations pratiques. Il est vrai qu'on avait renoncé, en même temps, à bien des ambitions qui étaient la caractéristique et le mérite des conceptions révolutionnaires. L'union « du fait » et « de l'idée » restait à accomplir. La tâche demeurerait belle pour les gouvernements à venir.



La Restauration et l'enseignement primaire.

Ce n'est pas sous la Restauration qu'il fut de nouveau question d'obligation scolaire. On considérait l'enseignement primaire comme le champ d'activité des initiatives privées et l'Etat ne réclama sur lui qu'un droit de contrôle discret.

L'ordonnance du 29 février 1816.

Le premier texte que l'on rencontre, à cette époque, est l'ordonnance du 29 février 1816. Son but était ambitieux, sinon égalitaire; elle voulait « donner aux sujets du Roi une instruction conforme à leurs situations respectives, fondée sur les véritables principes de la religion et soumise à une surveillance convenable ». Mais

(1) Taine : *Les Origines de la France contemporaine*, tome X, page 72.

c'était de la liberté et des droits de la famille que l'on se préoccupait avant tout. L'article 17 de l'ordonnance est à cet égard très significatif; il est ainsi rédigé : « Le maire fera dresser, dans chaque commune, et arrêtera le tableau des enfants qui, ne recevant pas ou n'ayant point reçu à domicile l'instruction populaire, devront être appelés aux écoles publiques d'après la demande de leurs parents. » L'autorité publique n'était donc pas souveraine en la matière; c'étaient les parents qui restaient libres d'envoyer ou de ne pas envoyer leurs enfants à l'école (1). Pourtant la lettre du texte était, par ailleurs, assez impressionnante. Les communes ne se voyaient-elles pas imposer « l'obligation de pourvoir à ce que les enfants qui les habitent reçoivent l'instruction primaire et à ce que les enfants indigents la reçoivent gratuitement (2) ? Mais on se souciait peu de savoir si les municipalités seraient en état de remplir ou en mesure de supporter la tâche qu'on leur imposait. Du moins, les apparences étaient sauvées. On avait affirmé la volonté de répandre l'instruction; on avait « salué » le principe; n'était-ce pas la première marque du respect ?

Principe de liberté.

Pourtant les chiffres ont leur éloquence, et l'on comprendra quelles réalisations étaient possibles lorsque l'on saura que l'ordonnance de 1816 allouait un crédit de 50.000 francs à la commission d'Instruction « pour faire composer et imprimer des ouvrages propres à l'instruction populaire, pour établir temporairement des écoles modèles et pour récompenser les maîtres.

Le Gouvernement connaissait l'intérêt que le clergé portait aux petites écoles et il estimait ne pas avoir à concurrencer son effort. Bien mieux, l'Etat légitimait l'activité de l'Eglise et donnait au curé, ou desservant,

Concours de l'Eglise.

(1) Voir Ferdinand Buisson : *Dictionnaire de pédagogie*, au mot : Obligation.

(2) Ordonnance du 29 février 1816, art. 14.

une autorité égale à celle du maire sur les écoles de la commune.

Enseignement simultané et enseignement mutuel.

Ce n'est pas dire qu'aucune lutte ne s'engagea dans le domaine de l'enseignement primaire. Au contraire, les initiatives privées se heurtèrent et les querelles de partis se doublèrent de querelles pédagogiques. Les « Frères », soutenus par les ultras, pratiquaient, en effet, l'enseignement simultané, c'est-à-dire celui où un même maître enseigne à tous les élèves, même d'âges différents. Les libéraux, par contre, étaient partisans de l'enseignement mutuel, issu d'une doctrine anglaise et dont le principe était « la réciprocité de l'enseignement entre les écoliers, le plus instruit servant de maître à celui qui l'est moins ». Cette conception conduisait évidemment à une organisation assez peu coûteuse et nécessitant assez peu de personnel; elle était susceptible de s'appliquer aussi bien dans les villes que dans les campagnes et par là d'obtenir de précieux résultats; certains se plaisent à y voir l'origine de l'enseignement primaire laïque (1).

Après 1820, violente réaction contre l'enseignement universitaire.

Les élections de 1820 changèrent un peu la face des choses; elles donnèrent le succès aux partis de droite et ce fut le point de départ d'une réaction cléricale qui mena de vigoureuses attaques contre l'Université en général. L'enseignement secondaire fut particulièrement atteint : l'ordonnance du 27 février 1821 le plaça sous le contrôle de l'Eglise, car il convenait, disait-elle, de resserrer « les liens qui doivent unir au clergé, dépositaire des doctrines divines, le corps chargé de l'enseignement des sciences humaines ». Mais l'enseignement primaire n'échappa pas à la menace. On refusa d'abord d'augmenter la modeste dotation dont il

(1) Lavis : *Histoire de France contemporaine*, tome IV, par S. Charléty, page 135.

bénéficiait, puis on proposa même de la supprimer; il fallut toute l'autorité de M. de Villèle pour en obtenir le maintien.

Ultérieurement, une ordonnance du 8 avril 1824 conféra à l'Eglise une autorité exclusive sur les petites écoles. C'était le succès de « l'esprit d'envahissement et de domination du clergé » (1). Il connut cependant des limites lorsqu'une majorité plus libérale arriva au pouvoir, et une ordonnance du 21 avril 1828 rapporta celle du 8 avril 1824. On songeait maintenant à restreindre l'emprise de l'Eglise sur les petites écoles.

*Ordonnance du
8 avril 1824 : rap-
portée par celle du
21 avril 1828.*

Mais il fallut attendre la veille de la Révolution de 1830 pour trouver un texte qui décèla effectivement « la volonté de mettre les moyens d'instruction à la portée de tous les sujets »; c'est l'ordonnance du 14 février 1830 à laquelle s'attache le nom de Guernon-Ranville, ministre de l'instruction publique. On ne se contentait plus d'invitations vagues ou vaines à l'adresse des municipalités; on recourait aux injonctions précises. Les communes étaient mises en demeure « d'établir, dans leur plus prochaine session, les frais indispensables pour le premier établissement de l'école » et elles devaient pourvoir aux charges d'entretien « même à l'aide d'une imposition extraordinaire ». Le conseil général, de son côté, devait déterminer le minimum des émoluments de l'instituteur et voter un subside aux communes trop pauvres pour assumer les charges scolaires. L'Etat, lui-même, promettait son appui éventuel aux départements qui en auraient besoin. Cette fois, on le voit, on se penchait sur les réalités et on s'efforçait de dégager les devoirs qu'elles imposaient. Malheureusement, cette tardive ordonnance n'eut pas le temps

*Ordonnance Guernon-Ranville, du 14
février 1830.*

(1) Lavissee : *Histoire de France contemporaine*, tome IV, par S. Charléty, page 184.

d'être appliquée, et le tableau que l'on peut faire de l'état de l'instruction à la fin de la Restauration n'est pas particulièrement brillant.

La fréquentation scolaire à la fin de la Restauration.

En 1829, sur 59.000 communes, 15.000 n'avaient pas d'école. On ne connaît pas le chiffre exact des élèves qui fréquentaient les établissements primaires, mais tous les renseignements concordent pour dire qu'il était peu élevé; à Paris, par exemple, on évalue au cinquième du nombre des enfants de cinq à douze ans celui de ceux qui, en fait, fréquentaient les classes (1). Au surplus, beaucoup de communes, où pourtant se donnait un petit enseignement, n'avaient pas, à proprement parler, de maison d'école : le maître réunissait les enfants dans la mairie, ou sous le porche de l'église, parfois même dans une cave.

Ecoles et écoliers.

Aussi les conditions hygiéniques étaient telles que les parents les mieux intentionnés hésitaient à envoyer leurs enfants en classe. Et qu'y apprenaient-ils ? Il apparaît que le niveau intellectuel du personnel dont on disposait n'était pas très élevé, quand la valeur morale ne laissait pas beaucoup à désirer. L'ignorance des maîtres d'alors est reconnue avec désolation par les inspecteurs qui furent chargés d'enquêter sur la situation de l'enseignement primaire (2); certains, constatent-ils, n'avaient que de vagues notions de grammaire, d'autres ignoraient complètement l'histoire, beaucoup n'avaient aucune valeur pédagogique (3).

Les raisons de cette situation.

Une pareille situation n'avait-elle pas ses raisons ? Le traitement d'instituteur était misérable; il ne se

(1) Lavissee : *Histoire de France contemporaine*, tome IV, par S. Charléty, page 319.

(2) Voir Jules Simon : *L'Ecole*, page 61.

(3) P. Lorrain : *Tableau de l'instruction primaire en France* (Paris, 1837). Ce livre contient un ensemble de renseignements recueillis fin de l'année 1833, c'est-à-dire après la loi du 28 juin 1833, mais cette loi n'avait pas, alors, produit encore d'effet et l'on peut considérer que P. Lorrain a donné là l'état de l'enseignement sous la Restauration.

composait que des rétributions scolaires données par les familles et insuffisantes pour assurer la subsistance du maître. Aussi celui-ci n'était pas dispensé d'exercer un autre métier; souvent il était cordonnier ou sabotier, et les leçons de l'alphabet se punctuaient du bruit du marteau; ou bien il était cabaretier ou encore bedeau et abandonnait ses élèves lorsque des offices le réclamaient. Fréquemment, d'ailleurs, l'emploi était recherché par des infirmes, des boiteux ou des manchots, dont l'activité générale était restreinte et qui désiraient s'assurer des salaires supplémentaires. Et ce ne sont pas là des affirmations échappées à la plume d'historiens fantaisistes; c'est la peinture fidèle trouvée dans des documents officiels. « Des écoles manquent ou s'écroulent; des livres sont vainement demandés à des parents indigents; des instituteurs plus indigents encore végètent péniblement, en proie aux plus dures privations; tel est le tableau désolant que présente trop longtemps l'instruction primaire » (1).

Aussi le nombre des illettrés était considérable : sur 100 conscrits, 42 seulement savent lire. Sur 25 millions d'adultes, il n'y a pas moins de 15 millions d'illettrés. Il était fréquent que les conseillers municipaux eux-mêmes n'eussent pas d'instruction et il y avait des maires qui savaient à peine signer. Le mal se révélait chaque jour plus grave et les plus ardents défenseurs de la liberté familiale ne seraient-ils pas amenés à se joindre à ceux qui réclamaient l'instruction comme un droit pour le peuple ?

*
* *

La Charte constitutionnelle du 14 août 1830 ne précisait pas seulement les formes des pouvoirs publics; elle

Nombre considérable d'illettrés

La Charte constitutionnelle de 1830.

(1) Circulaire du 20 janvier 1830, de M. Guernon-Ranville, ministre de l'Instruction publique, aux recteurs.

énumérait aussi les droits particuliers garantis par l'Etat (1). Or, son article 69 annonçait qu'il serait, par des lois ultérieures, pourvu à l'instruction publique et à la liberté de l'enseignement.

*La loi du 28 juin
1833 (loi Guizot).*

Son importance

La loi du 28 juin 1833, à laquelle doit rester lié le nom du ministre Guizot, tint largement les promesses de la Charte. Elle fut l'unique loi d'enseignement de la Monarchie constitutionnelle, mais son importance est capitale. Cette loi est à la base de l'organisation effective de notre enseignement primaire. « Entre la Constitution de 1791 et la loi de 1882, elle demeure la plus grande date de l'histoire de l'enseignement primaire en France. » Elle a posé tous les principes, et certains de façon définitive (2).

Principe libéral.

*Mais vaste ambi-
tion.*

Son idée directrice était le respect de la liberté (3). Elle garantissait celle de l'enseignement primaire sous la triple condition : d'obtenir un brevet, de fournir un certificat de moralité, de subir l'inspection des autorités constituées. Elle était soucieuse aussi de ne pas porter atteinte à la liberté des familles. Cependant l'objectif qu'elle s'assignait était un large développement de l'instruction. Elle tendait vers l'obligation scolaire sans s'autoriser à y recourir. C'est aux pouvoirs publics qu'elle fixait des obligations; elle songeait aux « gouvernés, en imposant des devoirs aux gouvernements » : ceux-ci devaient faire toutes les dépenses nécessaires pour permettre la diffusion de l'enseignement. On pouvait espérer ainsi que le but du législateur serait atteint. Si cependant les enfants ne venaient pas bénévolement à ces écoles que l'on ouvrait pour eux, ne serait-on pas

(1) Voir Duguitt et Monnier : *Les Constitutions de France*, pages 5 et 213.

(2) Jules Simon : *L'Ecole*, page 71.

(3) Voir Thureau-Dangin : *Histoire de la Monarchie de Juillet*, tome II, page 339; tome 5, page 464.

amené par la suite à leur en imposer la fréquentation obligatoire ? Obliger les communes à ouvrir une école, c'est, en définitive, faire un pas décisif vers l'obligation scolaire et c'est pourquoi la loi de 1833 est une étape importante dans l'évolution historique que nous nous efforçons d'esquisser. La Monarchie de juillet, soucieuse des réalisations effectives, ne tenta pas d'aller au delà des possibilités du moment, mais par une action hardie elle prépara l'avenir. Le rapport présenté au nom de la commission à la Chambre des pairs (1), par Victor Cousin, traduisit bien cette tendance; son rédacteur se déclara partisan de l'obligation scolaire; cependant, « pour éviter de provoquer des difficultés qui pouvaient faire ajourner une loi impatientement attendue », il se rallia au texte voté par la Chambre des députés; « au surplus, disait-il, ce texte ne contient-il pas un germe, faible il est vrai, mais qui fécondé par le temps, les progrès des mœurs publiques et le vrai amour du peuple, peut devenir un jour le principe additionnel qui donnera à cette loi toute son efficacité » (2).

Le sens de l'évolution.

La loi du 28 juin 1833 impose à chaque commune une triple obligation : entretenir une école, fournir un logement à l'instituteur, lui assurer un traitement. La fréquentation de l'école n'était pas obligatoire, avon-nous dit; la gratuité n'y était pas absolue : seuls, les indigents étaient dispensés de toute rétribution, mais on ne limita pas le nombre des élèves gratuits, comme l'avaient fait les législations antérieures. Un comité communal de surveillance, composé du maire, du

La triple obligation imposée aux communes.

(1) La Commission de la Chambre des pairs était composée des ducs de Crillon et Decaze, des marquis de Laplace et de Jaucourt, des comtes de Germiny et Portalis, enfin de trois hommes qui avaient été ou qui furent ministres de l'Instruction publique : MM. Girod (de l'Ain), Villermain et Cousin.

(2) Voir Lafargue : *Le Mal et le Remède*.

ministre du culte et de plusieurs notables, était chargé de s'assurer qu'il avait été pourvu à l'enseignement des enfants pauvres. Ce même comité arrêtait la liste des enfants qui ne recevaient pas l'enseignement primaire ni à domicile ni dans les écoles privées ou publiques. Il transmettait tous ces renseignements au comité d'arrondissement (1), dont les pouvoirs étaient importants. C'est lui qui nommait les instituteurs et qui avait sur eux l'autorité disciplinaire; il était de plus l'organe de centralisation pour toutes les questions relatives aux écoles primaires. Ses décisions étaient susceptibles d'appel devant le conseil royal de l'Instruction publique.

Obligation pour le département d'avoir une Ecole primaire supérieure et une Ecole normale.

Les obligations imposées aux communes se complétaient de devoirs mis à la charge du département. Chacun d'eux aurait une école primaire supérieure : ainsi était-il possible d'alléger le programme de l'enseignement proprement élémentaire, qui, devenant plus simple, pouvait tendre à devenir universel. Il fallait aussi songer à la formation des maîtres; le département devait entretenir une école normale primaire, soit par lui-même, soit en se réunissant à un ou plusieurs départements voisins. La loi de 1833 se présentait dans un ensemble harmonieux et coordonné; elle traduisait bien la doctrine moyenne de la bourgeoisie au pouvoir. « Elle écartait l'obligation comme contraire à la liberté des familles; la gratuité, idée révolutionnaire, était limitée aux indigents; elle permettait la libre concurrence entre l'Etat et les particuliers, elle faisait une large place aux congréganistes dans le personnel enseignant » (2).

(1) La composition du comité d'arrondissement était la suivante : le maire du chef-lieu, un juge de paix, un ministre du culte, deux membres de l'enseignement, trois conseillers d'arrondissement désignés par leurs collègues et des conseillers généraux résidant effectivement dans l'arrondissement.

(2) Lavisso : *Histoire de la France contemporaine*, tome V, par S. Charlôty, page 93.

Il ne suffisait pas de faire voter une loi, il fallait en assurer l'application. Guizot s'y attacha avec ténacité. D'autres textes vinrent par la suite compléter la loi de 1833. Ce fut l'ordonnance du 26 février 1833, qui établit dans chaque département un inspecteur spécial de l'instruction primaire, nommé par le ministre et chargé de la surveillance générale de tous les établissements primaires. Ce fut aussi une ordonnance de 1836, qui étendit à l'enseignement des filles l'organisation que la loi de 1833 avait mis sur pied pour l'instruction des garçons. N'est-il pas permis de dire « qu'aucun gouvernement avant la Monarchie de juillet ne réalisa plus d'œuvres destinées à diminuer l'ignorance » (1).

Application effective de la loi.

Et l'ignorance diminua. En 1829, il y avait 55 % d'illettrés parmi les conscrits; en 1848, il n'y en avait plus que 36 %. Le nombre des écoles primaires passa de 31.420 en 1830, à 33.695 en 1834 et à 43.514 en 1847; le nombre des élèves les fréquentant s'éleva progressivement de 1.200.715 à 1.654.828, pour atteindre finalement 2.176.000. L'enseignement féminin connut aussi un important développement; en 1839, 10.000 écoles recevaient 730.000 élèves; en 1847, 19.000 écoles donnaient l'enseignement à 1.354.000 filles. Dans l'ensemble, c'était le dixième de la population totale du pays qui recevait désormais un enseignement primaire.

Diminution du nombre des illettrés.

Tout cela, bien entendu, ne se fit pas sans un sérieux effort budgétaire. En seize années, la Restauration n'avait dépensé que 742.000 francs pour l'enseignement primaire; en un nombre d'années égal, la Monarchie de juillet y consacra 37.647.000 francs. Le sacrifice des départements fut de même considérable, ils dépen-

L'effort budgétaire de l'Etat, des départements et des communes.

(1) Lavis : *Histoire de la France contemporaine*, tome V, par S. Charléty, page 217.

sèrent 60 millions de francs, cependant que les communes en affectèrent 120 au même objet.

Diffusion de l'instruction primaire et essor de la presse.

Il est indiscutable qu'avec la Monarchie de juillet l'instruction primaire a largement progressé. En 1848, plus de Français savaient lire. Plus de Français voulaient lire et lisaient. N'était-ce pas l'essor de la presse quotidienne dont l'action et la diffusion se trouvera désormais en étroite liaison avec le développement de l'instruction populaire ?

CHAPITRE IV

De la 2^e République à nos jours

La Révolution de 1848 présente une importance particulière dans notre histoire nationale, non seulement parce qu'elle a marqué la fin d'un régime politique, mais aussi parce qu'elle nous a apporté la première expérience du suffrage universel (1). Elle n'hésitait donc pas devant les réalisations hardies et elle aurait pu nous en faire connaître dans le domaine de l'enseignement. Mais les hommes de 48 « pleins de bonne volonté et dépourvus d'expérience, investis par une révolution improvisée d'une autorité illimitée » ne donnèrent pas aux pouvoirs publics l'organisation harmonieuse indispensable pour la stabilité politique. La II^e République aboutit à une réaction qui, avant d'élever un trône, permit le vote d'une loi d'enseignement dont l'influence s'est fait profondément sentir dans l'évolution morale de notre pays.

*La Révolution de
1848.*

Le Gouvernement provisoire avait confié le ministère de l'Instruction publique à Hippolyte Carnot. Celui-ci

*Le Gouvernement
provisoire et l'ins-
truction publique.*

(1) C'est le décret du 5 mars 1848 qui a décidé que « le suffrage serait universel et direct sans la moindre condition de cens ».

essaya avant tout de donner un esprit nouveau au corps des instituteurs. Ses circulaires aux recteurs furent une exhortation à une action vigoureuse sur la masse populaire. Il stimula le zèle de chacun : « Les instituteurs doivent oublier l'obscurité de leur condition qui devient, sous la République, des plus honorables et des plus respectées ». Il faut reconnaître qu'il avait une arrière-pensée politique : il s'évertuait à faire des maîtres de l'enseignement primaire des agents électoraux pour les élections prochaines à l'Assemblée nationale. Celle-ci, aussitôt que réunie, s'est préoccupée d'ailleurs du droit à l'enseignement.

Le droit à l'enseignement devant l'Assemblée Nationale.

Certains parlementaires considéraient ce droit comme éminemment démocratique ; les conservateurs, au contraire, en rejetèrent même le principe : « Il ne faut pas, déclarèrent-ils, garantir ce qu'on ne pourra donner ; il n'est pas convenable de proclamer des droits qui n'existent pas ». Cependant, la Constitution du 4 novembre 1848, proclamée devant Dieu et au nom du peuple français (1), déclara que la République s'engageait à mettre à la portée de tous l'instruction indispensable à tous les hommes. Elle assurait dès à présent la liberté de l'enseignement (2). On a pu croire un moment qu'elle en organiserait l'obligation.

Le projet de Carnot sur l'obligation scolaire.

Carnot prépara un projet très hardi en ce sens. Il voulait rendre la fréquentation d'une école obligatoire pour tout enfant âgé de dix ans accomplis, et cela sous la menace, pour le père ou le tuteur, d'une réprimande faite par le juge de paix, et, en cas de récidive, d'une amende avec suspension temporaire des droits électo-

(1) Voir Duguit et Monnier, *op. cit.*, page 232.

(2) Constitution du 4 novembre 1848 ; ch. 2, art. 9.

raux (1). Une commission spéciale (2) discuta ce projet et l'adopta avec quelques modifications, non dans le principe mais dans les modalités. Barthélemy-Saint-Hilaire, désigné comme rapporteur, souligna l'innovation du texte qu'il défendait. « Cette innovation, dit-il, a pour elle tant de motifs sérieux, les exemples qui nous la recommandent sont si décisifs et les conséquences en seront si fécondes, le principe en est si juste et l'application si facile, que nous n'avons point hésité à vous la proposer. » Mais l'Assemblée se sépara le 27 mai 1849, laissant la place à la Législative, sans qu'aucune loi sur l'enseignement ait été votée.

Les événements politiques, au surplus, se précipitaient. Déjà Carnot n'était plus ministre de l'Instruction publique. Le portefeuille était passé entre les mains de M. de Falloux, légitimiste rallié, confident de Mgr Dupanloup et défenseur des intérêts catholiques. Le prince Napoléon Bonaparte occupait la présidence de la République depuis le 10 décembre 1848 et le ministère Odilon Barrot avait été recruté dans la minorité conservatrice de l'Assemblée.

Arrivée de M. de Falloux au ministère de l'Instruction publique.

Tous les anciens projets concernant l'organisation

(1) Voici le texte même des articles du projet de Carnot concernant l'obligation :

« Tout père dont l'enfant âgé de 10 ans accomplis est signalé par la notoriété publique comme ne fréquentant aucune école et ne recevant pas l'instruction primaire est tenu sur l'avertissement du maire de le présenter à l'examen de la Commission d'examen scolaire.

» Si l'enfant n'est pas présenté, ou s'il est constaté qu'il ne fréquente aucune école et ne reçoit aucune instruction, le père pourra être cité à la requête de la Commission d'examen devant le juge de paix et condamné à la réprimande. Le jugement sera affiché à la mairie pendant un mois.

» Si la Commission d'examen constate, l'année suivante, qu'il n'a été tenu aucun compte de la réprimande, le père sera cité devant le tribunal civil de l'arrondissement et pourra être condamné à une amende de 20 à 500 francs, et à la suspension de ses droits électoraux pendant un temps qui ne pourra être inférieur à un an ni excéder cinq ans.

» La peine cessera de droit lorsque la Commission aura constaté que l'enfant a reçu l'instruction primaire.

» Les mêmes dispositions sont applicables aux tuteurs. »

(2) Parmi les membres de la Commission qui adopta le projet à une grande majorité, nous relevons les noms de MM. Jules Simon, Wolowski, Lagarde, Barthélemy, Rouher.

de l'enseignement public qui avaient pu être déposés, et en particulier le projet Carnot, furent retirés. Il s'agissait, désormais, de toute autre chose que de travailler au développement des écoles de l'Etat. De Falloux avait son plan : il désirait, sous le couvert de l'idée de liberté, autoriser les congrégations religieuses à ouvrir des établissements scolaires et accorder au clergé la surveillance sur tous les enseignements. Des projets furent mis sur pied et confiés à l'examen d'une commission où siégeaient Mgr Dupanloup, lui-même, et M. Thiers, qui se révéla l'adversaire, tout à la fois, et de la gratuité et de l'obligation scolaires (1). Finalement, les projets furent déposés, le 18 juin 1849, sur le bureau de l'Assemblée législative.

La loi du 31 décembre 1849 défendue par de Parieu.

La discussion s'engagea quelques mois plus tard et dura du 15 janvier au 15 mars 1850. De Falloux, alors, n'était plus ministre de l'Instruction publique; son nom, cependant, est resté attaché à la loi qu'il avait préparée, mais qui fut défendue par le ministre de Parieu. Avant d'adopter la célèbre loi sur l'enseignement, l'Assemblée vota, le 31 décembre 1849, un texte, modestement appelé « petite loi », qui a eu cependant une importance capitale et a connu une destinée très brillante. Aux termes de ce texte, l'enseignement pri-

(1) M. Thiers combattit l'obligation scolaire devant la Commission pour les raisons suivantes :

« Elle est inutile pour celui qui a les moyens de faire instruire ses enfants; le paysan sans ressources ne tient pas à envoyer son fils à l'école et il n'a peut-être pas tort, car souvent sorti de l'école son fils ne veut plus tenir la charrue. L'instruction est un commencement d'aisance; l'aisance n'est pas donnée à tous. Il ne faut pas laisser mettre le feu sous une marmite sans eau. Le mal, c'est qu'il y a dans les communes : 37.000 socialistes et communistes, véritables anti-curés. » Thiers se déclare « prêt à donner au clergé tout l'enseignement primaire ». Le clergé enseignera « tout le nécessaire, lire, écrire, compter et la bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est sur la terre pour souffrir, non pour jouir. »

Thiers repoussa la gratuité à cause de la folle dépense qu'elle entraînerait (86 millions) et parce qu'elle lui apparaissait comme l'application d'un principe « communiste ». « La société, dit-il, a intérêt à répandre l'instruction, mais ne la doit à personne. »

Voir Laisné : *Histoire de la France contemporaine*, tome VI, par Ch. Seignobos, pages 141 et suivantes.

maire était « temporairement » placé sous la surveillance des préfets, qui avaient le droit de nomination et de révocation des instituteurs. On sait que le provisoire s'est prolongé, et depuis lors aucun gouvernement n'a cru bon de se débarrasser d'une règle que beaucoup s'accordent à trouver critiquable mais que l'on conserve prudemment parce « qu'elle fait de l'instituteur un fonctionnaire soumis à l'agent politique du pouvoir central » (1).

La grande loi, la loi Falloux, fut votée, elle, le 15 mars 1850 (2). Disons tout de suite qu'elle ne recourut pas à l'obligation scolaire (3). Elle se disait soucieuse de garantir la liberté, toutes les libertés, et il ne pouvait être question de porter atteinte « aux droits de la famille ». Derrière cette déclaration de principe, quelle était l'organisation adoptée ? La vérité, c'est qu'on instituait deux régimes différents pour les écoles publiques et pour les écoles libres. Les premières étaient placées sous la surveillance du maire et du curé, et la municipalité pouvait en confier la direction à des ministres d'une congrégation. Les secondes n'étaient soumises à aucune surveillance, à aucun contrôle en dehors de ceux qu'imposaient le respect de la morale et le souci de l'hygiène. Surtout, la loi dispensait les congréganistes du brevet de capacité exigé pour les laïques ; la lettre d'obédience, garantissant leur titre religieux, tenait lieu de diplôme.

C'était, on le voit, un ensemble de mesures propres à rendre à l'Eglise une autorité effective sur la jeunesse des écoles. Cette réaction se complétait, toutefois, de

*La loi Falloux du
15 mars 1850.*

*Abdication de
l'Etat entre les
mains de l'Eglise
pour l'instruction
du peuple.*

(1) Lavisse, *op. cit.*, page 148.

(2) La loi Falloux a été adoptée par 399 voix contre 237.

(3) Au cours de la discussion, un amendement, déposé par M. Fayolle, adoptait l'obligation scolaire ; il fut repoussé à une forte majorité (485 voix contre 182). (Séance de l'Assemblée Législative du 19 février 1850.)

certaines mesures heureuses. On se préoccupait de l'enseignement des filles : toute commune de 800 âmes et au-dessus devait fonder une école de filles si ses propres ressources lui en fournissaient les moyens (1), mais on n'assurait aucun traitement aux institutrices. D'autre part, on prévoyait la création de cours d'adultes pour l'instruction des garçons (2).

Application et conséquences de la loi Falloux.

Il est indéniable que le principe de la loi nouvelle était la remise par l'Etat, entre les mains de l'Eglise, du soin de pourvoir à l'instruction nationale. « A la veille du Premier Empire, la loi du 2 floréal an X avait manifesté le désintéressement de l'Etat à l'égard de l'instruction primaire. A la veille du Second Empire, la loi du 15 mars 1850 marque un semblable renoncement. Dans l'un et l'autre cas, c'est sur l'Eglise que l'Etat se décharge de l'éducation du peuple » (3).

Et la loi fut appliquée. Les écoles de garçons furent généralement confiées aux Frères des écoles chrétiennes, cependant que les Sœurs religieuses prenaient, on peut le dire, la direction de presque toutes les écoles de filles. Cependant, l'Université ne fut pas détruite; elle ne se soumit pas non plus à l'Eglise. Aussi, deux puissances se dressaient maintenant face à face en rivales et en concurrentes : elles se disputaient jalousement la formation des intelligences de la jeunesse française; l'instruction nationale devenait le champ clos d'une bataille ardente. « L'expérience montrait que l'effet profond de la loi n'était ni l'introduction en France de la liberté d'enseignement, invoquée pour la justifier, ni la subordination des écoles laïques au clergé, espérée par ceux qui la votaient » (4). Loin de créer une unité

(1) Loi Falloux, 15 mars 1850, art. 51.

(2) Loi Falloux, 15 mars 1850, art. 54 et 55.

(3) Thèse Beigbeder, *op. cit.*, page 50.

(4) Lavisce : *Histoire de la France contemporaine*, tome VI, par Ch. Seignobos, page 149.

d'éducation sous la direction de l'Eglise; la loi Falloux creusa un fossé entre les élèves de l'école laïque et les élèves des Frères. N'est-ce pas là une réforme dont, après un siècle presque révolu, l'effet se prolonge sous nos propres yeux ?

*
* *

Le Second Empire, on le sait, débuta dans l'autorité et par le gouvernement personnel de Napoléon III. La proclamation de 1852, aussi bien que la Constitution elle-même du 14 janvier 1852 « faite en vertu des pouvoirs délégués par le peuple français à Louis Napoléon par le vote des 20 et 21 décembre 1851 » (1), ne promettaient aucune réforme dans l'ordre de l'enseignement : la loi Falloux n'était-elle pas de nature à rassurer et satisfaire le régime nouveau, « soutenu par les masses profondes du clergé » (2).

Le Second Empire..

Attitude initiale.

Une évolution assez rapide, cependant, se manifesta dans le Gouvernement impérial. Dès la fin de 1852, un effort fut accompli pour se rapprocher de l'opinion laïque. Des journaux d'opposition, tels que *le Siècle* ou *l'Opinion Nationale*, purent engager des campagnes anticléricales sans être inquiétés. On songea à relever la situation matérielle des instituteurs. Un décret de 1853 permit au ministre de porter le traitement des maîtres les plus méritants à 700 francs, après cinq années de services et à 800 francs après dix années. Puis l'Etat s'évertua à rétablir son autorité sur les divers degrés de l'enseignement : la loi du 14 juin 1854 confia aux préfets les pouvoirs que la loi de 1850 avait donnés aux recteurs départementaux.

*Puis évolution vers
la laïcité.*

(1) Duguit et Monnier : *Les Constitutions de la France*, page 274.

(2) Lavisso : *Histoire de la France contemporaine*, tome VII, par Ch. Seignobos, page 16.

Pétitions en faveur de l'obligation scolaire.

A partir de 1850, le régime impérial se fit moins autoritaire. Plus sensible aux mouvements de l'opinion, le Gouvernement ne pouvait manquer d'être frappé par les appels qui, de toutes parts, étaient lancés en faveur d'un large développement de l'instruction primaire. De nombreuses pétitions, portées jusqu'au Corps législatif ou jusqu'au Sénat, réclamaient l'obligation scolaire. Bien entendu, elles étaient écartées; on était cependant obligé d'en discuter et ainsi l'idée gagnait des esprits jusqu'alors indécis. L'instruction obligatoire était devenue un article du programme républicain; c'était désormais une arme de l'opposition. Quelque temps encore, le Gouvernement la combattit avec force, parfois avec quelque mépris : « Laissons de côté tous ces rêves d'imagination », disait à l'Assemblée M. Genteur, secrétaire général du ministère de l'instruction publique. « Ne nous demandez pas l'instruction obligatoire, elle n'est pas dans nos mœurs ». Ou bien il contestait les arguments qu'on lui opposait : « Vous prétendez qu'elle a réussi dans d'autres pays ? Je le nie avec des chiffres authentiques. On veut nous mettre au-dessous de la Prusse. » Et l'on passait à l'ordre du jour (1). N'y-a-t-il pas, cependant, des défaites qui préparent des victoires et les champions de l'instruction publique obligatoire eurent raison de ne pas se décourager.

Le décret du 19 avril 1862.

Le Gouvernement impérial fit un nouvel effort en faveur des instituteurs. Le décret du 19 avril 1862 porta uniformément à 700 francs les traitements *minima* de tous les instituteurs après cinq ans de services (2); de plus, il remplaçait la caisse de prévoyance par une

(1) Voir Ferdinand Buisson : *Dictionnaire de pédagogie*, au mot « Obligation ».

(2) En outre, le ministre avait le droit, en vertu de ce même décret, d'élever le traitement minimum d'un vingtième des instituteurs à 800 francs, après 10 ans de services, et à 900 francs après 15 ans.

pension de retraite établie sur les mêmes bases que celle de tous les autres fonctionnaires publics.

Peu après, Duruy fut appelé au ministère de l'Instruction publique (1). Cette décision, due à Napoléon III, ne manqua pas d'étonner de nombreux historiens (2). Aussi bien a-t-elle marqué une date dans l'histoire de l'enseignement primaire en France, non pas que Duruy ait fait triompher quelque grand projet, mais parce qu'il fut animé de la volonté, que rien ne découragea, de détruire toutes les résistances qui s'opposaient à la diffusion de l'instruction dans les classes populaires. Il engagea une « véritable croisade contre l'ignorance ». En 1864, il ordonna une vaste enquête à travers la France sur la situation générale de l'instruction primaire. Il encouragea la création de nombreux cours d'adultes (3). Il songea enfin à réaliser l'école obligatoire; pour y arriver, il lui fallut d'abord convaincre l'Empereur; il s'y efforça : « Ce serait, lui dit-il, arracher une arme à l'opposition et prouver que l'Empire s'intéresse à l'instruction publique plus que la Monarchie de juillet. »

Duruy au ministère de l'Instruction publique.

La croisade contre l'ignorance.

Napoléon se rallia sans doute à la conception de son ministre car on put relever, dans le discours du Trône de février 1865, une phrase significative : « Dans un pays de suffrage universel, déclara l'Empereur, tout citoyen doit savoir lire et écrire ». Peu après, Duruy préparait un long projet qu'il fit précéder d'un rapport où il soulignait « toutes les ignorances que laissait subsister le système actuel d'enseignement public » et où il dénonçait « l'emprise inquiétante de l'ensei-

Son projet d'obligation scolaire.

(1) Duruy fut nommé ministre de l'Instruction publique par décret du 23 juin 1863 et resta au ministère jusqu'au 12 juillet 1869.

(2) De la Gorce : *Histoire du Second Empire*, tome IV, page 272.

(3) On évalue à 34.000 le nombre de cours d'adultes qui en trois années se créèrent grâce à l'action tenace de Duruy.

gnement congréganiste » (1). Il soumit son projet au conseil des ministres. Le conseil des ministres le repoussa. Mais par une faveur qu'on a interprétée comme une approbation personnelle de Napoléon, le projet fut inséré au *Moniteur* du 6 mars 1865. Duruy allait-il faire triompher ses idées? On pouvait le croire, lorsque aussitôt une note gouvernementale précisa que le texte publié ne reposait pas sur les principes indiqués par le ministre « et que le rapport qui y était joint » ne devait être interprété que comme l'expression de l'opinion personnelle de Duruy. C'était un désaveu formel sur lequel le ministre ne put obtenir que l'on revînt.

Loi du 10 avril 1867 sur la création obligatoire d'écoles de filles.

Duruy fut cependant maintenu au ministère de l'Instruction publique. Le 10 avril 1867, il faisait voter une loi rendant obligatoire la création d'écoles de filles dans toute commune de 500 habitants. Duruy pouvait, en 1869, abandonner le pouvoir. Il y laissait de son passage une trace qui honore encore sa mémoire.

L'évolution de l'opinion publique.

Ainsi le Second Empire s'acheva sans que l'obligation scolaire ait pu triompher. Mais quelles transformations, quels progrès n'avaient pas été accomplis pour en assurer le succès prochain. Le mouvement en faveur de l'école obligatoire s'était généralisé d'année en année. « En 1850, c'était la méfiance et le mépris; en 1870, c'était un intérêt actif et confiant ». Déjà la fameuse controverse soutenue entre Molinari et Frédéric Passy (2), en 1857, au congrès international de bienfaisance de Francfort avait eu un retentissant succès. Désormais, de tous côtés, on réclamait une meilleure

(1) Voir thèse Belgbeder : *La formation du futur citoyen à l'école primaire* (1923), pages 57 et 59.

(2) Frédéric Passy et G. de Molinari : *De l'Enseignement obligatoire* (Guillaumin, 1859).

et plus utile organisation de l'enseignement public. Le conseil général du Haut-Rhin votait à chaque session une motion en faveur de la scolarité obligatoire.

En 1867, Jean Macé fondait avec succès la « Ligue française de l'Enseignement », dont le but était de créer des bibliothèques et de répandre l'instruction dans le peuple. Au Havre, à Strasbourg, des comités recueillaient plus de 300.000 signatures en faveur de l'école obligatoire et gratuite. Il fallait bien que les pouvoirs publics cédassent au mouvement de l'opinion publique : des règlements de 1870, signés par le maréchal Niel pour l'armée et par l'amiral Regault de Genouilly pour la marine, rendirent obligatoires les cours organisés pour les conscrits illettrés. Qui nous dit que l'Empire, lui-même, n'eût pas dû aller plus loin ? Mais il s'écroula quand la guerre malheureuse mit en jeu l'existence même du pays.

*
**

La Troisième République mit tout de suite au rang de ses préoccupations l'enseignement du peuple. L'obligation scolaire fut envisagée et souleva moins de protestations que le principe de laïcité, ou celui de gratuité dont il fut assorti. Après des discussions parlementaires que nous étudierons de plus près (1), il triompha finalement dans la loi du 28 mars 1882.

La conquête semble définitive. Si l'application du principe est plus ou moins rigoureuse et surveillée, si le débat reste ouvert sur les sanctions qu'il convient d'appliquer ou sur le libéralisme avec lequel il convient de traiter certaines situations exceptionnelles, on ne met plus guère en cause la notion elle-même d'obligation.

*Large mouvement
en faveur de l'obli-
gation scolaire.*

*La Troisième Ré-
publique.*

*Vote de la loi du
28 mars 1882.*

*Triomphe de l'obli-
gation scolaire.*

(1) Voir II^e partie, chapitre I^{er}.

Bien au contraire, le domaine de cette obligation paraît avoir tendance à s'étendre.

Son extension.

Après l'instruction élémentaire générale, l'enseignement professionnel est entré peu à peu dans les préoccupations du législateur. Le Parlement a organisé, par une loi du 2 août 1918, un enseignement post-scolaire agricole qui doit devenir obligatoire (1). Il a voté une loi du 25 juillet 1919 qui rend obligatoire pour les jeunes gens employés dans le commerce et l'industrie, un certain enseignement technique (2). Il a été saisi de divers projets et propositions qui tendent à la mise en œuvre d'un enseignement post-scolaire obligatoire (3).

Evolution en cours.

On voit le sens de l'évolution: il est significatif. L'obligation scolaire proprement dite, qui est l'objet de notre étude, est peut-être vouée à se présenter bientôt comme le premier stade d'un mouvement plus ample qui se développerait en ce moment et qui à son tour mériterait, sans doute, un jour, une étude d'ensemble.

(1) Loi du 2 août 1918 (art. 20 à 25). Règlement d'administration publique, 13 juillet 1920.

(2) La loi du 25 juillet 1919, ou loi Astier, rend obligatoire la fréquentation de cours publics ou privés pour les jeunes gens et jeunes filles âgés de moins de 18 ans et employés dans le commerce ou l'industrie.

Sur l'ensemble des textes régissant l'enseignement technique commercial et industriel, voir *Code de l'Enseignement technique* (3^e édit.), par Gaucher et Morlier (31, rue de Bourgogne).

(3) Projet Viviani, 13 mars 1917 (*J. Off.*, 1917, doc. ann. n° 3.114). Proposition Ducois, 26 octobre 1921 (*J. Off.* 1921, doc. ann. n° 3.261). Projet Daladier, février 1926.

CONCLUSION HISTORIQUE

Il a fallu bien des années avant que l'idée d'obligation scolaire ne se conçoive et ne soit proclamée. Longtemps la formation intellectuelle des enfants est apparue comme ne relevant que des prérogatives familiales : l'enfant n'était guère appelé à être instruit, que si le destin le faisait naître auprès de parents ayant la possibilité et le souci de lui faire faire des études. Certes on n'a pu nier longtemps qu'il était agréable, utile même, de posséder certaines connaissances intellectuelles. Mais chacun devait les acquérir en toute indépendance, dans la mesure de ses possibilités et de ses aspirations. Le principe de la concurrence individuelle demeurait entier. Si des initiatives charitables ont songé à la misère intellectuelle qu'un tel système réservait au peuple, c'est au nom de la charité que les premiers rudiments d'instruction ont été enseignés gratuitement et que les premières écoles ont été organisées.

*A l'origine liberté
familiale.*

*Et initiatives cha-
ritables.*

Puis, peu à peu nous avons vu la conception évoluer. On a compris qu'il pouvait être dangereux d'abandonner sans contrôle à l'initiative privée l'éducation des esprits ; qu'il était injuste de réserver aux seules classes fortunées le bienfait de l'instruction. La notion d'un enseignement public s'est dégagée. Dès lors se sont précisées les obligations qui, dans ce domaine,

*Puis contrôle des
initiatives privées.*

incombent à l'Etat: 1° le contrôle des activités pédagogiques privées; 2° la charge de créer et d'entretenir des écoles là où il n'en existe pas, là où celles qui existent sont insuffisantes ou inconfortables.

Apparition d'une certaine obligation.

De ce jour l'obligation scolaire était dans la logique de l'évolution. Elle était inévitable. Que servirait en effet de construire des établissements primaires, si en fait les parents n'y envoyaient point leurs enfants? La situation intellectuelle du pays serait-elle améliorée si les familles ne recouraient pas au dévouement des maîtres qu'on aura formés et à l'hospitalité des écoles qu'on aura construites? Le droit, c'est-à-dire la liberté du père de famille, n'épuisait donc pas tout le débat. L'autorité publique n'était-elle pas en mesure de pousser plus loin son action sans paraître tyrannique? On s'en est convaincu lorsque, derrière l'autorité paternelle, l'enfant est apparu comme détenteur de droits personnels qui ne sauraient être sacrifiés sans péril et sans injustice. L'Etat pouvait désormais établir légitimement une intervention plus rigoureuse.

Conception du principe de l'obligation scolaire.

Droits et devoirs du père de famille, droits et devoirs de l'Etat, droits et devoirs de l'enfant, toutes ces formules s'étaient peu à peu dégagées. On possédait dès lors toute la matière dont serait faite la notion d'obligation scolaire.

Obligation et neutralité.

Pour qu'elle triomphe définitivement, il a fallu cependant attendre que l'évolution d'une autre idée se réalise parallèlement et qu'on aboutisse à la conception de la neutralité scolaire. Dès que le principe des lois de 1833 et de 1850 n'est plus apparu intangible, l'obligation ne rencontrait plus d'obstacle. Si l'Etat organise un régime scolaire libéré de toute influence pouvant froisser la conscience du père de famille, il peut contraindre à recevoir un enseignement qu'il

offrira lui-même gratuitement dans ses écoles aux enfants qui ne sont point fortunés. C'est la Troisième République qui a poussé l'évolution à son terme et c'est avec elle que l'obligation scolaire a triomphé et pris place dans la loi.

Ce fut la fin d'un cycle d'idées. Ce n'est point le dernier mot des réformes possibles. L'obligation scolaire proclamée, son contenu reste sujet à transformation. Ce qui apparaissait hier comme une connaissance accessoire, donc facultative, peut être jugé demain d'un enseignement indispensable. La culture professionnelle jadis négligée peut apparaître bientôt comme aussi nécessaire que la culture générale. L'éducation des adultes peut être reconnue aussi indispensable que l'instruction des enfants. Ainsi, l'obligation scolaire, avec le sens que nous lui donnons aujourd'hui, n'est pas le dernier terme de l'évolution juridique possible. Elle est susceptible d'en engendrer une autre, car dans le domaine scolaire comme en tout autre, le droit porte en lui-même les sources et les raisons de sa propre croissance.

En tous cas : charité, liberté, obligation, telles furent en définitive, les trois étapes d'une évolution qui s'est poursuivie au cours de notre histoire et qui a été ralentie ou précipitée selon les régimes politiques à travers lesquels elle s'est poursuivie.

L'aventure de l'obligation scolaire.

Charité, liberté, obligation.

DEUXIÈME PARTIE

L'OBLIGATION SCOLAIRE

COMME INSTITUTION DE DROIT POSITIF

Préliminaires.

Chapitre I. — La préparation et le vote de la loi du 28 mars 1882.

Chapitre II. — Examen critique du principe légal de l'obligation scolaire.

Chapitre III. — Etude de la loi du 28 mars 1882.

Chapitre IV. — Le régime de l'obligation scolaire en Alsace-Lorraine.

DEUXIÈME PARTIE

L'obligation scolaire comme institution de droit positif

PRÉLIMINAIRES

La loi sur l'obligation scolaire en France porte la date du 28 mars 1882. Elle fut le résultat d'une lente évolution des idées que nous nous sommes efforcé de retracer et qui s'acheva au cours du XIX^e siècle dans un mouvement profond de l'opinion publique en faveur de la scolarité obligatoire. Ce mouvement se traduisit au Parlement, dès la fin de la guerre de 1870, par l'élaboration de propositions ou de projets aussi nombreux que divers et visant une réorganisation totale ou partielle de notre enseignement primaire.

*La loi du 28 mars
1882.*

Cette multiplicité encombre un peu l'histoire des années auxquelles nous arrivons maintenant. Mais ce qui importe, n'est-ce pas surtout le caractère même d'abondance du travail parlementaire? Il était donc indispensable de le signaler avant tout. Il serait peut-être oiseux, cependant, de vouloir faire un tableau complet et détaillé de tous les textes parlementaires qui, à cet égard, connurent le jour pendant les premières années de la Troisième République (1). Nous croyons préférable de retracer aussi clairement que possible la vie du projet qui finalement aboutit à la loi réglementant chez nous l'obligation scolaire.

*Ses origines par-
lementaires.*

(1) Voir *infra*, p. 65, n. 1.

CHAPITRE PREMIER

La préparation et le vote de la loi du 28 mars 1882

« Dès le lendemain de nos malheurs, tout le monde reconnut que notre plus pressant besoin et notre plus impérieux devoir étaient de reconstituer l'instruction publique dans notre pays, de développer l'enseignement primaire » (1). On y songea, sans tarder, on n'y parvint pas cependant sans heurts, ni difficultés. Notre Troisième République ne fut instaurée définitivement qu'après des années de tâtonnements, d'incertitudes et s'il fallut un long temps avant que le régime nouveau ne s'affirmât en droit, puis en fait, on attendit aussi dix ans avant que les grandes lois scolaires vissent le jour.

Promptitude des conceptions, lenteur des réalisations.

Ce n'est pas que l'opinion publique ne s'en montrât pas impatiente. Le mouvement populaire qui avait pris déjà sous le Second Empire l'ampleur magnifique que nous avons signalée (2) s'accrut encore dès la fin de la guerre de 1870. Les efforts de ceux qui, de toutes manières, tentaient de développer l'enseignement populaire, recevaient maintenant un

Ampleur du mouvement dans l'opinion publique.

(1) Jules Simon. Projet de loi 1871.

(2) Voir plus haut, page 51 et suivantes.

accueil généralement favorable. Il y avait mieux : on réclamait instamment l'obligation scolaire et c'est du fond même du pays que partait cette revendication. Guizot pouvait, en 1873, reconnaître que « le mouvement en faveur de l'enseignement obligatoire était sincère et sérieux ». L'exemple de la nation qui venait de s'assurer la victoire avait impressionné les plus indécis ou les plus sceptiques. N'est-ce pas Augustin Cochin qui disait : « La question de l'obligation scolaire est de celles que la guerre avec l'Allemagne a tranchées ». Sans se soucier des anciennes divergences politiques, les partis avaient l'ambition de confondre leurs efforts pour aboutir à un prompt relèvement du pays par les voies qu'entrevoyait l'espérance commune.

Vœux, motions, pétitions, manifestations.

Aussi est-il impossible de dénombrer les conseils municipaux qui, de 1870 à 1880, émirent des vœux en faveur de l'obligation scolaire; presque tous en votèrent et à chaque session. De même dans les conseils généraux : on évalue à 57 le nombre des assemblées départementales qui acceptèrent et renouvelèrent des motions de cet ordre. Les pétitions qui circulaient dans le pays se recouvraient d'ailleurs de milliers de signatures.

En 1872, le cercle parisien de la Ligue de l'Enseignement en reçut 350 000 au bas d'un manifeste qui réclamait l'instruction laïque, gratuite et obligatoire.

Le pays affirmait expressément, non seulement un désir mais une volonté. Lorsque la discussion s'engagea au Parlement, un sénateur put dire à ses collègues : « Il n'y avait jamais eu peut-être une question qui, dans le cours de tant d'années, sous tous les régimes gouvernementaux, dans toutes les régions sociales, ait autant préoccupé l'opinion publique. Il nous semble

que la question que nous avons en ce moment à débattre se présente devant vous avec un cortège véritablement bien respectable de vœux, de pétitions, de manifestations de toutes sortes qui se sont produits, qui se sont multipliés dans le pays » (1).

Le « mal d'ignorance » ne s'était-il pas imposé à l'observation des moins attentifs. En dépit des efforts entrepris par les régimes successifs, le nombre des illettrés demeurait considérable. Des sommes importantes cependant avaient été affectées au développement de l'enseignement populaire; mais les résultats n'avaient pas correspondu aux sacrifices consentis. Les écoles avaient été multipliées, des maîtres recrutés, les méthodes pédagogiques perfectionnées : la fréquentation scolaire n'avait guère progressé, non plus que l'instruction effective. On avait redoublé d'efforts dès les premières années de la paix : en 1871, les dépenses de l'instruction publique ne s'élevaient qu'à 8 millions 620.000 francs; elles atteignaient 22 millions de francs en 1880. Pourtant, le nombre des élèves se maintenait à un niveau insignifiant : 45 % de la population d'âge scolaire n'entrait pas dans une école et 28 % de jeunes soldats étaient illettrés. « Depuis 50 ans, au milieu de gouvernements si divers, d'efforts si persistants, avec une si grande générosité du Parlement, nous gagnons avec une régularité désespérante un conscrit lettré sur 100 » (2). Il y avait une méthode à changer et un péril social à enrayer, car « c'est plus de 600.000 enfants qui sont actuellement condamnés aux ténèbres pour toute leur vie » (3). Les assemblées politiques de la Troisième République ne pouvaient demeurer insensibles à de pareilles constatations.

Le mal d'ignorance

Son importance.

(1) Ribière, Sénat. Débats parlementaires, mai 1881.

(2) Voir *Discours et opinions de Jules Ferry*, par Robiquet (Colin, 7 vol., 1897).

(3) Jules Ferry. Discours du 21 décembre 1880.

Devant l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale, elle-même, fut saisie de propositions visant une réorganisation, soit générale, soit partielle, de notre enseignement primaire (1). Le ministre de l'Instruction publique d'alors, Jules Simon, songea à prendre l'initiative d'une réforme. Il déposa le 15 décembre 1871 un projet qui instituait l'obligation, sans se préoccuper toutefois ni de la gratuité, ni de la laïcité. Hardi dans son principe, le texte était modéré dans ses dispositions : les parents récalcitrants n'étaient menacés que de sanctions modérées qui allaient de la réprimande à une légère amende. Le texte gouvernemental fut cependant rejeté par la commission parlementaire à laquelle il avait été renvoyé pour examen (2). Il est indispensable de préciser que cette commission était présidée par Mgr Dupanloup et que seul M. H. Carnot y représentait le parti républicain ; on comprendra qu'elle substituât au projet de Jules Simon un texte élaboré dans un esprit tout différent. L'Assemblée nationale n'eut pas, avant sa dissolution, le temps d'aborder cette discussion (3).

Le projet Jules Simon.

Devant la Chambre des députés.

La Chambre des députés était à peine réunie, que son bureau reçut le dépôt de propositions nombreuses sur la réforme de l'enseignement public. L'étude de plusieurs d'entre elles fut interrompue par la dissolution du 16 mai 1877. D'autres virent le jour postérieurement. Nous ne nous lancerons pas dans une énumération qui, en même temps que fastidieuse,

(1) Citons : la proposition Marcel Delpit, de Broglie, Dupanloup (27 mai 1871), sur la nomination des instituteurs communaux et la surveillance des écoles primaires ; la proposition Vacherot, Bethmont et J. Ferry (29 août 1871), sur l'instruction primaire obligatoire.

(2) M. Ernoul, qui déposa son rapport le 3 juillet 1872, déclara que « la Commission avait repoussé l'obligation comme attentatoire à la liberté ».

(3) L'Assemblée Nationale réussit cependant à faire aboutir une proposition portant fixation du traitement et de la pension des instituteurs et institutrices primaires et qui devint la loi du 19 juillet 1875.

risquerait d'être incomplète (1). Nous préférons ne retenir que la proposition Barodet qui, après diverses péripéties, permit l'élaboration et le vote de la loi du 28 mars 1882.

Cette proposition, qui a pris le nom de son principal auteur, fut présentée le 19 mars 1877 et réitérée le 1^{er} décembre 1877 devant la Chambre renouvelée. Le texte était signé d'un grand nombre de députés républicains (2). Selon la procédure réglementaire, la proposition fut renvoyée sans tarder à l'étude d'une commission présidée par M. Paul Bert (2). C'est ce président lui-même qui, deux ans après, le 6 décembre 1879, présenta un rapport précis, détaillé et complet (4). Le texte auquel la commission avait abouti, en partant de l'étude de la proposition Barodet, était établi sur le triple principe de la gratuité, de l'obligation et de la laïcité. Il se présentait comme un travail considérable, comprenant six titres et cent neuf articles; il réorganisait les conseils départementaux, il substituait l'autorité des directeurs départementaux à celle des préfets, il améliorait les traitements des

La proposition Barodet.

Le rapport Paul Bert (6^e décembre 1879).

(1) Il convient cependant de relever les propositions suivantes :

a) Proposition Paul Bert (20 mars 1876 sur la suppression de la lettre d'obédience et la remise au recteur de la nomination du personnel primaire enseignant.

b) Proposition Paul Bert (6 avril 1876) sur la retraite des instituteurs et inspecteurs.

b) Proposition Lelièvre (20 juillet 1876) sur l'application de la loi du 19 juillet 1875 aux institutrices des écoles des communes de moins de 500 habitants.

d) Proposition Talandier, Raspail, Clemenceau (1^{er} mars 1877) pour assurer la liberté de conscience dans les écoles et les examens.

e) Proposition Barni, Doré et Leblond (23 mars 1877), sur l'enseignement primaire (reproduction d'un projet élaboré par la Société pour l'instruction élémentaire).

(2) Parmi les signataires, nous relevons les noms de Marion, de Lacrételle, Louis Blanc, Brisson, Floquet, Clemenceau et Spuller.

(3) La composition de la Commission de la Chambre des députés était la suivante :

Président : M. Paul Bert ; Secrétaire : M. Lockroy ; Membres : MM. Noirot, Louis Blanc, René Brise, de Lacrételle, Chalamei, Barodet, Bousquet, Constans, Allemand, Spuller, Dethou, Allègre, Parry, Cantagrel, Floquet, Brunel, Deschanel, Duvaux, Boysset.

(4) Paul Bert : *L'Enseignement primaire* (Masson), 1 vol., 1880.

instituteurs, il aboutissait à l'élimination graduelle du personnel congréganiste. C'était une « véritable charte nouvelle » et générale de l'enseignement primaire en France.

La tactique du ministre Jules Ferry.

Le ministère de l'Instruction publique était alors occupé par l'homme qui devait s'y créer un nom impérisable: Jules Ferry. Il détenait le portefeuille depuis le 4 février 1879. Ses idées étaient connues; son appui ne pouvait faire défaut à la commission. Il approuva pleinement le but qu'elle s'assignait: n'était-ce pas le sien propre? Pourtant, il ne tarda pas à manifester son dissentiment sur la méthode: il craignit que l'ampleur même du texte de la commission n'en retardât et n'en compromît le succès final. Ne fallait-il pas, pour tout esprit soucieux de réalisations, tenir compte du mécanisme de notre régime parlementaire, de la brièveté des sessions et aussi de l'antagonisme qui opposait alors la Chambre et le Sénat? A vouloir trop demander ne risquait-on pas de ne rien obtenir ou de ne pas aboutir? Était-on sûr, d'autre part, de trouver en assez grande quantité des maîtres susceptibles de remplacer le personnel congréganiste. Jules Ferry trouva plus habile et plus prudent de préparer des projets distincts sur les différentes parties de la réforme d'ensemble envisagée par la commission Paul Bert.

Dépôt du projet sur l'obligation scolaire (20 janvier 1880).

Le 20 janvier 1880, donc, le ministre déposa deux projets sur la gratuité et sur l'obligation; il réservait momentanément la laïcité des programmes et du personnel. La commission se résigna à cette méthode, tout en la regrettant, surtout que son travail antérieur, fruit d'efforts de plusieurs années, se trouvait disloqué. Pourtant l'avis de Jules Ferry n'a-t-il pas été confirmé par l'expérience et son opinion consacrée par le succès. Cependant, le ministre fit une concession à la

commission : reconnaissant le lien étroit qu'il y avait entre le principe d'obligation et le principe de laïcité, il a admis que le principe de laïcité du programme fût inséré dans la loi sur l'obligation (1). Le Parlement, qui avait déjà commencé à discuter certains points particuliers de l'organisation de l'enseignement public (2), fut bientôt saisi du projet sur l'obligation scolaire. La commission avait tenu à y joindre, nous l'avons dit, l'idée de la laïcité des programmes; la conséquence fut la modification de l'intitulé du texte qui, au lieu de rester « Projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire », devint « Loi sur l'enseignement primaire ».

La discussion générale commença devant la Chambre des députés au mois de décembre 1880. Elle y prit une ampleur magnifique. Des débats mouvementés (3) et éloquents s'établirent (4). La qualité des discours prononcés à cette occasion par les orateurs de droite ou de gauche fait encore grand honneur à notre tribune politique. Jules Ferry intervint fréquemment pour défendre son projet, combattu particulièrement par le député Keller et par Mgr Freppel. Toutefois, le ministre triompha: par 329 voix contre 134, la Chambre adopta (5) l'ensemble dans sa séance du 24 décembre 1880.

La discussion parlementaire.

1° A la Chambre des députés.

(1) V. Jules Ferry : *Discours et opinions*, tome IV, page 135.

(2) Le Parlement vota peu après :

a) La loi sur les titres de capacité (16 juin 1881).

b) La loi sur la gratuité (16 juin 1881), abolition de la rétribution scolaire et mise à la charge des communes des frais de l'instruction.

c) La loi sur le classement et le traitement des instituteurs (28 juillet 1881).

(3) Ce fut notamment un coup de théâtre lorsque, par suite de la coalition de la droite et de l'extrême gauche, l'ensemble de l'article 2 fut d'abord rejeté par 237 voix contre 220.

(4) Une vive discussion s'éleva non seulement sur le principe même de l'obligation mais sur le point de savoir si l'instruction religieuse serait placée au premier rang des matières obligatoires de l'enseignement primaire.

(5) La Chambre des députés avait voté antérieurement le passage à la discussion des articles par 356 voix contre 122.

2° *Au Sénat.*

La lutte reprit au Sénat, où le projet fut présenté le 21 janvier 1881. M. Ribière déposa son rapport en mai suivant et la discussion s'ouvrit le 3 juin (1). Les sénateurs Chesnelong, de Broglie, Oscar de Vallée, de Gavardic attaquèrent violemment le projet, cependant qu'intervinrent en sens divers MM. de Parieu, Buffet, Delsol, Jules Simon et d'autres encore.

En juillet 1881, un vote d'ensemble intervint, mais ce ne fut que sur un projet modifié dont le retour à la Chambre était indispensable. Aussi bien l'accord entre les deux assemblées paraissait-il difficile à réaliser, non pas tant sur le principe de l'obligation que sur celui de la laïcité des programmes qu'on avait ajouté (2).

Les élections de 1881.

Les élections de 1881 eurent sur l'issue du débat une importance capitale. Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique, était en même temps président du conseil depuis le 23 septembre 1880. La consultation populaire eut lieu au milieu de l'année 1881. Le corps électoral ne fut pas interrogé expressément sur la question de l'enseignement obligatoire; on ne manqua pas cependant d'y faire allusion au cours de la campagne. Le cahier des électeurs radicaux socialistes, en particulier, que le candidat Clemenceau notamment accepta, contenait la revendication du droit de l'enfant à l'instruction intégrale gratuite, laïque et obligatoire (3). Or, les scrutins des 21 août et 4 septembre 1881 amenèrent un déplacement sensible de l'axe politique vers la gauche; les républicains gagnèrent 53 sièges, cependant que les partis monarchistes s'ef-

Victoire des républicains de gauche.

(1) La composition de la Commission sénatoriale était la suivante : Président : Schœcher; secrétaire : M. Quiffrey; rapporteur : M. Ribière; membres : MM. Gilbert, Bouchet, Halgan, Henri Martin, le duc de Broglie, Vivenot, le baron de Ravignan.

(2) Voir plus haut, page 51.

(3) Voir Lavisso : *Histoire de la France contemporaine*, tome VIII, par Seignobos, page 82.

fondrèrent. Le gouvernement pouvait espérer réaliser les réformes intérieures qu'il avait entrevues; mais les questions coloniales s'imposèrent d'abord à l'attention du Parlement. L'expédition de Tunisie se couronna par la prise de Kairouan et l'occupation de Tunis, mais Jules Ferry démissionna, « considérant les pouvoirs du ministère comme expirés avec l'ancienne Chambre d'où ils émanaient ».

Jules Ferry, cependant, ne fut éloigné du pouvoir que momentanément. Le ministère Gambetta qui se forma et dans lequel Paul Bert, puis Chalamet, occupèrent le ministère de l'Instruction publique, ne connut qu'une courte existence (1).

projets. La discussion reprit au Sénat en mars 1882; avaient confirmé le succès des partis républicains (2).

A la même époque, Jules Ferry reprit la direction du département de l'enseignement dans le ministère Freycinet (3). Il avait la volonté de faire aboutir ses projets. La discussion reprit au Sénat en mars 1882, on la continua sans désespérer jusqu'au vote définitif de la loi, qui intervint le 23 mars 1882.

La loi sur l'obligation scolaire était votée. Elle fut promulguée au *Journal officiel* du 28 mars 1882 (4), dont elle porte la date.

Retour de Jules Ferry au pouvoir en janvier 1882.

Vote et promulgation de la loi.

(1) Le ministère Gambetta resta au pouvoir du 14 novembre 1881 au 30 janvier 1882.

(2) Les élections sénatoriales de 1882 portaient sur 79 sièges : les républicains en obtinrent 55, les réactionnaires en avaient perdu 24.

(3) Le deuxième ministère Freycinet (30 janvier 1882-août 1882).

(4) Voir *Journal officiel* du 28 mars 1882, page 1697.

CHAPITRE II

Examen critique du principe légal de l'obligation scolaire.

Les deux thèses.

Nous nous sommes borné jusqu'ici à fixer les étapes progressives franchies par l'obligation scolaire. Nous ne sommes pas entré dans l'étude des arguments de ceux qui la réclamaient, pas plus que nous n'avons exposé les raisons de ceux qui la combattaient (1). Le moment est venu d'aborder cette controverse qui fut largement ouverte dans la presse et dans les congrès, avant d'avoir son écho officiel à la tribune du Parlement.

SECTION I. -- ARGUMENT DES PARTISANS DE L'OBLIGATION SCOLAIRE

I. — L'obligation scolaire est utile :

L'obligation scolaire entraînant une plus large distribution de l'instruction, apparaît au moins comme éminemment utile (2).

a) *A l'individu.*

Pour l'individu d'abord. Les connaissances intellectuelles même élémentaires, sont un heureux ornement de la personnalité. La somme des satisfactions qui nous sont réservées ne dépend-elle pas dans une

(1) Sur l'ensemble de la controverse, voir *De l'Enseignement obligatoire* (1859). Discussion entre M. de Molinari et M. Frédéric Passy.

(2) Voir : Discours de Paul Bert, Ch. des députés, 4 déc. 1880 (*J. off.*, 5 déc. 1880, page 14940). Discours de Jules Ferry, Ch. des députés, 20 déc. 1880 (*J. off.*, 21 déc. 1880, p. 12514).

large mesure du niveau intellectuel auquel nous avons atteint ? Il importe à l'homme, doué naturellement de certaines facultés supérieures, de développer l'usage qu'il en peut faire. Il lui sera utile de connaître au moins les premiers éléments de la science et de l'histoire. La curiosité de son esprit sera éveillée et lui ouvrira des plaisirs nouveaux. L'instruction, donc l'obligation scolaire, apparaît comme un élément important du bonheur individuel.

Intellectuellement.

Elle est aussi un facteur de progrès et de richesse. Le temps passé à l'école est loin d'être du temps perdu. Il peut entraîner, sans doute, une perte momentanée de salaires, le plus généralement d'ailleurs dérisoire. Mais ce sacrifice est largement compensé par les avantages ultérieurs qu'obtient l'enfant doué d'une certaine instruction. Sans parler des emplois lucratifs qui lui sont accessibles, n'a-t-il pas tendance, même restant fidèle à une tâche modeste, à perfectionner ses méthodes de travail, à utiliser les enseignements de la science, à rechercher des méthodes nouvelles de production plus rémunératrices de son effort. Ayant développé ses connaissances, son jugement et son raisonnement, il a le souci de s'évader de la routine, des méthodes surannées; il a le goût des initiatives et des recherches; il est largement accessible aux progrès économiques. Ses profits personnels n'en peuvent être qu'accrus.

Matériellement.

Sa valeur morale n'est-elle pas, elle aussi, augmentée? L'individu instruit possède ce qu'on a appelé « plus de défense personnelle ». L'appel qui a été fait à ses facultés éminentes a développé en lui le sentiment de sa dignité. Il est plus maître de ses instincts, plus apte à prévoir les conséquences de ses actes, plus capable d'en apprécier les mérites. Il devient moins accessible aux tentations mauvaises et aux influences néfastes. L'obligation scolaire, en généralisant une

Moralement.

instruction même primaire, se révèle ainsi d'une utilité certaine, pour chaque individu (1).

b) *A la famille.*

Pour les mêmes raisons.

La famille, elle aussi, participe au bonheur matériel et moral plus large que l'instruction engendre. Trop de pères, malheureusement, ne s'en rendent pas compte. Sans doute ont-ils des excuses : les difficultés de la vie quotidienne, les charges d'un foyer, la nécessité de gains immédiats, tout cela les incite trop souvent à placer très tôt leurs enfants ou à utiliser près d'eux leurs jeunes forces. Ils ne réfléchissent pas aux avantages qu'ils auraient tiré à avoir dans quelques années un fils ou une fille instruits ; avec une intelligence plus vive, un jugement plus souple, des aptitudes plus grandes, leurs enfants auraient été des collaborateurs et des appuis précieux.

c) *A la société.*

Développement des forces économiques.

La société, enfin, est récompensée d'avoir fait des sacrifices pour généraliser l'instruction (2). La force économique d'un pays n'est-elle pas faite de l'ensemble des forces économiques de ses citoyens ? Sa propre richesse n'a-t-elle pas des possibilités plus grandes d'accroissement lorsque les richesses individuelles augmentent ? Et il ne faut pas se borner à envisager les heureux effets de l'instruction sur le plan matériel : ne peut-il pas y avoir parmi les enfants du peuple des élèves exceptionnellement doués intellectuellement ? L'obligation scolaire permet à un maître averti de les distinguer. L'enfant peut, soit avec l'appui de ses parents, soit avec le régime des bourses, poursuivre ses études, travailler au plein épanouissement de ses facultés et prendre dans la société une place qui, en même temps que lui-même, honorera son pays. Le

(1) V. Discours Jozon, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12338).

(2) Discours de Saint-Mur, Sénat (*J. off.*, Déb. parl., 3 juin 1881, p. 754) ; discours Ribière, Sénat, 4 juin 1881 (*J. off.*, Déb. parl., 5 juin 1881, p. 769).

fait est-il exceptionnel ? Il y en a, en tous cas, de nombreux, moins brillants, mais tout aussi dignes d'intérêt. L'obligation scolaire permet à chacun de s'assurer tous les avantages qu'il mérite. La collectivité ne peut que s'en réjouir.

Elle doit se féliciter aussi de voir l'éducation morale du peuple courageusement entreprise. L'enseignement moral a sa place dans l'enseignement obligatoire. Les enfants ne seront plus désormais lancés dans la vie, sans principes, sans formation. Leur éducation civique aussi aura été ébauchée. Quel prix cela n'a-t-il pas dans un Etat qui, comme le nôtre, repose sur le principe démocratique ? Le droit de vote, résultat d'une lente évolution des idées et fruit aussi de revendications violentes, est pour chaque citoyen la consécration de son droit de participer, dans l'égalité, au gouvernement du pays. Si cela satisfait la justice, ce n'est conforme à la raison que si tout électeur est en mesure de comprendre et de juger les questions sur lesquelles le corps électoral est périodiquement appelé à se prononcer. Sans une certaine instruction du peuple, le suffrage universel est un non-sens et un danger. Non pas qu'il s'agisse de faire de chaque citoyen un économiste ou un sociologue ; mais il faut tout de même que parmi ceux qui votent il y ait le moins possible d'ignorants et d'inaptes ; ceux-là, plus que tous les autres, sont les jouets des basses ambitions politiques.

Donc au triple point de vue de l'individu, de la famille et de la société, le développement de l'instruction est souhaitable et l'obligation scolaire est utile (1).

L'obligation scolaire, la contrainte légale, est même indispensable (2). Il faut avouer, en effet, que les sim-

*Développement de
l'éducation morale
du peuple.*

*Son importance
dans un Etat démocratique.*

*II. — L'obligation
scolaire est indis-
pensable.*

(1) Voir *J. off.* 21 déc. 1880, p. 12.614 ; voir discours Paul Bert, Ch. des dép., 4 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 11942).

(2) Discours Jozon, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12338).

*Pour assurer la
fréquentation des
écoles.*

ples exhortations, les encouragements, sont insuffisants pour assurer la fréquentation des écoles (1). La paresse individuelle, la négligence, les besoins de certaines familles, les obstacles matériels (distance, mauvais chemins, nourriture) sont plus forts que tout. La croisade contre l'ignorance risque de demeurer infructueuse, si le législateur ne vient pas à l'appui des apôtres de l'enseignement. Il est bien inutile de dépenser à profusion les deniers publics pour construire des écoles, si les enfants n'y viennent pas assidûment. Temps, argent, efforts, tout risque d'être gaspillé en vain si la fréquentation n'est pas obligatoire. Le mal d'ignorance, combattu en apparence, se perpétue en fait (2). Cependant, à côté de nous, les nations étrangères jouissent des bénéfices de l'obligation » (3); la proportion des illettrés est rapidement en décroissance dans les pays qui l'adoptent. Jules Ferry, au cours des débats parlementaires de la loi de 1882, n'a pas cessé de faire appel aux statistiques comparatives (4). La France risque donc, sans une ferme obligation scolaire, de rester en arrière de bien d'autres Etats. La dignité nationale n'est pas seulement en jeu dans la lutte contre l'« inalphabétisme », c'est encore, nous l'avons dit, tout l'avenir économique et politique du pays qui est en question. L'obligation scolaire n'est pas seulement utile; elle est indispensable.

*III. — L'obligation
scolaire est juste.*

Mais aussitôt, il faut répondre à une préoccupation importante. Toute disposition légale doit être appréciée aussi sous l'angle de l'équité (2). Or, si l'on peut admettre que le père de famille a l'obligation morale d'assurer l'instruction de ses enfants, qu'il y a même

(1) Voir *supra*, p. 66.

(2. 3. 4.) Voir discours Paul Bert, Ch. des dép., 4 déc. 1880 (*J. off.*, 5 déc. 1880, p. 11941); voir discours Jules Ferry, Ch. des dép., 20 déc. 1880 (*J. off.*, 21 déc. 1880, p. 12620); voir discours Lafont de Saint-Mur, Sénat (*J. off.*, Doc. parl., 3 juin 1881, p. 754).

intérêt, est-il juste de transformer cette règle en obligation légale? Les défenseurs de l'obligation scolaire n'hésitent pas à répondre oui, et pour une double raison.

C'est d'abord qu'à côté de l'intérêt de la famille, infiniment respectable, il y a l'intérêt général dont il faut se préoccuper. Or, l'ignorance est un mal social qui doit être combattu comme un véritable fléau. Les dangers directs ou indirects, immédiats ou lointains, qu'elle fait courir au pays, sont trop graves pour que les pouvoirs publics n'aient pas le droit et le devoir de briser, par leur intervention, les résistances néfastes.

D'autre part, et c'est la deuxième réponse à l'objection, les droits du père de famille, si respectables qu'ils soient, ne doivent pas et ne peuvent pas paralyser ou compromettre les propres droits de l'enfant. Soumis à une tutelle légale, le mineur n'a momentanément qu'une personnalité restreinte. Est-ce dire que son avenir ne doit pas être assuré? Lorsque par aveuglement ou par égoïsme, l'autorité du père de famille s'exerce à l'encontre des intérêts ultérieurs de l'enfant, n'est-il pas juste alors que l'Etat intervienne? Un père qui, volontairement ou par simple négligence même, sacrifierait la santé physique de ses fils encourrait la sévérité de la loi. Restera-t-on indifférent si c'est la santé intellectuelle qui est compromise? Venu à l'âge de raison, l'enfant garderait rancune à la société de ne pas l'avoir protégé. La justice sera-t-elle satisfaite si l'éducation et l'instruction restent le monopole de certaines classes de la société? L'obligation scolaire tend à élever les plus déshérités. Elle a pour effet de rapprocher les éléments si divers de toute la nation. Elle est indiscutablement une mesure de justice (1).

*Au point de vue
de l'intérêt général
bien compris.*

*Au point de vue
de l'enfant.*

(1) Discours Bardoux, Ch. des dép., 16 déc. 1880 (*J. off.*, 17 déc. 1880, p. 12432).

IV. — *L'obligation scolaire n'est pas tyrannique.*

A supposer l'obligation scolaire utile, indispensable même et théoriquement juste, n'est-elle pas, à coup sûr, tyrannique? N'est-ce pas une sorte de conscription scolaire dans laquelle l'enfant est arraché aux parents, même les mieux intentionnés, et qui voient imposer à leur enfant un maître, un éducateur, qui peut ne pas leur plaire ? (1).

Pas d'école obligatoire.

La réponse est facile. L'obligation scolaire n'implique pas une école obligatoire. Exiger de tous les citoyens un minimum d'instruction n'est pas imposer qu'ils la reçoivent dans un établissement plutôt que dans un autre. On peut, on doit laisser au père de famille le soin de choisir entre les diverses écoles auxquelles la libre concurrence permet de se créer. S'il le préfère même, il peut conserver l'enfant à son domicile et lui faire donner par des professeurs privés, ou lui donner lui-même, le minimum d'instruction jugé indispensable. Tout cela est affaire d'aménagement législatif. Ce qu'il faut, c'est qu'en fait, le minimum d'instruction ait été donné et soit assimilé. Une simple déclaration du père indique à quel système scolaire il entend recourir; un contrôle périodique est exercé par des inspecteurs; mais l'indépendance familiale, on le voit, reste entière. Qui oserait dans ces conditions parler de tyrannie?

Objection.

Il est vrai, qu'en fait, beaucoup de parents n'auront pas d'autres possibilités que de recourir à l'instituteur public et que dans la plupart des campagnes ou des petites villes une seule école sera ouverte, l'école de l'Etat. L'obligation scolaire aboutit donc, en dernière analyse à l'école publique obligatoire et l'objection ne renaît-elle pas aussitôt réfutée?

(1) Discours Paul Bert, Ch. des dép., 4 déc. 1880 (*J. off.*, 5 déc. 1880, p. 11942); discours Hipp. Maze, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12345); discours Jules Ferry, Ch. des dép., 20 déc. 1880 (*J. off.*, 21 déc. 1880, p. 12514).

Cette critique n'aurait de gravité que si la liberté de conscience devait être sacrifiée, devait souffrir de ce monopole de fait. Mais il ne s'agit pas pour le maître public d'autre chose que de répandre quelques éléments des sciences humaines, des connaissances indiscutées, des vérités démontrées. Il ne s'aventure pas et n'a pas à s'immiscer sur le terrain purement subjectif des idées révélées ou dogmatiques : la laïcité est à la base même de la scolarité obligatoire. Ainsi se trouve sauvegardé ce qui peut tenir le plus à cœur au père de famille : la formation religieuse de son enfant (1).

Car il faut l'ajouter ici : l'instruction laïque ne tend pas à supprimer l'instruction religieuse ; au contraire. Le législateur a imposé, qu'en dehors du dimanche, un jour de liberté par semaine soit laissé aux enfants pour leur permettre de recevoir les leçons de leurs prêtres, de leurs pasteurs ou de leurs rabbins. Au surplus, les élèves ne sont retenus à l'école que quelques heures par jour. Chaque religion a ainsi toutes possibilités d'organiser régulièrement son propre enseignement. La laïcité ne saurait donc être confondue avec l'anticléricalisme qui n'en est qu'une forme agressive, donc détournée.

Cette neutralité n'indique pas, comme certains le prétendent, que toute éducation morale est exclue de l'école publique. Il y a un ensemble de notions, peut-être d'inspiration philosophique, mais de pratique courante, qui peuvent et doivent être enseignées à tous sans risquer de froisser d'intimes convictions. Les idées élémentaires de bonté, de sincérité, de dévouement, de charité, ne sont pas l'apanage exclusif d'un dogme ; elles relèvent de la conscience humaine. Elles sont la garantie d'une vie sociale saine. L'enseigne-

La laïcité, garantie de la liberté de conscience.

L'école sans Dieu n'est pas l'école contre Dieu.

Ce n'est pas, non plus, l'école amoral.

(1) Discours de Saint-Mûr, Sénat (*J. off.*, Déb. parl., 3 juin 1881, p. 754).

ment laïque peut prétendre, dans son indépendance, en inculquer la pratique. Il échappe ainsi à la critique d'une amoralité dangereuse (1).

V. — *L'obligation scolaire n'est pas impossible.*

Lutte possible contre les difficultés pratiques.

A défaut d'autre critique, l'obligation scolaire doit-elle être condamnée parce qu'en fait son application se heurte à d'indiscutables difficultés? Sans doute l'éparpillement des maisons dans les campagnes ou les montagnes, la misère de certains foyers, la négligence de beaucoup de parents, sont autant d'obstacles au respect rigoureux d'une telle disposition légale. Mais il y a des moyens de lutter contre ces difficultés. Une organisation régionale de la scolarité s'assouplissant, selon les besoins locaux, la multiplication des secours aux familles nécessiteuses, la création de transports pour les enfants particulièrement éloignés, tout cela doit porter remède aux situations les plus critiques. La propagande, la force de l'exemple, la preuve des bienfaits, la crainte des sanctions feront le reste. L'Etat sait assurer le respect de dispositions autrement rigoureuses que l'obligation scolaire; il n'y a pas de raison pour que celle-ci reste lettre morte.

Ainsi s'achève le faisceau des raisons les plus importantes développées par ceux qui ont défendu et qui défendent le principe de la loi de 1882.

SECTION II. — ARGUMENTS DES ADVERSAIRES DE L'OBLIGATION SCOLAIRE.

I. — *L'obligation scolaire est inutile.*

Le premier reproche que les adversaires de l'obligation scolaire lui font, c'est son inutilité (2).

(1) Voir discours Jules Ferry, Ch. des dép., 20 déc. 1880 (*J. off.*, 21 déc. 1880, p. 12620).

(2) Discours Freppel, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12343).

Socialement, les besoins les plus urgents à satisfaire ne sont-ils pas les besoins économiques ? Il faut des bras pour toutes les tâches et des compétences à tous les degrés de la production nationale. La scolarité obligatoire retient les enfants loin de l'atelier ou des champs, à l'heure où ils seraient déjà en mesure de rendre des services, si modestes soient-ils. C'est une perte pour l'économie nationale. Et une perte sans compensation, car les connaissances scolaires pèsent d'un bien petit poids dans la pratique d'un métier. L'apprentissage perdu n'a pas sa contre-partie dans les rudiments d'instruction momentanément retenus, bientôt oubliés, pour la plupart sans application pratique. Le pays n'a pas besoin d'une multitude de cerveaux plus ou moins encombrés de connaissances livresques. Ce qu'il lui faut, ce sont des hommes dévoués à leur tâche, aimant leur métier et le connaissant bien.

a) *Pour la nation.*

Economiquement

Qu'on ne parle pas non plus de l'utilité de l'obligation scolaire quant à la formation de l'unité morale du pays. Celle-ci, d'ailleurs, n'est guère compromise. Mais le serait-elle, que ce n'est pas la promiscuité momentanée des bancs de l'école qui peut être d'un heureux effet à cet égard. L'enfant subit, par-dessus tout, l'influence de son milieu familial, de ses relations personnelles et c'est au citoyen arrivé à l'âge d'homme, c'est à l'électeur de comprendre la solidarité qui unit les différentes classes de la société et la volonté de collaboration sincère et confiante qui doit les animer.

Moralement.

L'intérêt individuel rejoint sur tous ces points l'intérêt général. Chaque être, durant sa vie, est à la poursuite d'un certain bonheur et d'un certain bien-être. De quel secours est à cet égard la modeste instruction reçue à l'école primaire ? L'homme n'y trouve pas

b) *Pour l'individu.*

les satisfactions spirituelles que procure une culture vraiment large. Il s'aperçoit que matériellement ses maigres connaissances ne lui sont d'aucun secours; la lutte économique risque de le laisser loin derrière des concurrents qui sont sans aucune formation intellectuelle, mais qui ont une pratique approfondie de leur métier. Il s'est cru un instant supérieur aux autres; il n'a, en réalité, acquis qu'une vanité momentanée; le contact avec les réalités de la vie n'en est que plus brutal; l'inutilité de sa longue scolarité s'affirme à lui chaque jour plus évidente.

*II. — L'obligation
scolaire est dange-
reuse.*

L'obligation légale de l'instruction primaire n'a-t-elle pas des effets plus graves: n'est-elle pas dangereuse dans ses conséquences?

*Trouble économi-
que.*

Son résultat le plus sûr n'est-il pas de détacher l'enfant des tâches modestes locales près desquelles le plus souvent sa jeunesse s'écoule et dans lesquelles son père l'eût heureusement formé. Il aspire à une destinée qu'il croit plus haute. Il déserte l'établi ou la charrue. Il gagne la grande ville, seule en mesure, pense-t-il, de permettre le plein épanouissement de sa personnalité. Ainsi se généralise la désertion de la terre et de la vie provinciale. Trouble économique grave d'abord, car le pays ne tire plus au maximum parti de ses richesses et de ses possibilités naturelles. Trouble politique aussi, car rien ne peut être si redoutable que de donner au peuple l'illusion de la science dans le même temps qu'on lui assure par le suffrage universel la réalité de la puissance politique. Il a confiance en lui. Il ne cède qu'à la force de ses propres inspirations. Il ne recherche que la satisfaction de ses intérêts égoïstes. Il n'écoute plus les conseils ou les encouragements de ceux qui peuvent le guider. Cependant ses déceptions se multiplient, car l'instruction primaire n'ouvre à ses bénéficiaires que des emplois

Trouble politique.

subalternes peu rémunérateurs. La vie familiale, loin d'être plus aisée et plus saine, se déroule dans des cités surpeuplées et fiévreuses. Ni l'individu, ni la société n'assurent leur sécurité dans la propagation d'un enseignement élémentaire.

Sans assurer le bonheur individuel

En tous cas, la justice y est compromise. La gratuité scolaire ne va-t-elle pas fatalement de pair avec l'obligation; c'est-à-dire que l'ensemble des citoyens assume la charge du service public nouveau, alors que normalement les familles aisées eussent fait elles-mêmes les frais de l'instruction de leurs enfants. Est-il juste, au surplus, de priver le père d'une famille nombreuse, par exemple, des gains que pourrait lui apporter le travail de ses enfants, alors que, pour les classes aisées de la société, l'obligation scolaire ne représente aucun sacrifice de cet ordre. On ne justifie un pareil étatisme qu'en invoquant les droits de l'enfant. Mais peut-on concevoir qu'un père les sacrifie volontairement, délibérément; plus que tout autre, plus que l'Etat surtout, n'est-il pas apte à décider ce qui est l'intérêt bien entendu de ses fils. C'est ruiner l'autorité paternelle que de lui substituer la volonté aveugle et uniforme des pouvoirs publics.

III. — L'obligation scolaire est tyrannique.

C'est surtout sous le couvert d'œuvre sociale faire œuvre politique. On sait bien que dans la plupart des campagnes et des villes, l'école laïque, vivant des deniers publics, peut seule subsister. Les écoles privées manquent de ressources, végètent et ne peuvent jamais donner gratuitement leur enseignement; elles n'ont donc pas d'influence réelle. L'école de l'Etat, au contraire, reçoit la plupart des enfants et joue un rôle décisif dans la formation des esprits. Ainsi le but est atteint : on a contre-balancé par l'autorité de l'instituteur l'autorité du prêtre. Car l'enseignement

IV. — L'obligation scolaire est injuste.

laïque n'est neutre que d'apparence (1). Il ne se contente pas de propager les rudiments de la science; il prétend qu'une formation, même morale, peut être donnée aux esprits en dehors des règles dogmatiques. S'il ne poursuit pas sur les enfants une œuvre de conversion directe, il tend à les détacher peu à peu de l'influence ecclésiastique par la suprématie qu'il donne à la raison sur la foi. Aux principes d'autorité et de discipline, il substitue les principes de liberté et d'indépendance. Que ceux qui la désirent pour leurs enfants acceptent une telle éducation; mais l'imposer à tous par l'obligation scolaire, c'est faire œuvre de parti (2).

V. — *L'obligation scolaire est impossible.*

Mais ce qui, plus que tout, ruine le principe de l'obligation scolaire, n'est-ce pas l'impossibilité de le faire respecter?

Contrôle impossible.

Il faut voir la vie telle qu'elle se présente et ne pas généraliser sur des situations idéales. La dispersion des habitations dans les campagnes ou les montagnes, l'impraticabilité des chemins pendant de nombreuses semaines, l'urgence de certains travaux à la maison, l'impossibilité de sacrifier le temps nécessaire à la conduite des jeunes enfants à l'école, les petits services qu'au contraire ils peuvent rendre dans le ménage ou dans les travaux quotidiens, tout cela constitue autant d'obstacles à l'application de la loi. On parle de contrôle et de sanctions; mais quel départ exact peut-on faire entre les excuses légitimes et celles qui ne le sont pas? Quelles justifications exiger? Il faut dans la plupart des cas s'en remettre à la seule

(1) Voir discours de la Bassettière, Ch. des dép., 4 déc. 1880 (*J. off.*, 5 déc. 1880, p. 11949).

(2) Discours Villiers, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12344); discours Freppel, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12348); discours Chesnelong, Sénat, 3 juin 1881 (*J. off.*, Déb. parl., 4 juin 1881, p. 761.).

déclaration des parents. C'est l'instituteur qui a la mission, vraiment délicate, de vérifier, d'apprécier les explications qui lui sont données. A quelles erreurs n'est-il pas exposé; de quel arbitraire les familles ne sont-elles pas menacées. Le mieux qui puisse arriver, c'est qu'on laisse dormir tout l'arsenal répressif dont est assortie l'obligation scolaire. On s'en remet peu à peu à la conscience de chacun; on laisse faire. Bientôt la fréquentation scolaire a gagné le plan des « obligations facultatives ». Mais dans l'aventure, l'Etat y a perdu de son autorité; et alors qu'il croyait avoir travaillé pour le bien public, le législateur a fait œuvre vaine, sinon néfaste (1).

Sanctions inefficaces.

Voilà succinctement résumées les raisons diverses données par ceux qui n'admettent pas le principe de l'obligation scolaire.

(1) Discours Freppel, Ch. des dép., 14 déc. 1880 (*J. off.*, 15 déc. 1880, p. 12349); discours de Fourtoul, Sénat, 3 juin 1881 (*J. off.*, Déb. parl., 3 juin 1881, p. 752); discours de Longeril, Sénat, 2 juin 1881 (*J. off.*, Déb. parl., 3 juin 1881, p. 755).

CHAPITRE III

Etude de la loi du 28 mars 1882

Il nous faut maintenant étudier le texte légal qui réglemente en France l'obligation scolaire : la loi du 28 mars 1882.

Trois idées essentielles.

Ses dispositions essentielles nous paraissent se grouper autour de trois idées que nous allons aborder dans trois sections successives et qui sont les suivantes :

Sect. I. — Quels enfants sont soumis à l'obligation scolaire ?

Sect. II. — Où les enfants peuvent-ils recevoir l'instruction obligatoire ?

Sect. III. — Comment est assuré le respect de l'obligation scolaire ?

SECTION I. — QUELS ENFANTS SONT SOUMIS

A L'OBLIGATION SCOLAIRE ?

La loi du 28 mars 1882 a posé un principe atténué par certaines exceptions.

§ 1. — LE PRINCIPE.

Les enfants de six ans révolus à treize ans révolus.

La scolarité est obligatoire en France pour tous les enfants des deux sexes âgés de 6 ans révolus à 13 ans révolus(1). C'est dire qu'elle dure sept années. Elle

(1) En décembre 1922, le Sénat a voté un projet de loi prolongeant l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans. Ce projet a été déposé sur le bureau de la Chambre, le 13 novembre 1924, par M. François-Albert, ministre de l'Instruction publique. Ce projet est depuis lors en suspens.

commence dès que l'enfant a atteint sa 6^e année (1), comme elle cesse dès qu'il a plus de 13 ans et sans qu'il y ait lieu d'attendre, dans l'un ou l'autre cas, le début ou à la fin d'une année scolaire (2).

La loi, impérative pour tous les enfants français (3), s'applique-t-elle aux enfants d'étrangers résidant en France ? Deux systèmes sont en présence. Le premier, qui considère l'obligation scolaire comme une mesure d'ordre public s'étendant à tous sans distinction d'origine et de nationalité (4). Le second qui, retenant de la loi de 1882 son atteinte à l'autorité paternelle, permet à un sujet étranger d'invoquer son statut personnel (5). Il est vrai que la plupart des états modernes ont pris une disposition légale imposant chez eux une certaine instruction obligatoire. Mais chaque pays a en vue une éducation de son choix : légitimement il la souhaite nationale et l'organise en ce sens. Un étranger peut donc, au dire de nombreux auteurs, se dérober aux dispositions de notre loi de 1882 (6).

*La question des
enfants étrangers.*

Les deux opinions.

La logique juridique devrait, d'autre part, conduire à affirmer que les enfants français résidant à l'étranger doivent se soumettre à notre obligation scolaire. Leurs parents doivent prendre toutes dispositions pour que les divers enseignements composant

*Les enfants fran-
çais à l'étranger.*

(1) Aucune école élémentaire ne peut recevoir d'enfants au-dessous de 6 ans s'il existe dans la commune une école maternelle ou une classe enfantine publique. Dans le cas contraire, l'âge d'admission est abaissé à 5 ans.

(2) Voir Detourbet : *La loi sur l'enseignement primaire obligatoire*, p. 189.

(3) En Algérie, les enfants ne sont soumis à l'obligation scolaire que dans les communes ou fractions de communes désignées par arrêtés spéciaux du gouvernement.

(4) Voir Trib. paix Ressous, le 13 juillet 1883 (*Moniteur juges de paix* 1883, p. 358).

(5) Voir notamment Domolombe, t. 1^{er}, n° 98; Aubry et Rau, t. 1^{er}, p. 81.

(6) La question ne se pose pas pour les enfants suisses : une convention conclue le 14 décembre 1887, entre la France et la Suisse, promulguée le 13 juin 1888, a, en effet, complètement assimilé, au point de vue de l'obligation et de la gratuité scolaire, les enfants des deux nationalités.

notre programme primaire leur soient donnés à l'âge légal. Mais l'application pratique de cette règle se heurte à d'insurmontables difficultés : elle imposerait l'organisation d'écoles françaises gratuites sur les territoires étrangers et l'existence d'un contrôle à peu près impraticable.

Les enfants anormaux.

Sourds-muets et aveugles.

Les enfants anormaux échappent-ils à l'obligation scolaire? La loi de 1882 avait prévu qu'un règlement déterminerait les moyens d'assurer l'instruction primaire aux enfants sourds-muets et aveugles (1). Ce règlement n'a jamais été pris; l'enseignement concernant ces déshérités est resté attaché à la direction de l'hygiène au ministère du Travail. Pour les enfants arriérés des deux sexes, ils peuvent bénéficier de la loi du 15 avril 1909 (2) qui a prévu la création, à la demande des communes et des départements, de de classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques; on en compte actuellement dix-neuf en France (3).

§ 2. — LES EXCEPTIONS.

Le législateur ne pouvait manquer de songer à certaines hypothèses dans lesquelles l'application du principe devait être assouplie, sinon suspendue; d'où les exceptions prévues dans les articles 6, 15 et 18 de la loi du 28 mars 1882 et qui sont, soit collectives, soit individuelles.

A) *Exceptions collectives.*

En cas de sur-nombre d'élèves.

Le nombre des places dans une école est forcément limité. Il peut être momentanément inférieur au nombre des enfants qui légalement doivent y être

(1) Art. 4 de la loi du 28 mars 1882.

(2) Voir aussi proposition Strauss (*J. off.*, annexes, 21 février 1929).

(3) Il y en a une à Alger, deux à Montpellier, deux à Toulouse, quatre à Bordeaux, deux à Levallois-Perret, huit à Paris.

inscrits et y venir. L'agrandissement d'un local scolaire demande toujours un certain temps et peut, dans certains cas, être ralenti par des difficultés budgétaires. L'obligation scolaire se heurte alors à une impossibilité pratique. La loi a prévu (1) que, dans ce cas, une dispense serait accordée par arrêté ministériel rendu sur la proposition de l'inspecteur d'Académie et du conseil départemental.

Une telle situation ne doit, logiquement, être que momentanée. Toutes les mesures doivent être prises pour y porter remède : il serait inconséquent de la part du législateur d'imposer une obligation, telle que l'obligation scolaire, sans organiser les moyens pratiques de l'assurer. Aussi la loi de 1882 a-t-elle voulu que, chaque année, le ministre adresse aux Chambres la liste des communes qui ont dû se prévaloir de l'exception générale et territoriale de l'article 18. Le Parlement s'empresse alors de voter les allocations extraordinaires ou les participations indispensables pour l'agrandissement des écoles qui lui sont signalées. Dès que les travaux sont exécutés, la dispense légale disparaît.

*Rapport annuel
aux Chambres.*

B) *Exceptions individuelles.*

Les exceptions individuelles sont, soit totales et définitives, soit partielles et momentanées, soit partielles et permanentes.

a) *Dispenses totales et définitives :*

L'obligation scolaire a pour but de donner à chaque enfant un ensemble de connaissances considérées comme indispensables. Si cette instruction est assimilée par l'enfant plus tôt qu'on ne le pensait, c'est-

a) *Totales et définitives.*

(1) Art. 18, loi du 28 mars 1882.

*En cas d'obtention
du certificat d'étu-
des élémentaires.*

à-dire avant 13 ans, n'est-il pas logique de faire cesser la scolarité comme obligation tout en la laissant subsister comme faculté. C'est dans ce but qu'un diplôme, le certificat d'études primaires élémentaires, a été institué. Il est obtenu à la suite d'un examen public organisé annuellement dans les écoles. L'élève qui l'obtient est considéré comme ayant reçu l'instruction obligatoire et il est dispensé du temps de scolarité qui lui restait à subir. C'est le paragraphe 3 de l'article 6 de la loi de 1882 qui a posé cette règle.

*Dès l'âge de douze
ans.*

L'âge à partir duquel l'élève peut être présenté au certificat d'études élémentaires (et le point a son importance) a été plusieurs fois modifié. Fixé à 11 ans par la loi de 1882, il est actuellement de 12 ans, en vertu de la loi du 11 janvier 1910. Il doit être atteint le premier jour du mois où l'examen est à subir. Par exception, les enfants candidats à l'inscription maritime peuvent être, en vertu de l'article 29 de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime, présentés au certificat d'études primaires dès l'âge de 11 ans révolus.

Le succès au certificat d'études élémentaires assure donc à l'enfant une dispense totale et définitive de scolarité de 1 ou 2 ans, selon les cas.

*a) Totales, mais
temporaires.*

b) Dispenses totales mais temporaires :

*En cas de raison
valable.*

Le législateur de 1882 n'a pas voulu fermer la porte aux situations exceptionnelles nées d'un intérêt légitime. Aussi, par l'article 15 de la loi, permet-il aux enfants demeurant chez leurs parents ou leurs tuteurs, de solliciter, en invoquant une raison valable des dispenses de scolarité. La requête est adressée, sans forme spéciale, à une commission communale, dite commission scolaire qui statue souverainement. Lorsque la dispense sollicitée excède 15 jours, l'inspecteur primaire doit avoir préalablement donné son

*Pouvoir souverain
de la Commission
scolaire.*

avis. En tout cas, l'ensemble des dispenses accordées à un même enfant ne peut excéder, en dehors des vacances, trois mois par année scolaire.

Une réglementation spéciale, plus libérale encore que la précédente, a été introduite dans la loi, sur amendement du général Robert. Elle vise le cas où l'enfant s'absente momentanément de la commune avec ses parents ou tuteurs. Dans cette hypothèse, un simple avis verbal ou écrit, au maire ou à l'instituteur, est suffisant. Dès le retour dans la commune où l'enfant est inscrit à l'école, l'obligation scolaire renaît. Si l'absence hors de la commune se prolonge, elle risque de rendre les parents justiciables, non de la commission scolaire et du juge de cette commune (l'avis donné les en met à l'abri), mais de ceux de la nouvelle résidence.

Absence momentanée de la commune.

c) Dispenses partielles mais définitives :

Une situation spéciale a été faite aux enfants travaillant dans l'agriculture et employés hors de leur famille (1). Ils peuvent dans les campagnes être utiles à nombre de tâches trop modestes pour imposer le concours d'un homme, assez importantes pour justifier un salaire non négligeable pour leur famille, et jamais de nature à compromettre leur santé. Aussi l'article 15 de la loi accorde-t-il à ces enfants la faculté d'être dispensés d'une des deux classes de la journée.

c) Partielles, mais définitives.

Il semble, en dépit de la rédaction défectueuse du texte, qu'il y ait là, pour les familles intéressées, non pas un droit, mais une possibilité soumise à l'appréciation de la commission scolaire, après approbation du conseil départemental. En tout cas, elle peut jouer quel que soit l'âge de l'enfant. C'eût été une brèche grave dans le principe de la loi de 1882 si les familles

Aux enfants travaillant dans l'agriculture.

(1) Art. 15 de la loi du 28 mars 1882.

agricoles en avaient largement usé, ce qui heureusement ne s'est pas produit.

*Mais plus pour
les apprentis de l'in-
dustrie.*

Une règle identique existait dans la loi de 1882, au profit des enfants travaillant dans l'industrie. Cette disposition avait été édictée à une époque où elle pouvait se concilier avec la loi du 19 mai 1874 limitant à 6 heures par jour la durée du travail des enfants arrivés à l'âge d'apprentissage. Elle n'a plus d'application depuis qu'aux termes de la loi du 2 novembre 1892, les enfants au-dessous de 13 ans ne peuvent travailler dans l'industrie que s'ils sont munis du certificat d'études.

SECTION II. — OU LES ENFANTS PEUVENT-ILS RECEVOIR L'INSTRUCTION OBLIGATOIRE?

Le choix offert.

L'enseignement, obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans, peut être reçu soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans la famille. L'établissement public ouvert à l'élève n'est d'ailleurs pas exclusivement celui de sa commune : on peut opter pour une autre école qui, en raison de la disposition des hameaux et des fermes, est plus à proximité du domicile de l'enfant ou qui, pour des raisons personnelles, convient mieux aux parents. C'est donc le choix le plus large et le plus absolu qui est offert à la personne responsable de l'enfant à instruire; ce choix doit seulement être porté à la connaissance du maire de la commune où est domicilié l'élève, quinze jours au moins avant la date de la rentrée des classes.

*Cas d'école sur-
peuplée.*

Une situation spéciale se présente seulement lorsque l'école choisie par la famille compte déjà le nombre maximum d'élèves autorisé par les règlements. Alors l'administration en informe les intéressés et on laisse aux parents un délai pour désigner un autre établis-

sement. Si des difficultés particulières se manifestent à ce sujet, le conseil départemental est compétent pour les trancher et il en est saisi soit à la demande du maire, soit à la demande de la famille.

Le choix de l'école une fois fait, les parents ne sont pas liés pour toute la durée de la scolarité. Ils ont la faculté de changer l'enfant d'école, selon leur convenance; ils peuvent le faire permuter d'une école publique à une école libre ou réciproquement. Ils sont en définitive les seuls juges de l'intérêt de l'élève.

Le changement en cours d'année.

Après tant de latitude le législateur pouvait-il se désintéresser du degré de l'instruction reçue? Il ne semble pas : la scolarité obligatoire n'est qu'un moyen; le but c'est la propagation effective des connaissances élémentaires.

Le contrôle du niveau de l'enseignement.

Pour les écoles publiques, le problème n'offrait pas de difficultés. Les maîtres ont été formés dans les écoles normales sous le contrôle de l'Etat. Ce sont des fonctionnaires qui dépendent de lui, qui savent que leur avancement est fonction de leurs capacités. Au surplus, ils sont contrôlés régulièrement par leurs chefs hiérarchiques, les inspecteurs primaires, dont la mission essentielle est de surveiller le niveau et les méthodes scolaires des écoles publiques.

Dans les écoles publiques.

Pour les écoles privées, la question se posait différemment : leurs maîtres ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat. Cependant le législateur de 1882 a voulu échapper aux reproches de tyrannie. Il a fait confiance aux directeurs d'établissements privés (1); il n'a pas voulu organiser le contrôle de leur enseignement. On

Dans les écoles privées.

(1) Le terme d'école privée doit être entendu dans un sens large. Certains auteurs l'appliquent même aux cours assez nombreux dans les grandes villes qui, sans avoir deux classes quotidiennes, ouvrent régulièrement plusieurs heures par semaine. Cette assimilation est cependant combattue par certains commentateurs. Voir Detourbet, *op. cit.*, p. 227.

a pensé que la concurrence était le plus efficace des stimulants, que le souci de satisfaire les familles était la meilleure des émulations. Le fait qu'un enfant est instruit et suit régulièrement une école privée, donne légalement tous apaisements à l'Etat ; il ne vérifie pas autrement que par l'admission au certificat d'études élémentaires le degré d'instruction de ces élèves.

Dans les familles.

Une telle disposition ne pouvait être étendue à l'enseignement reçu dans la famille (1). Les enfants risquent trop d'y bénéficier de l'indulgence et de la faiblesse de leurs parents ; ceux-ci d'ailleurs peuvent s'illusionner sur leurs propres qualités pédagogiques ou sur celle du maître aux leçons duquel ils entendent recourir. La nécessité d'un contrôle s'imposait : c'est l'objet de l'article 16 de la loi de 1882.

L'examen périodique.

Les enfants qui reçoivent l'instruction dans la famille doivent chaque année, à partir de la fin de la deuxième année d'instruction obligatoire, subir un examen qui porte sur les matières de l'enseignement correspondant à leur âge dans les écoles publiques. Le jury d'examen est composé de l'inspecteur primaire, ou de son délégué, qui préside, d'un délégué cantonal, d'une personne munie d'un diplôme universitaire ou d'un brevet de capacité. Ces juges sont choisis par l'inspecteur d'Académie qui doit obligatoirement désigner une femme brevetée lorsqu'il s'agit de l'examen de filles.

Caractère de l'épreuve.

En réalité, il s'agit plutôt d'une enquête que d'un examen proprement dit. Le jury ne se prononce pas uniquement en fonction des réponses immédiates faites par l'élève aux questions écrites ou orales qui lui sont posées. Il apprécie avant tout le travail réelle-

(1) Art. 16 de la loi du 28 mars 1882.

ment fait tout au cours de l'année scolaire et prend notamment comme base les devoirs et cahiers qui lui sont présentés par les familles, avec une attestation d'authenticité. Les parents, en effet, peuvent assister à cet examen qui, en dehors d'eux, n'est pas public.

L'épreuve est subie chaque année soit à la mairie, soit dans une salle d'école, dans le mois qui suit la rentrée des classes ou dans celui qui la précède. La date est fixée périodiquement par l'inspecteur d'Académie, les enfants étant convoqués quinze jours à l'avance par les soins de l'inspecteur primaire. L'épreuve est obligatoire pour tous les enfants qui ne sont inscrits ni à une école privée, ni à une école publique, soit que les parents les instruisent eux-mêmes, soit qu'ils recourent aux soins d'un précepteur, quel que soit, d'ailleurs, le diplôme universitaire dont est muni ce professeur. Théoriquement, l'examen doit être subi notamment par les enfants de parents français, fréquentant une école à l'étranger : l'Etat français n'a pas de moyen de contrôle sur les maîtres de ces écoles ; l'enseignement peut n'y pas cadrer avec celui qu'imposent les programmes français ; la nécessité d'une surveillance apparaît évidente ; les moyens pratiques de la réaliser se révèlent d'ailleurs difficiles.

Conditions de l'épreuve.

Si l'épreuve est déclarée satisfaisante, l'instruction est laissée à la famille jusqu'au nouvel examen. Si, au contraire, l'enfant se montre insuffisant, les parents ont l'obligation de le faire inscrire à une école publique ou privée, dans la huitaine de la notification qui leur en est faite et à laquelle ils doivent répondre en indiquant l'école choisie par eux (1). En cas de silence de leur part, l'enfant est inscrit d'office à l'école publique et il est obligé d'y être assidu, tant que le

Les sanctions.

(1) Art. 116 de la loi du 28 mars 1882.

père de famille n'établit pas qu'il l'a fait inscrire dans un autre établissement.

Les excuses invoquées.

Les parents peuvent avoir une excuse à faire valoir pour justifier l'insuffisance des épreuves de leur enfant. Ce peut être une maladie, un deuil, des déplacements obligatoires. Ces raisons sont exposées s'il y a lieu au jury, qui les apprécie souverainement et décide si la mesure légale doit être appliquée.

De toutes façons, la sanction n'a qu'une durée annuelle. Au bout d'un an d'école, les parents peuvent le présenter de nouveau au jury et s'il satisfait aux épreuves, sa famille peut se charger de son instruction pendant l'année suivante; dans le cas contraire, la fréquentation d'une école demeure obligatoire (1).

SECTION III. — COMMENT EST ASSURÉ LE RESPECT

DE L'OBLIGATION SCOLAIRE.

Il nous paraît indispensable pour étudier comment est assuré en France le respect de l'obligation scolaire, d'envisager successivement: a) les organismes d'encouragement et de contrôle; b) les mesures préventives prises pour assurer la fréquentation des écoles; c) les mesures répressives qui sanctionnent les infractions aux dispositions de la loi.

§ 1. — ORGANISMES D'ENCOURAGEMENT ET DE CONTRÔLE.

Ces organismes sont essentiellement : 1° la Caisse des écoles; 2° la Commission municipale scolaire.

a) *La Caisse des écoles.*

Sa nécessité.

La fréquentation scolaire entraîne nécessairement certains frais pour les familles : les enfants doivent

(1) Voir Detourbet : *La loi sur l'enseignement primaire obligatoire*, p. 237.

être vêtus selon les saisons pour supporter sans dommage le chemin de l'école; ils doivent acheter livres et cahiers; certains ne peuvent retourner à la maison pour le déjeuner de midi. Cette situation n'avait pas manqué depuis longtemps déjà de retenir l'esprit de ceux qui s'étaient préoccupés de l'instruction primaire. Aussi, dès avant la gratuité et l'obligation scolaire, la loi du 10 avril 1867 avait permis, après délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet, la création d'une Caisse des écoles dont la mission était d'apporter des secours aux familles nécessiteuses et de les mettre en mesure d'envoyer leurs enfants à l'école (1). La loi du 16 juin 1881 a été par la suite votée, et a établi la gratuité de l'enseignement primaire en supprimant « la rétribution scolaire ». Certains frais n'en restaient pas moins à la charge des familles. Aussi, la loi du 28 mars 1882 (2), en instituant l'obligation scolaire, a-t-elle rendu obligatoire aussi la création dans chaque commune d'une Caisse des écoles (3).

*Loi du 10 avril
1867.*

*Loi du 16 juin
1881.*

*Loi du 28 mars
1882.*

Cette caisse est organisée selon des statuts modèles annexés à la circulaire ministérielle du 29 mars 1882. Ses ressources sont assurées, tant par les subventions de la commune, du département et de l'Etat, que par les cotisations des membres qui la composent et les dons et legs qui lui sont faits.

Son organisation.

La répartition des secours qu'elle alloue est opérée non par elle, mais par les soins de la commission scolaire. S'il lui reste des disponibilités, elle doit les

*La répartition des
secours.*

(1) Avant que l'enseignement ne soit obligatoire, divers organismes d'assistance existaient, sous le nom de Denier des écoles, sociétés tutélaires, etc., et dont le but était d'encourager la fréquentation scolaire. Voir Berthélemy, *Droit administratif*, page 557.

(2) Art. 17 de la loi du 28 mars 1882.

(3) En fait, toutes les communes n'ont pas obéi à la prescription légale, et le législateur s'est préoccupé de porter remède à cette situation. (*J. off.*, Doc. parl., Ch., ann. n°1732. 4 mars 1912, p. 210.)

utiliser en créant des récompenses ou allocations destinées à encourager l'assiduité et le zèle des élèves.

Limite des pouvoirs.

La Caisse des écoles étant un établissement public scolaire ne peut distribuer de secours et de récompenses sur ses fonds généraux qu'aux seuls enfants qui fréquentent les écoles publiques. C'est la conséquence d'un arrêt formel du Conseil d'Etat (4) : l'organisation de l'enseignement primaire en service public a eu pour conséquence de réserver à son bénéfice l'activité de la Caisse des écoles, établissement public. Bien entendu, les communes restent libres d'affecter, au nom d'une préoccupation d'équitable charité, des

(4) Conseil d'Etat, 22 mai 1903 (*Rev. gén. d'adm.*, 1904, p. 39) :

CONSEIL D'ETAT AU CONTENTIEUX
(22 mai 1903.)

« Considérant que les Caisses des écoles ont été instituées comme établissements publics, facultatifs à l'origine pour les communes autorisées à les créer, dans le but d'encourager et de faciliter la fréquentation des écoles primaires ; que, leur fonction consistant à distribuer soit des récompenses, soit des secours aux élèves indigents, ces distributions ne sont que le moyen d'assurer la fréquentation de l'école, but unique de leur institution ; qu'à ce titre elles sont non des établissements de bienfaisance mais des établissements scolaires annexes ; que si, antérieurement à la loi du 30 octobre 1886, elles pouvaient employer leurs ressources en faveur de toutes les écoles primaires de la commune indistinctement, il ne doit plus en être ainsi depuis la promulgation de cette loi ;

» Considérant, en effet, que celle-ci, en rendant obligatoire pour les communes la création d'écoles publiques et en abrogeant les deux premiers titres de la loi du 15 mars 1850 et celle du 10 avril 1867, a, par cela même, exclu du service public de l'enseignement primaire les écoles fondées et entretenues par des particuliers ou des associations ; qu'ainsi les caisses des écoles, rendues obligatoires pour toutes les communes, aux termes de l'article 17, § 1^{er}, de la loi du 28 mars 1882, ne peuvent plus, comme établis. s. publics scolaires, concourir qu'au service de l'enseignement primaire public, et qu'il n'est pas permis de tenir compte des dispositions de leurs statuts qui, bien que régulièrement approuvés sous la législation en vigueur avant le 30 octobre 1886, sont inconciliables avec le régime établi à cette date et comme telles non avenues, cela, toutefois, sans préjudicier à l'exercice des droits auquel pourraient donner ouverture des fondations autorisées dans des conditions particulières antérieurement à la loi de 1886 ;

» Considérant enfin que la participation des élèves indigents fréquentant des écoles privées aux secours de l'assistance publique leur reste acquise, et que c'est à ses représentants qu'il appartient de leur venir en aide ;

» Considérant qu'il résulte de ce qui précède que, par les arrêtés attaqués, le préfet de la Seine, en assurant l'exécution de la loi précitée de 1886, a agi dans la limite de ses pouvoirs ;

» Décide :

» *Article premier.* — Les requêtes de la Caisse des écoles du VI^e arrondissement de Paris sont rejetées. »

fonds aux élèves pauvres des écoles autres que l'école publique; mais ces sommes ne peuvent être prises sur le budget de la Caisse des écoles.

Malgré cette réserve, la Caisse des écoles n'en demeure pas moins essentiellement, dans l'esprit et la lettre de la loi de 1882, un organisme d'encouragement à la fréquentation scolaire.

b) *La commission municipale scolaire.*

La commission municipale scolaire est un organisme créé par le législateur de 1882 et destiné à assurer le contrôle de la fréquentation scolaire. C'est une sorte de tribunal familial en même temps qu'un comité de patronage et d'assistants. Son organisation et ses attributions ont été complétés et modifiés par les articles 54 et suivants de la loi du 30 octobre 1886.

Son but.

La commission municipale scolaire comprend des membres de droit, des membres désignés et des membres élus.

Sa composition.

Les membres de droit sont le maire de la commune et l'inspecteur primaire de l'arrondissement (1). Le maire est de plus président de cette commission : il peut toutefois déléguer ses pouvoirs à un de ses adjoints, qui assume alors aussi la charge de la présidence. L'inspecteur primaire, qui a autorité sur un arrondissement et même parfois sur une circonscription débordant de ce cadre, est membre de toutes les commissions scolaires de son ressort; c'est dire qu'il lui est impossible de siéger régulièrement dans chacune d'elles, mais il a le droit de le faire quand il le peut; il ne peut, d'ailleurs, déléguer ses pouvoirs à cet égard, car il les tient de sa qualité même. Le

Membres de droit.

(1) Art. 54 et 56 de la loi du 30 octobre 1886.

maire et l'inspecteur primaire sont membres de la commission scolaire, tant que durent leurs fonctions.

Membres désignés.

Les membres désignés sont : le représentant du canton, ou dans les communes comprenant plusieurs cantons, les délégués de chacun d'eux. C'est qu'il existe dans chaque canton une autre commission dite délégation cantonale, désignée par le conseil départemental de l'enseignement primaire et chargée de surveiller les écoles publiques et privées de sa circonscription. La loi de 1882, révisée en 1886, a voulu qu'un ou plusieurs des membres de la délégation cantonale la représentent dans les commissions municipales scolaires. Ces délégués sont désignés par l'inspecteur d'Académie et leurs fonctions, à la commission scolaire, durent tant qu'ils sont membres de la délégation cantonale (1).

Membres élus.

Enfin, la commission scolaire comprend des membres élus par le conseil municipal. Leur nombre doit être au plus égal au tiers de celui des membres de l'assemblée communale; la loi, par contre, n'a pas fixé de chiffre minimum; le conseil municipal peut donc n'élire à la commission scolaire qu'un seul délégué, mais il ne peut se dispenser d'en désigner au moins un. Son choix, à cet égard, n'est pas limité : il peut élire toute personne qu'il juge apte à ces fonctions (2); seules les inéligibilités et les incompatibilités des articles 32, 33 et 34 de la loi du 5 avril 1884 sont applicables. S'il se refuse à procéder à la nomination de ces membres, le préfet les désigne en son lieu et place (3). Le mandat ainsi conféré, qui d'ailleurs est

(1) La durée du mandat de la délégation cantonale est actuellement de trois ans.

(2) Il ne semble pas toutefois que la loi autorise la désignation de femmes à la Commission municipale scolaire. Ceci est regrettable, car les femmes seraient en mesure d'exercer une action utile sur les familles et les enfants.

(3) Art. 64 de la loi du 30 octobre 1886.

facultatif, gratuit, mais renouvelable, dure jusqu'à l'élection du nouveau conseil municipal; c'est-à-dire qu'en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée communale, une nouvelle élection des délégués à la commission scolaire doit avoir lieu.

À Paris et à Lyon il y a une commission scolaire par arrondissement municipal. Elle est présidée par le maire ou par un adjoint désigné par lui. Elle est composée d'un des délégués cantonaux désignés par l'inspecteur d'Académie et des membres désignés par le conseil municipal, au nombre de trois à sept par arrondissement.

*Régime de Paris
et de Lyon.*

La commission municipale scolaire doit se réunir au moins une fois tous les trois mois (1). Elle est convoquée par son président ou par l'inspecteur primaire. En principe, son lieu de réunion est à la mairie. Ses séances ne sont pas publiques. Ses délibérations ne sont valables que si la majorité des membres est présente. Dans le cas où, après deux convocations, cette majorité n'est pas atteinte, la commission peut néanmoins délibérer sur les affaires pour lesquelles elle a été spécialement convoquée, si le maire ou l'adjoint qui le remplace, l'inspecteur primaire et le délégué cantonal, sont présents. Tout membre de la commission scolaire peut, au bout de trois absences consécutives, sans motif légitime, être déféré au conseil départemental et après avoir été appelé à fournir ses explications, être déclaré démissionnaire.

Ses réunions.

La commission municipale scolaire a des pouvoirs qui sont de deux ordres : d'une part, les attributions purement administratives; d'autre part, des attributions contentieuses et disciplinaires.

Ses pouvoirs.

(1) Art. 58 de la loi du 30 octobre 1886.

Attributions administratives.

A. — *Attributions administratives.* — Nous les retrouverons (1) en étudiant les obligations diverses imposées aux uns et aux autres par la loi de 1882. Bornon-nous ici à les résumer :

1° Elle concourt, avec le maire, à la confection annuelle de la liste générale des enfants d'âge scolaire (2).

2° Elle statue sur les demandes de dispenses temporaires ou permanentes de scolarité qui lui sont adressées (3). La loi distingue, nous l'avons dit (4), entre les enfants demeurant chez leurs parents ou leurs tuteurs et ceux qui travaillent dans l'agriculture; les premiers peuvent obtenir des dispenses de fréquentation scolaire ne dépassant pas, chaque année, trois mois en dehors des vacances; les autres peuvent, après accord entre la commission scolaire et le conseil départemental, obtenir des dispenses permanentes l'une des deux classes de la journée.

3° Elle vérifie, préalablement à toute convocation du père de famille devant elle, les motifs d'absences des enfants, d'après l'extrait mensuel du registre d'appel que les directeurs d'écoles doivent adresser aux maires.

4° Elle répartit les secours alloués sur les fonds de la Caisse des écoles.

Attributions contentieuses et disciplinaires.

B. — *Attributions contentieuses et disciplinaires.* — La commission municipale scolaire a pour mission essentielle de contrôler la fréquentation scolaire et de sanctionner les premières infractions. Nous la retrouverons donc dans sa tâche répressive, en étudiant les mesures de coercition dont est assortie l'obliga-

(1) Voir *infra*, p. 101 et s.

(2) Art. 8 de la loi du 28 mars 1882.

(3) Art. 15 de la loi du 28 mars 1882.

(4) Voir plus haut : *Exception au principe de l'obligation scolaire*, page 61.

tions scolaire (1). Précisons seulement ici ses attributions de contrôle.

C'est elle qui apprécie le motif des absences des élèves. Elle le connaît, par l'extrait mensuel du registre d'appel adressé par le directeur de l'école au maire de la commune. Elle se prononce sur la valeur de la raison invoquée. Sans doute trouve-t-elle à cet égard dans la loi même de 1882 des dispositions impératives : doivent être reconnues comme légitimes les absences dues à la maladie de l'enfant, au décès d'un membre de la famille, aux difficultés accidentelles des communications ; dans ces cas-là, la commission n'est pas juge des faits eux-mêmes, mais seulement de la preuve qui en est donnée (2). En dehors de ces hypothèses précises, ce sont les motifs mêmes des absences qui relèvent de son appréciation ; la seule interdiction qui lui est faite, c'est de « s'immiscer dans l'appréciation des matières et des méthodes d'enseignement ». Sous ces seules réserves, sa liberté de jugement est entière. Après quatre absences, sans justification admise par la commission scolaire, la première infraction est consommée et la poursuite peut être engagée. La commission scolaire est donc maîtresse des mesures répressives de la loi de 1882.

§ 2. — MESURES PRÉVENTIVES PRISES POUR ASSURER LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE.

Les mesures préventives consistent dans toute une série d'obligations imposées aux maires des communes, aux chefs de famille, aux directeurs d'écoles.

a) *Obligations imposées aux maires des communes.*

Elles sont essentiellement au nombre de six :

(1) Voir *infra*, p. 144 et s.

(2) Art. 10, § 3, de la loi du 23 mars 1882.

*Etablissement de
la liste scolaire.*

1° Le maire dresse chaque année la liste de tous les enfants d'âge scolaire de la commune. C'est la disposition impérative de l'article 8 de la loi de 1882. Le maire prend pour base de son travail, d'une part, les registres de l'état civil et les tables de recensement, d'autre part, les renseignements qui lui sont donnés par la commission municipale scolaire. Celle-ci, en effet, doit, aux termes de la loi, assister le maire dans son travail et lui indiquer les enfants d'âge scolaire qui résident dans la commune, bien que n'y étant pas nés. La liste dont il s'agit doit comprendre non seulement les enfants qui ont six ans au moment où elle est établie, mais aussi ceux qui atteindront cet âge au cours de l'année scolaire, puisque c'est dès ce moment que l'obligation commencera pour eux.

Pratiquement, c'est vers le mois d'août que le maire doit établir cet état, pour que les notifications légales, dont nous parlerons bientôt, puissent être faites avant le début d'octobre, date normale de la rentrée des classes. S'il néglige de le faire, c'est l'inspecteur primaire qui, selon une circulaire ministérielle du 7 septembre 1882, supplée à sa défaillance.

*Avis de rentrée
des classes.*

2° Il avise les familles de la date de la rentrée des classes. Le paragraphe premier de l'article 18 de la loi de 1882 s'achève par la prescription suivante : « Le maire avise les parents qui ont la charge d'enfants d'âge scolaire, de l'époque de la rentrée des classes ». Ce texte, assez imprécis quant à la forme que doit revêtir l'avis dont il s'agit, a été interprété en ce sens qu'il faut une notification individuelle pour que la prescription de la loi soit respectée (1). Toutefois, cette rigueur est tempérée par le fait que le maire peut se dispenser de prévenir une à une les familles qui

(1) Voir circulaire ministérielle du 22 septembre 1882 et Cour de Cassation, 20 mai 1883.

ont spontanément fait inscrire leur enfant à une école publique ou privée; n'ont-elles pas par là témoigné de leur souci de se soumettre à la loi et ne suffit-il pas de leur annoncer par un avis collectif (qui même pour beaucoup sera superflu), la date de la réouverture des classes? Mais, juridiquement, l'obligation légale ne court qu'à l'égard des parents qui ont reçu avis de la date de la rentrée des écoles.

La loi est muette sur le moment auquel cet avis doit être donné par le maire. De la lecture entière du texte, on peut cependant conclure que c'est plus de quinze jours avant la réouverture des classes, puisque c'est avant ce délai de quinzaine que les parents sont obligés de faire connaître au maire le mode d'instruction choisi par eux pour leurs enfants. Toutefois, le retard ou l'omission du maire ne décharge pas la famille de l'obligation scolaire pour toute l'année; l'erreur peut être réparée par le maire à tout moment; une notification est faite et c'est quinze jours après que l'obligation scolaire commence à jouer (1).

Sa date.

3° Il inscrit d'office à l'école publique les enfants pour lesquels aucune déclaration n'a été faite (2).

Inscriptions d'office.

Tout enfant d'âge scolaire doit, quinze jours au plus tard avant la rentrée des classes, être inscrit soit à une école publique, soit à une école privée, à moins encore que les parents n'optent pour l'instruction dans la famille. L'enfant pour lequel aucune déclaration à ce sujet n'a été faite, est inscrit d'office par le maire à l'école publique communale gratuite (3). La personne responsable de cet enfant est avertie par écrit de la mesure prise. Sans doute n'y a-t-il pas

Enfants non déclarés.

(1) Voir Cour de Cassation, 21 et 29 décembre 1883. (Arrêt Gourdaux et de Gervail).

(2) Art. 8 de la loi du 28 mars 1882.

(3) Quand, par suite de retard, la notification prévue à l'article 8 n'a pas été faite avant la rentrée des classes, l'inscription d'office ne peut avoir lieu qu'après l'expiration d'un délai de quinze jours commençant à la notification tardive.

de date légale pour l'en informer; le maire cependant a généralement le souci de le faire avant la rentrée des classes, en même temps qu'il adresse au directeur d'école la liste des enfants qui désirent ou doivent fréquenter son établissement, c'est-à-dire huit jours au moins avant cette rentrée scolaire.

Enfants insuffisamment instruits.

4° Il inscrit d'office à l'école publique les enfants instruits dans leur famille qui n'ont pas satisfait à leur examen annuel et pour lesquels les parents n'ont pas choisi d'établissement scolaire (1). On sait le contrôle qui est exercé sur chaque enfant instruit dans sa famille. Lorsqu'il a échoué à l'examen annuel, notification est faite aux parents d'avoir à l'envoyer dans une école publique ou privée. Le choix doit être porté à la connaissance du maire dans la huitaine de cette notification. En cas de silence, le maire inscrit d'office l'enfant à l'école publique dans les mêmes conditions que dans l'hypothèse précédente.

Liste spéciale de chaque école.

5° Il adresse aux directeurs d'écoles publiques ou privées, ainsi qu'à l'inspecteur primaire, la liste des enfants qui désirent ou doivent suivre leur école (2). Nous savons que le maire, aidé de la commission scolaire, dresse la liste générale des enfants d'âge scolaire habitant la commune. Ce n'est que le premier stade d'un travail détaillé. Tous ces enfants, en effet, ne sont pas, en raison de la liberté laissée aux familles, destinés à suivre le même établissement; certains iront à l'école communale publique, d'autres à l'école privée, d'autres, enfin, seront instruits dans leur famille; les parents peuvent même choisir une école d'une autre commune. C'est cette répartition officielle, conforme aux déclarations familiales, que le maire a mission d'établir: il doit dresser autant de listes qu'il y a d'éta-

(1) Art. 46, § 4, de la loi du 28 mars 1882.

(2) Art. 8 de la loi du 28 mars 1882.

blissements scolaires en cause. Il les adresse respectivement aux directeurs intéressés (1). Il doit, en outre, adresser le double de ces listes à l'inspecteur primaire qui, en raison de sa fonction, doit connaître la situation scolaire des enfants qui dépendent de sa circonscription.

6° Il soumet à la commission scolaire les absences portées à l'extrait mensuel du registre d'appel, ainsi que les demandes de dispenses de fréquentation (2). Nous verrons que les directeurs d'écoles adressent chaque mois au maire de la commune un extrait de leur registre d'appel, avec indication des élèves qui se sont absentés et des motifs qu'ils ont invoqués. Le maire, ainsi documenté, doit soumettre à la commission scolaire l'indication de ces absences, sur la légitimité desquelles il appartient à cette commission de se prononcer. C'est lui aussi qui lui fait connaître les demandes de dispenses de fréquentation scolaire qu'elle a mission d'apprécier.

*Absences scolaires
et dispenses de fré-
quentation.*

*b) Obligations imposées aux chefs de famille
responsables d'un enfant d'âge scolaire.*

Les parents ont diverses obligations, soit au début, soit au cours de l'année scolaire.

1° Au début de chaque année scolaire, ils doivent faire connaître au maire le mode d'instruction qu'ils ont choisi pour leur enfant (3).

*Déclaration a u
maire.*

On sait la latitude laissée aux chefs de famille quant au mode d'instruction à adopter pour leur enfant d'âge scolaire. La seule obligation qu'on leur impose c'est de faire connaître, au début de l'année, leur décision au chef de la commune. La forme de

Son objet.

(1) Il semble que l'expression « écoles publiques et privées », employée par le § 3 de l'article 8 de la loi de 1882, englobe toutes les écoles entre lesquelles les parents ont pu opter.

(2) Art. 10 de la loi du 28 mars 1882.

(3) Art. 7 de la loi du 28 mars 1882.

cette déclaration n'est pas précisée par la loi : l'essentiel est qu'elle soit nette, sans ambiguïté; si l'on redoute une difficulté quelconque, un accusé de réception peut être exigé.

A qui elle incombe.

A qui incombe cette déclaration ? La loi énumère successivement : le père, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, le patron chez qui l'enfant est placé. Il est évident que la formalité ne pèse pas sur toutes ces personnes simultanément ; c'est à défaut de l'une que l'autre doit agir ; il y a là une énumération dominée par un principe : c'est à celui qui a autorité sur l'enfant au moment où la déclaration doit être faite qu'incombe, au premier chef, le soin de la faire ; les autres personnes ne doivent intervenir que pour suppléer à sa défaillance.

Où elle doit être faite.

Où doit être faite cette déclaration ? C'est au lieu du domicile de l'enfant. Ce domicile est, en principe, fixé par celui du père ; mais il semble que la formule doive être élargie lorsque, en fait, l'enfant habite ailleurs pour un assez long temps ; c'est alors au maire de la commune de la résidence de l'enfant que la déclaration doit être portée.

Quand elle doit être faite.

Quand la déclaration doit-elle être faite ? Au plus tard, dit la loi, quinze jours avant la rentrée des classes (1). Il est certain qu'en rédigeant cet article, le législateur a eu dans la pensée la date de la rentrée des écoles communales publiques. Mais on peut se demander si ce point de départ est uniforme pour toutes les familles et s'il s'applique même aux parents qui destinent leur enfant à une école privée, dont la réouverture peut se faire à une date différente. L'interprétation stricte du texte légal oblige à conclure par l'affirmative. Toutefois, la question perd pratiquement de son intérêt : d'abord parce que toutes les réouver-

(1) Art. 8 de la loi du 28 mars 1882.

tures scolaires s'opèrent à peu près à la même époque, d'autre part, parce que ce délai de quinzaine n'a rien de fatal; il n'entraîne aucune déchéance pour les familles; il ouvre seulement au maire le droit de procéder à l'inscription d'office à l'école publique; les parents ont alors encore la possibilité de faire connaître leur décision et les circulaires ministérielles qui ont interprété la loi de 1882 n'ont pas manqué de le faire dans l'esprit le plus large et le plus conciliant. C'est ainsi que la déclaration au directeur d'école, l'inscription au registre d'appel, est assimilée à la déclaration au maire, même quand il s'agit d'établissements privés. N'est-ce pas ainsi qu'en réalité les familles procèdent? Elles s'adressent aux directeurs d'écoles, elles manifestent le désir de lui confier leur enfant, le nom de l'élève est porté sur le registre d'appel et l'on estime qu'ainsi il a été satisfait à la formalité de l'article 7 de la loi.

2° Quand les parents désirent que l'enfant abandonne l'école où il est inscrit, ils doivent aviser le maire et indiquer de quelle façon, et où, il recevra désormais l'instruction (1).

*Change ment
d'école.*

Le choix d'un établissement d'enseignement ne lie pas la famille, même pour la durée de l'année scolaire en cours : elle peut déplacer l'enfant, le mettre dans une autre école, de la même commune ou d'une autre ville. D'ailleurs, les parents peuvent être appelés effectivement à changer de domicile et être dans l'impossibilité de laisser l'enfant là où il a été instruit jusqu'à ce jour. L'article 9 de la loi de 1882 impose aux parents l'obligation d'informer le maire de la commune du changement que l'on désire opérer. Mais ici, c'est de la commune où est située l'école que l'on va quitter dont il est question, alors que la déclaration théorique de

(1) Art. 9 de la loi du 28 mars 1882.

l'article 7 est faite au maire de la commune du domicile de l'enfant. Dans ces conditions, n'y a-t-il pas dans la loi un manque d'harmonie qui nuit à l'efficacité du contrôle organisé?

Motifs des absences.

3° En cas d'absence de l'élève, les parents doivent en faire connaître les motifs au directeur de l'école.

C'est la prescription de l'article 10, paragraphe premier, de la loi de 1882. Le maître a constaté l'absence à l'appel quotidien. Au retour de l'enfant, il doit être informé par la famille des motifs de cette absence. L'instituteur enregistre la déclaration qui lui est faite, annexe les attestations qui lui sont données. C'est la commission scolaire qui sera juge de la légitimité de la défaillance à la fréquentation scolaire.

Déclaration des absences.

4° En cas d'absence temporaire de la commune, sans déplacement définitif de domicile, les parents qui emmènent leur enfant doivent aviser le maire ou l'instituteur.

L'hypothèse visée ici par l'article 15, paragraphe 3, de la loi, est assez spéciale mais précise. C'est le cas où des parents font un déplacement d'une certaine durée, par exemple pour raisons de famille. L'absence de l'enfant est ici prévue d'avance; aussi ne suffirait-il pas de la justifier au retour de l'élève; la loi veut que le maître en soit informé au préalable. En réalité, cependant, cette disposition introduite dans le texte sur amendement (1), a tendu à être une atténuation au régime de la loi. Normalement, pour une absence de quelque durée, envisagée à l'avance, les parents peuvent et doivent solliciter une dispense de fréquentation scolaire; elle est soumise à l'appréciation de la commission scolaire (2). C'est cette réglementation qui est ici adoucie. Lorsque la famille se déplace pour quelque

(1) Amendement du général Robert.

(2) Art. 15 de la loi de 1882.

temps, on a voulu que les parents aient la possibilité d'emmener leur enfant, sans subir le contrôle de la commission municipale. On réclame seulement d'eux une mesure d'ordre et de déférence : l'avis au maire ou à l'instituteur.

Pour que l'article 15, paragraphe 3, soit applicable, il faut cependant que trois conditions soient réunies : 1° que l'enfant accompagne ses parents; 2° que l'absence soit de courte durée; 3° que l'enfant reste inscrit à l'école. En toute autre hypothèse, c'est une dispense de fréquentation scolaire qui devient indispensable.

5° Les parents qui font instruire leur enfant dans la famille, doivent le soumettre à l'examen annuel (1).

L'examen annuel.

Nous avons vu qu'une surveillance particulière était exercée sur le niveau de l'enseignement reçu par les enfants instruits dans leur famille. Ils subissent chaque année un examen duquel dépend pour eux le droit de rester chez leurs parents ou, au contraire, l'obligation de suivre une école. C'est ici le moment de rappeler que la famille doit présenter l'enfant à cet examen annuel, dont nous avons par ailleurs étudié le caractère et l'objet.

c) Obligations imposées aux directeurs d'écoles

Ces obligations consistent dans la tenue régulière d'un registre d'appel et dans l'expédition mensuelle qu'ils doivent faire d'un extrait de ce registre au maire et à l'inspecteur primaire.

1° Ils doivent tenir un registre d'appel qui constate pour chacune des classes de la journée l'absence des élèves inscrits.

Tenue du registre d'appel.

La disposition de l'article 10, paragraphe 2, de la loi, que nous analysons ici, est claire et se suffit à

(1) Voir *supra*, p. 92.

Ses mentions.

elle-même. Le registre d'appel, dont le ministère de l'Instruction publique a établi un modèle type, est une sorte de livre-journal où sont portés tous les noms des élèves inscrits à l'école et sur lequel mention est faite par des signes distinctifs des absences révélées par les appels quotidiens du matin et du soir. C'est grâce à ce registre que le contrôle de la fréquentation scolaire peut être exercé tant par l'inspecteur primaire que par le maire et la commission scolaire.

L'obligation de tenir le registre d'appel s'impose à tous les directeurs d'établissements d'enseignement recevant des enfants d'âge scolaire; elle s'étend donc aux maîtres privés comme aux maîtres publics, aux instituteurs de l'enseignement primaire, comme à ceux des classes élémentaires de l'enseignement secondaire. Cependant, une circulaire ministérielle du 16 novembre 1882 a interprété un peu différemment la loi et sous le prétexte que les membres de l'enseignement secondaire ne peuvent être poursuivis devant le conseil départemental, elle en a conclu que les prescriptions de l'article 10 de la loi de 1882 ne leur étaient pas imposables. Cette interprétation nous paraît contestable.

*Relevé mensuel
des absences et de
leurs motifs.*

2° Ils doivent chaque mois adresser au maire et à l'inspecteur primaire un extrait du registre d'appel, avec indication du nombre des absences et des motifs invoqués (1).

Le registre d'appel contient, avons-nous dit, l'ensemble des élèves inscrits. La loi demande au maire d'en extraire les seuls noms des enfants qui se sont absentés une ou plusieurs fois dans le mois et d'adresser mensuellement cet extrait au maire et à l'inspecteur primaire. Si aucune absence n'a eu lieu, l'extrait porte néant, mais n'en doit pas moins être régulièrement dressé.

(1) Art. 10, § 2, de la loi du 28 mars 1882.

L'objet de cette mesure est de mettre le maire et l'inspecteur primaire au courant de la situation scolaire de la commune. C'est d'après les indications que l'extrait révèle que la commission municipale est ultérieurement saisie des infractions commises à l'égard de la loi de 1882.

§ 3. — MESURES RÉPRESSIVES DONT EST ASSORTIE
L'OBLIGATION SCOLAIRE.

Il ne pouvait suffire de prévoir des mesures préventives propres à encourager et à contrôler l'obligation scolaire. Il fallait envisager les défaillances inévitables, les manquements passagers, les résistances obstinées. C'est pour les vaincre que le législateur a institué des sanctions. Certaines, les plus nombreuses et les plus graves, punissent les parents manquant à leurs obligations, les autres s'appliquent aux directeurs négligents. C'est à leur étude que nous arrivons maintenant.

Les sanctions.

a) SANCTIONS APPLICABLES AUX CHEFS DE FAMILLE.

Dans leur ordre progressif, ces sanctions sont : 1° la comparution personnelle devant la commission municipale scolaire; 2° l'affichage à la porte de la mairie; 3° la comparution en justice de paix.

Première sanction : la comparution personnelle devant la commission municipale scolaire.

C'est la commission municipale scolaire, avons-nous dit⁽¹⁾, qui est juge des absences scolaires; elle apprécie les excuses invoquées, les justifications fournies. Lorsque, quatre fois dans le mois, un enfant s'est absenté de l'école, sans raison valable au gré de la commission municipale, le père, le tuteur ou la personne responsable de l'enfant est invitée, trois jours au moins à

Comparution devant la Commission scolaire.

(1) Voir *supra*, p. 101.

l'avance, à comparaître dans la salle des actes de la mairie devant ladite commission, qui lui rappelle le texte de la loi et lui explique son devoir (1).

Convocation.

Le contrevenant est convoqué par le maire, président de la commission. Il ne peut se faire représenter par mandataire ni assister d'un défenseur (2). La séance de la commission n'est pas publique. Le père donne toutes les explications qu'il croit bonnes à justifier les absences de son enfant. Si la commission juge acceptables les motifs allégués et les preuves fournies, l'affaire n'a pas d'autre suite. Dans le cas contraire, la commission admoneste le père, en lui rappelant ses devoirs et les prescriptions de la loi. C'est une réprimande toute paternelle, mais qui, dans l'esprit du législateur (et les commissions ne devraient pas manquer de l'indiquer) a cependant le caractère d'une sanction.

Audience.

Si le père n'a pas répondu à la convocation de la commission, sans excuse valable, c'est la peine de la récidive, prévue à l'article 13 de la loi, qui doit être appliquée.

Deuxième sanction : l'inscription à la porte de la mairie.

Inscription à la porte de la mairie.

La seconde sanction organisée par le législateur est l'affichage à la porte de la mairie (3). Le nom, le prénom et la qualité de la personne responsable, l'indication du fait relevé contre elle sont portés à la connaissance publique par placard apposé à l'entrée de la mairie. La loi dit que la durée de cette inscription est de quinze jours ou d'un mois; on interprète généralement ce texte en disant qu'il y a là un minimum et un maximum entre lesquels la commission scolaire peut se mouvoir.

(1) Art. 12 de la loi du 28 mars 1882.

(2) En cas d'empêchement absolu, le père peut présenter ses explications par écrit ou solliciter la remise à une date ultérieure. (Décret du 18 janvier 1887.)

(3) Art. 13 de la loi du 28 mars 1882.

Dans quel cas cette sanction peut-elle ou doit-elle être appliquée ?

Cas d'application.

C'est d'abord lorsqu'une seconde infraction à la loi scolaire a été commise dans les douze mois qui ont suivi la première infraction. Trois conditions sont donc nécessaires pour que l'on se trouve dans cette hypothèse : 1° que la peine de la comparution devant la commission municipale ait été appliquée; 2° que l'enfant se soit absenté au moins quatre demi-journées dans un mois; 3° que ce mois soit dans l'année qui a suivi la première infraction (1).

Seconde infraction.

C'est ensuite lorsqu'en violation de l'article 9 de la loi un enfant a quitté l'école sans que le maire ait été informé de ce départ et des conditions dans lesquelles l'élève recevrait désormais l'enseignement. Nous avons rencontré cette disposition en étudiant les obligations imposées aux parents; nous avons précisé qu'elle ne s'appliquait pas aux enfants accompagnant leur famille dans un déplacement momentané; nous voyons maintenant qu'elle est assortie d'une sanction; cela nous renseigne sur l'importance que le législateur a attaché à la formalité.

Violation de l'article 9.

C'est enfin lorsque, sans raison valable, le père de famille ne comparait pas devant la commission scolaire qui l'a convoqué. L'admonestation paternelle de l'article 12 ne peut pas être faite. On recourt alors à la sanction plus grave de l'inscription à la porte de la mairie.

Défaillance devant la Commission scolaire.

Un point mérite cependant d'être précisé. En cas de seconde infraction à la loi scolaire, dans les condi-

La récidive.

(1) Juridiquement, une infraction prend date au jour de la condamnation qui la sanctionne. Ici la loi ne parle pas de première condamnation, mais de première infraction. Certains estiment cependant qu'il faut lire première condamnation et non première infraction. (Voir Detourbet, *op. cit.*, p. 436.)

tions de l'article 13, la commission municipale doit-elle à nouveau convoquer et entendre le père de famille, déjà admonesté, avant d'ordonner l'affichage ? Cela nous paraît indispensable. Il ne peut être question de récidive que si la seconde infraction est elle-même constituée; il faut donc que les absences nouvelles ne soient pas considérées comme légitimes par l'organisme qui a seul pouvoir de les juger, c'est-à-dire la commission scolaire. Mais le père de famille peut être en mesure de se justifier; ses explications sont peut-être de nature à convaincre la commission; il doit en tout cas, comme lors de la première infraction, être mis à même de les fournir. Ce n'est qu'au cas où la commission se prononce à nouveau pour l'illégitimité des absences que la récidive existe et que la seconde sanction peut être appliquée (1).

Troisième sanction : la comparution en justice de paix.

Comparution en justice de paix.

Introduction de l'affaire.

Une troisième infraction, réunissant les conditions que nous avons précisées plus haut, peut se produire. On applique alors une sanction plus rigoureuse : la comparution en justice de paix (2). La commission scolaire, par l'organe du maire, ou à son défaut de l'inspecteur primaire, adresse une plainte au juge de paix du canton. La forme n'en est pas réglementée. Le plus souvent, le maire transmet au juge une copie certifiée conforme de la délibération de la commission scolaire constatant que la troisième infraction est consommée et justifie, en outre, que l'avertissement et l'affichage ont été préalablement appliqués. Le juge de paix est

(1) Une question plus délicate se présente lorsque la peine de l'affichage a été prononcée en cas de première infraction, parce que le père a refusé de comparaître devant la C.M.S. En cas de seconde infraction, faut-il ordonner un second affichage ou passer déjà à la troisième sanction, la comparution en justice de paix ? C'est à cette dernière solution que s'arrêtent beaucoup d'auteurs, et c'est pour elle que la Cour de Cassation se prononce. (Voir Cassat., 4 août 1883, *G. Trib.*, 5 sept. 1883.)

(2) Art. 14 de la loi du 28 mars 1882.

alors régulièrement saisi et le jugement de l'affaire lui appartient.

L'infraction nouvelle est considérée comme une contravention (1). Elle entraîne une condamnation aux peines de police, conformément aux articles 479 et suivants du Code pénal, c'est-à-dire que le juge peut aller depuis la simple amende jusqu'à l'emprisonnement d'une durée de cinq jours. L'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes est applicable. Le juge de paix statue selon les formes du droit commun : l'audience est donc publique, l'inculpé doit être régulièrement cité; il peut se faire représenter par un mandataire ou assister d'un défenseur.

La contravention

Le premier devoir du magistrat cantonal est de rechercher si la contravention est juridiquement constituée : quatre absences non admises par la commission scolaire se sont-elles produites dans l'année de la seconde infraction ? Mais on estime généralement que là ne se borne pas son rôle : il n'est pas lié par l'appréciation de la commission scolaire; il demeure juge du fait et il doit apprécier à son tour les raisons données par le père aux absences de son enfant. S'il les estime légitimes, il relaxe le prévenu, sinon il lui applique la loi avec une sévérité appropriée au cas d'espèce.

Indépendance du juge de paix.

Toute nouvelle infraction postérieure à une première comparution en justice de paix entraîne *de plano* la comparution nouvelle devant le juge cantonal, sans qu'il soit besoin de recourir aux mesures de l'avertissement et de l'affichage qui ont précédé la première condamnation. Par contre, le principe du non-cumul des peines est applicable en matière scolaire : c'est dire que les infractions commises après l'affichage, mais avant la comparution en simple police, doivent être comprises dans une même poursuite et ne peuvent

Le non-cumul des peines.

(1) Art. 14 de la loi du 28 mars 1882.

être l'objet, quel qu'en soit le nombre, que d'une peine unique (1).

b) VOIES DE RECOURS CONTRE CES SANCTIONS.

1° Contre les décisions de la commission municipale scolaire.

Loi du 30 octobre 1885.

La loi de 1882 n'avait pas organisé de recours contre les décisions de la commission municipale scolaire. La loi du 30 octobre 1885 a comblé cette lacune. L'inspecteur primaire, les parents ou personnes responsables d'un enfant d'âge scolaire peuvent interjeter appel des décisions de la commission municipale devant le conseil départemental. Le recours doit être formé dans le délai de dix jours de la décision attaquée, par simple lettre adressée au préfet et aux personnes intéressées. Cet appel est suspensif. Contrairement à ce qui se passe devant la commission municipale, l'assistance d'un défenseur ou la représentation par mandataire sont alors possibles; par contre, des débats n'y sont pas publics.

Le conseil départemental.

2° Contre les décisions du juge de paix.

Règles du droit commun.

La loi de 1882 précise, dans son article 14, que le juge de paix statue en matière scolaire comme juge de simple police. Ses décisions ne sont donc pas en dernier ressort : il peut y être fait opposition quand elles ont été rendues par défaut; il peut en être interjeté appel lorsqu'elles sont contradictoires. Cet appel est porté devant le tribunal correctionnel, qui rend une décision qui n'est, elle, susceptible que d'un recours devant la Cour de cassation, dans les termes du droit commun, c'est-à-dire pour violation de la loi, incompétence ou excès de pouvoir.

(1) Voir Cassat., 15 décembre 1883. D. 84, f. 401.

c) SANCTIONS APPLICABLES AUX DIRECTEURS D'ÉCOLES.

Nous avons précisé déjà les obligations imposées aux directeurs d'écoles publiques ou privées (1). Était-il nécessaire de prévoir des sanctions spéciales pour ces obligations ? Pour les directeurs d'écoles publiques, certainement pas : ils sont par leurs fonctions mêmes sous le contrôle de l'Etat, gardien de la loi ; ils sont sous la surveillance étroite de leurs chefs hiérarchiques, qui trouvent dans la loi du 15 mars 1850 (article 33) tous les moyens d'action et de répression souhaitables. Mais il n'en était pas de même à l'égard des chefs d'établissements privés : ils ne sont pas dans le cadre officiel des établissements de l'Etat ; ils échappent aux règlements organiques de l'enseignement public.

Distinction entre les directeurs d'écoles publiques et d'écoles libres.

La loi du 28 mars 1882 contient donc un article 11 qui est ainsi conçu : « Tout directeur d'école privée, qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de la loi de 1882 (tenue d'un registre d'appel, extrait mensuel), sera, sur le rapport de la commission scolaire et de l'inspecteur primaire, déféré au conseil départemental. » On voit que, d'après ce texte, c'est la commission municipale et c'est l'inspecteur primaire qui provoquent des poursuites disciplinaires : c'est à eux qu'il appartient de saisir le conseil départemental. D'ailleurs, ils ne sont juges que de faits matériels : le registre d'appel a-t-il été tenu ? l'extrait mensuel a-t-il été adressé au maire et à l'inspecteur primaire ? C'est au conseil départemental d'apprécier les responsabilités encourues. On a pu se demander si le double rapport, et de la commission, et de l'inspecteur, était nécessaire pour engager régulièrement l'affaire : on incline à penser que l'un des deux suffit (2). Au sur-

Article 11 de la loi de 1882.

(1) Voir *supra*, p. 109.

(2) Voir Valabrègue : *L'Obligation de l'instruction primaire*, p. 86; Detourbet : *op. cit.*, p. 317; Louis Gobron : *Législation et Jurisprudence de l'enseignement primaire public*, p. 526.

plus, c'est le préfet qui, en vertu de l'article 30 de la loi du 15 mars 1850, défère le directeur d'école au conseil départemental; l'inspecteur primaire fait l'instruction du dossier sous sa direction; le conseil départemental statue dans les formes du droit commun (1).

Pénalités applicables.

Les pénalités applicables par le conseil départemental sont précisées à l'article 11 de la loi du 28 mars 1882. Ce sont : l'avertissement, la censure, la suspension pour un mois au plus et, en cas de récidive, pour trois mois au plus. La récidive est constituée si, dans la même année scolaire, le directeur d'école a déjà été condamné par application de l'article 11. Il faut remarquer, pour en terminer sur ce point, que postérieurement à la loi de 1882, la loi organique de l'enseignement primaire du 30 octobre 1886 a fait disparaître l'avertissement et la suspension de la liste des peines applicables à l'instituteur privé (2). Survivent-elles, néanmoins, en vertu de la loi de 1882 ? La question est théoriquement débattue, mais à pratiquement peu d'intérêt, car la mesure la plus grave, la suspension, est remplacée par l'interdiction temporaire, à laquelle sont en réalité attachés des effets identiques

(1) Décret du 29 juillet 1850.

(2) Loi du 30 octobre 1886, art. 41.

CHAPITRE IV

Le régime de l'obligation scolaire en Alsace-Lorraine (1)

L'obligation scolaire est réglementée, dans les départements recouvrés, par l'ordonnance du gouverneur général d'Alsace-Lorraine sur l'enseignement du 18 avril 1871 laissée en vigueur (2).

*Ordonnance du
18 avril 1871.*

La fréquentation scolaire commence à l'âge de six ans ; elle dure jusqu'à ce que l'enfant ait été jugé apte à quitter l'école, cette aptitude étant constatée par un examen qui a lieu à la fin de chaque semestre scolaire, à partir de quatorze ans révolus pour les garçons et de treize ans révolus pour les filles (3). L'enfant peut, soit être inscrit dans une école publique soit être inscrit dans une école privée dont le personnel enseignant est pourvu de diplômes officiels et dont le programme correspond à celui des écoles publiques, soit encore être instruit dans sa famille, à condition d'y recevoir un enseignement régulier, équivalent à l'enseignement public.

Durée de l'obligation.

Chaque mois, le maître dresse la liste des absences et la présente au maire avec les pièces justificatives

*Liste mensuelle
d'absences.*

(1) Nous devons la documentation et les renseignements concernant ce chapitre à M. Maurice Le Hoc, préfet, directeur général des Services d'Alsace-Lorraine au ministère de l'Intérieur. Voir aussi Niboyet : *Répertoire du droit d'Alsace-Lorraine*, au mot « Régime de l'enseignement ».

(2) Certaines dispositions de l'ordonnance de 1871 doivent être combinées avec celles du Code de procédure pénale qui a été introduit en Alsace-Lorraine par une loi du 30 août 1871. Elles sont éclairées aussi par une instruction du 15 mai 1886.

(3) Art. 1 et 2 de l'ordonnance de 18 avril 1871.

Les sanctions.

et ses observations personnelles. Pour les élèves qui s'absentent fréquemment, le sous-préfet peut prescrire que la liste soit présentée au maire toutes les deux semaines. Lorsque le maire constate que les absences sont injustifiées, il convoque devant lui le père de famille ou le représentant légal de l'enfant, en lui enjoignant d'apporter toutes les justifications dont il entend se prévaloir. Le débat a lieu oralement et le maire se prononce par un arrêté : il acquitte ou condamne à une amende dont le montant est inscrit dans une colonne spéciale du registre d'appel de l'école.

Les voies de recours.

La décision du chef de la commune peut être portée en appel devant le sous-préfet. L'appel doit être interjeté dans les trois jours du prononcé de l'arrêté ou du jour de sa signification. Le sous-préfet ne peut pas augmenter les amendes fixées par le maire, mais il peut les enlever. D'autre part, toutes les décisions d'acquiescement doivent être approuvées par lui et, lorsqu'il refuse cette approbation, il fixe la pénalité qui lui paraît équitable.

La décision du sous-préfet ne peut être portée devant l'autorité supérieure que si une peine d'emprisonnement a été prononcée. C'est sur le vu des pièces et d'une enquête par elle ordonnée que l'autorité supérieure, comme le sous-préfet, doit se décider (1).

Les peines encourues.

Les peines qui peuvent être prononcées aux différents stades de la procédure sont une amende, dont le maximum est resté fixé à dix francs, et une peine de prison allant jusqu'à huit jours. L'amende et les frais sont recouvrés de la même manière que les taxes communales. L'emprisonnement avait lieu, aux ter-

(1) Art. 8, 9 et 10 de l'ordonnance du 18 avril 1871.

mes de l'ordonnance de 1871, sur mandat d'arrêt délivré par le chef de la commune et visé par le sous-préfet (1). Un décret du 2 mai 1930 a chargé les procureurs de la République de faire exécuter les peines de prison. Dans la pratique, le sous-préfet ne saisit le parquet que si l'intéressé se refuse à payer l'amende lors de la présentation du mandat ou si la peine d'emprisonnement est infligée pour récidive (2).

Les absences scolaires sont excusables, aux termes de l'ordonnance de 1871 (3), si elles sont occasionnées par la maladie ou des empêchements tenant à des phénomènes naturels. Le maître d'école, au surplus, peut accorder trois jours de congé au cours d'un mois; mais, pour un congé de plus longue durée, l'approbation du sous-préfet est nécessaire.

Les excuses.

Ce régime scolaire, assorti de ce système de sanctions, est entré dans les mœurs locales. Il ne soulève aucune récrimination de la part de la population et il paraît avoir eu le plus heureux effet. La fréquentation scolaire, en Alsace-Lorraine, nous est apparue satisfaisante au moment du retour de ces provinces à la France et l'on sait que le degré de l'instruction dans le peuple y est assez élevé. Sans doute, la modicité actuelle de l'amende, qui n'a pas été revalorisée, peut-elle inciter la population à se conformer moins strictement que par le passé à la loi scolaire. Mais l'ordonnance de 1871 a force de loi et il faudrait l'intervention du Parlement pour la réformer, même sur

Applications pratiques.

Réforme envisagée.

(1) Art. 4 et 41 de l'ordonnance du 18 avril 1871.

(2) M. Le Hoc, longtemps sous-préfet en Alsace-Lorraine, nous signale qu'il n'a jamais eu l'occasion de prononcer de peines de prison pour récidive et en cas d'amende la seule présentation du mandat a suffi à faire s'acquitter l'intéressé.

(3) Art. 5 de l'ordonnance du 18 avril 1871.

le seul quantum de l'amende. On hésite devant cette nécessité et on n'a pas eu, quant à présent, à constater un relâchement grave dans la fréquentation scolaire en Alsace-Lorraine (1).

(1) L'enseignement primaire peut être complété en Alsace-Lorraine par un enseignement de perfectionnement reçu dans une *Fortbildungsschule* et dont la fréquentation peut être, au gré des communes, proclamée obligatoire. Les pouvoirs publics français se sont efforcés de conserver et de perfectionner cette organisation qui avait un intérêt particulier pour la diffusion de la langue française après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. (Voir Niboyet, *op. cit.*, au mot Régime de l'enseignement.)

TROISIÈME PARTIE
L'OBLIGATION SCOLAIRE
APRÈS CINQUANTE ANS D'APPLICATION
ET
LES PROJETS DE RÉFORME

Preliminaires.

Chapitre I. — Le rendement de la loi du 28 mars 1882.

Chapitre II. — L'amélioration de la fréquentation scolaire notamment par la création du Conseil de l'Ecole.

Chapitre III. — La prolongation de l'obligation scolaire.

Chapitre IV. — L'obligation post-scolaire.

Chapitre V. — L'Ecole Unique.

TROISIÈME PARTIE

L'obligation scolaire après cinquante ans d'application et les projets de réforme

PRÉLIMINAIRES

Après avoir dégagé l'évolution historique de l'obligation scolaire, étudié l'organisation législative actuelle, nous devons maintenant observer les résultats de cette obligation dans notre vie sociale. Ce sera l'étude du rendement pratique de la loi du 28 mars 1882. A côté des résultats positifs, nous signalerons les imperfections et les lacunes qui se révèlent après cinquante ans d'application de l'obligation scolaire.

Les résultats pratiques.

Comment alors ne pas indiquer et examiner ensuite les solutions qui sont le plus généralement proposées pour remédier aux défectuosités ou aux insuffisances du régime actuel. Ce sera l'étude des projets de réforme, lesquels tournent autour de quatre idées essentielles : 1° amélioration de la fréquentation scolaire, notamment par la création du conseil de l'Ecole; 2° prolongation de l'obligation scolaire; 3° institution de l'obligation post-scolaire; 4° organisation de l'Ecole unique.

Les projets de réforme.

Après celui du rendement de la loi de 1882, l'examen de chacune de ces idées fera l'objet d'un chapitre distinct de cette troisième partie.

CHAPITRE PREMIER

Le rendement de la loi du 28 mars 1882

L'obligation scolaire existe en France depuis plus d'un demi-siècle. Quels fruits a-t-elle portés ? Quel niveau intellectuel moyen a-t-elle réussi à instituer ? Quel degré d'ignorance a-t-elle laissé subsister ? Telles sont les questions que nous nous posons maintenant et auxquelles nous allons tenter de répondre.

Les questions à étudier.

Il ne s'agit pas là d'argumenter, mais d'observer. Avant tout, nous examinerons donc les chiffres (1). Nous ne nous leurrerons pas sur la portée des statistiques fatalement arbitraires dans leurs constatations ; nous espérons cependant qu'elles permettront d'apercevoir la physionomie scolaire actuelle de la France. Lorsque nous essaierons de fixer quelques traits de cette physionomie, nous nous appuierons non seulement sur les chiffres que nous allons indiquer, soit immédiatement, soit en annexe, mais aussi sur les rapports des inspecteurs d'Académie, qui, plus près des faits, les relatent avec plus de nuances et plus d'intelligente discrimination que ne peut le faire un tableau statistique.

Les statistiques.

Les rapports d'inspecteurs d'Académie.

*
* *

L'obligation scolaire a assuré le développement de l'instruction ; le fait est certain, incontestable. A cet

Le développement de l'instruction.

(1) Nous avons dressé des tableaux aussi complets et aussi détaillés que possible ; mais, pour la facilité du lecteur, nous en avons rapporté la publication, en annexe, à la fin du présent ouvrage.

égard, nous ne pouvons mieux faire que de comparer le nombre des enfants reçus à l'examen du certificat d'études primaires dans les années respectives de 1876, 1877 d'une part, 1928 et 1929 d'autre part.

			France Continentrale	Avec Algérie
1876	Présentés.....	Garçons	29.315	29.389
		Filles	10.013	10.144
	Reçus	Garçons	19.271	19.301
		Filles	6.884	6.984
1877	Présentés.....	Garçons	40.467	40.565
		Filles	15.099	15.226
	Reçus.....	Garçons	26.057	26.086
		Filles	10.784	10.848
			France Continentrale	Avec Algérie et Als.-Lorraine
1928	Présentés	Garçons	103.695	114.256
		Filles	94.910	101.812
	Reçus	Garçons	87.797	95.873
		Filles	78.435	84.112
1929	Présentés.....	Garçons	90.167	99.239
		Filles	81.967	88.056
	Reçus	Garçons	75.667	82.679
		Filles	68.474	73.549

Nous devons ces chiffres, comme ceux des tableaux annexes, à la haute obligation de M. Bossu, Directeur de l'Enseignement primaire au Ministère de l'Instruction Publique, et à la courtoise hospitalité de M. HIRRE, sous-chef de bureau au même ministère.

Nous connaissons aussi le nombre d'élèves inscrits et présents au premier jour scolaire de Décembre 1929 dans les différents établissements scolaires.

			Métropole	Alsace-Lorraine	Algérie	Total
Enfants de moins de 6 ans	Inscrits	Garçons	204.711	4.043	5.952	214.706
		Filles...	196.886	3.776	5.083	205.745
	Présents	Garçons	171.856	3.769	4.924	180.549
		Filles...	163.004	3.527	4.212	170.743
Enfants de 6 à 13 ans	Inscrits	Garçons	1.490.797	88.720	80.809	1.660.326
		Filles...	1.315.674	85.372	43.918	1.444.964
	Présents	Garçons	1.375.236	85.301	74.187	1.534.724
		Filles...	1.208.283	81.798	40.785	1.330.866
Enfants de plus de 13 ans	Inscrits	Garçons	58.224	5.665	6.498	70.387
		Filles...	60.722	533	4.420	65.675
	Présents	Garçons	53.784	5.314	6.015	65.113
		Filles...	57.209	489	4.168	61.866

Ces premiers chiffres nous apportent déjà une certitude : c'est que l'obligation scolaire n'est pas strictement respectée. Le nombre des enfants absents atteint partout un chiffre non négligeable, bien que le mois de décembre, pris comme base, soit, comme nous le verrons plus loin, assez généralement favorisé au point de vue de la fréquentation scolaire. D'études attentives et de renseignements confrontés (1), on peut déduire que la moyenne des absences scolaires est de :

Proportion des absences scolaires.

9,90 % dans l'enseignement public;

9,30 % dans l'enseignement privé.

(1) Voir notamment : *Bulletin mensuel de la Société générale d'Education*, février 1926.

La proportion des absents aux inscrits est donc sensiblement de 1/10^e.

Lucunes des statistiques.

Il faut noter aussi que tous les enfants âgés de six à treize ans, assujettis à l'obligation scolaire, ne sont pas inscrits à une école. Il y en a qui échappent — momentanément du moins — au contrôle des pouvoirs publics. C'est que tous les enfants nés dans une commune n'y séjournent pas jusqu'à l'âge de six ans ou qu'ils la quittent entre leur sixième et leur treizième année; la famille se déplace, change de domicile, ou bien l'enfant est confié aux soins de personnes résidant ailleurs. Qui révélera sans retard au maire du nouveau domicile que l'enfant est d'âge à suivre légalement l'école? Si la famille néglige ou ignore son devoir, qui sera en mesure de le lui rappeler? Le maire pourra omettre l'enfant sur la liste scolaire, qui comportera toujours d'inévitables oublis. On ne tient pas compte de ces enfants non inscrits dans les statistiques les mieux faites. Les conclusions auxquelles elles aboutissent sont donc plus optimistes qu'exactes; voilà une autre certitude.

Distinction entre élèves inscrits et élèves instruits.

Ne faut-il pas ajouter aussi que les enfants qui suivent l'école ne sont pas tous des enfants qui seront instruits : il y a les inaptes, il y a les paresseux; il y a aussi la faculté d'oubli du cerveau humain, même le plus attentif et le mieux doué. Juger le niveau intellectuel d'un enfant de treize ans, c'est souvent s'illusionner sur ce qu'il sera à vingt ans. A cet égard, avons-nous quelques renseignements? C'est l'examen des conscrits qui nous les donnent. En général, sur une section militaire de trente hommes (1) deux ou

(1) Nous prenons comme base les constatations faites par nous, personnellement, au 27^e R.I., à Dijon, au cours de notre service comme sous-lieutenant de réserve, pendant l'année 1924.

trois sont complètement illettrés, cinq ou six connaissent des éléments de lecture et d'écriture, mais font des fautes d'orthographe grossières et ne lisent pas couramment; les autres ont une instruction satisfaisante. M. Roger, inspecteur général de l'Instruction publique, cite le cas d'un régiment d'aviation où, sur 151 inscrits, 83 ont été soumis à l'examen : 9 ne savaient ni lire ni écrire; 1 obtint la note 0; 17 la note 6 ou 7; 11 la note 8 ou 9 (1). Ainsi sur 151 jeunes gens, 10 sont totalement illettrés, 28 sont nettement au-dessous de la moyenne! et lorsqu'on lit des fiches qui sont souvent dressées sur ces ignorants, que lit-on (2) :

Examen des conscrits.

A. — Aîné de quatre enfants, fils de cultivateurs, orphelin à huit ans. A été placé tout enfant comme domestique. N'a jamais été à l'école.

Les motifs du défaut d'instruction.

B. — Aîné de cinq enfants. Petit berger dès l'âge de six ans. A essayé d'apprendre à lire tout seul en gardant son troupeau.

C. — Troisième de cinq enfants. Parents cultivateurs. Père alcoolique. A fréquenté l'école pendant quatre ou cinq mois vers huit ans, puis a été placé comme domestique jusqu'à son incorporation.

A la lecture de ces chiffres et de ces documents, la conclusion s'impose: la loi sur l'obligation scolaire, même après cinquante ans d'application, n'a pas mis fin à toutes les ignorances, n'a pas vaincu toutes les résistances, n'a pas eu raison de bien des misères.

Pour circonscrire ces défaillances, penchons-nous plus près sur les faits et pour cela consultons les rapports qui ont été faits par les inspecteurs d'Acadé-

Rapports des inspecteurs d'Académie.

(1) Voir rapport Roger, inspecteur général de l'Instruction publique, à la Ligue Française de l'Enseignement (mai 1926).

(2) Voir collection du *Manuel général de l'Instruction primaire*.

démie sur la fréquentation scolaire dans leur circonscription (1). Voici les quelques observations auxquelles cette lecture nous a permis d'aboutir.

Absences plus nombreuses :

1° *Les absences scolaires sont plus fréquentes dans les écoles rurales que dans les écoles urbaines.*

L'observation est presque uniformément faite par tous les inspecteurs de l'enseignement.

dans les écoles rurales;

« C'est surtout dans les écoles rurales que l'assiduité laisse à désirer. » (Oise).

« Bonne en général dans les villes, la fréquentation scolaire reste mauvaise dans les campagnes. » (Var).

« La fréquentation scolaire est bonne toute l'année dans les villes, dans les chefs-lieux de canton et dans les localités industrielles. » (Savoie).

2° *La fréquentation scolaire est meilleure dans les régions de plaines que dans les régions montagneuses.*

dans les régions de montagnes;

« Si la moyenne est de 80 % d'enfants présents dans l'ensemble du canton de Grésy-sur-Isère, essentiellement agricole, ayant fort peu d'écoles de montagne, elle tombe à 73 % dans le canton de La Chambre et à 64 % dans le canton d'Aime. C'est que dans les cantons de montagne la période de bonne fréquentation est courte. » (Savoie).

3° *Les enfants fréquentent plus régulièrement l'école de sept à onze ans, que de onze à treize ans.*

chez les enfants de 11 à 13 ans;

Dans beaucoup de régions le terme de la fréquentation scolaire régulière est marqué par l'âge de la première communion, qui est généralement onze ans.

(1) Voir *Bulletin mensuel de la Société générale d'Education et d'Enseignement* (collection 1926).

« Jusqu'à l'âge de onze ans en moyenne, c'est-à-dire jusqu'à la première communion, les enfants viennent régulièrement en classe. Mais quand ils ont atteint l'âge de onze ans, les enfants fréquentent plus rarement l'école; certains même ne la fréquentent plus du tout. » (Manche).

« Pour nombre d'enfants de dix à treize ans, la période de scolarité ne commence qu'en novembre pour prendre fin en avril ou en mai. (Ille-et-Vilaine).

4° Les absences scolaires se produisent surtout dans les mois d'octobre, novembre, juin et juillet.

La constatation est à peu près générale: les enfants s'absentent surtout pendant les deux premiers et les deux derniers mois de l'année scolaire.

au début et à la fin de l'année scolaire;

« Presque tous les enfants de six à treize ans se font inscrire dans une école publique ou privée, mais la plupart ne viennent pas en classe régulièrement d'octobre à juillet; la bonne moitié n'entre en classe qu'au 15 novembre et quitte l'école vers le 15 avril. » (Puy-de-Dôme).

« Il apparaît nettement qu'un trop grand nombre d'enfants quittent encore l'école dès la fin juin sinon, parfois même un peu plus tôt, pour n'y rentrer que vers la mi-octobre. » (Haute-Savoie).

« A la campagne les classes se dépeuplent dès juillet et la rentrée n'a guère lieu avant le 1^{er} novembre. » (Gironde).

« La fréquentation est assez bonne pendant sept mois. La rentrée n'est complète qu'après le 1^{er} novembre et les départs commencent aux environs de Pâques. » (Lot).

« De décembre à avril, la fréquentation est normale, les écoles fonctionnent à plein rendement. » (Tarn-et-Garonne).

« Juillet et octobre sont les deux mois où les absences sont les plus nombreuses. » (Haute-Savoie).

5° *La fréquentation scolaire est plus ou moins bonne selon que le rang social de la famille est plus ou moins élevé.*

dans les familles les plus nombreuses et les plus indigentes.

Dans tous les départements la remarque est possible : ce sont les familles les plus pauvres qui envoient le plus irrégulièrement leurs enfants à l'école.

« Les infractions à la loi sur la fréquentation scolaire sont le fait de quelques familles indigentes et ayant des charges nombreuses. » (Eure-et-Loir).

« La question de la fréquentation scolaire ne concerne, somme toute, qu'une catégorie d'enfants, celle dont les familles sont pauvres ou indigentes. » (Manche).

« Les absents appartiennent pour la plupart à des familles nécessiteuses ou soi-disant telles. » (Ain).

6° *Certaines absences sont justifiées par un motif légitime ou un cas de force majeure.*

Légitimité de certaines absences.

La maladie, l'impossibilité des communications, les déplacements familiaux expliquent un certain nombre d'absences.

« Les absences justifiées ôtent parfois à la non-fréquentation tout caractère avilissant. » (Loir-et-Cher).

Il y a des contrées où les habitations et même les hameaux sont très disséminés, où les chemins sont étroits et parfois le climat rude. La distance à parcourir pour atteindre l'école est parfois longue et pénible. La fréquentation irrégulière de l'école s'appuie alors sur des raisons souvent acceptables.

Les familles instables, tels les forains, les mariniers n'envoient guère leurs enfants à l'école et il faut

constater que pour elles la question scolaire se pose dans des conditions particulières.

7° Mais le plus souvent c'est le besoin de main-d'œuvre et la nécessité d'accroître le salaire familial qui sont la cause des absences scolaires.

Beaucoup de familles retiennent leurs enfants à la maison parce qu'elles peuvent les occuper à des tâches modestes mais indispensables. Nombre d'absences scolaires sont motivées par des raisons de cet ordre.

Besoins de certaines familles.

« Il est certain que les nécessités de la main-d'œuvre et de la vie pastorale sont pour beaucoup dans une aussi lamentable situation. » (Cantal).

« On offre couramment des gages élevés à de petits vachers de sept ans. Des ouvriers et des veuves se laissent facilement tenter par l'appât du gain et retiennent leurs enfants de l'école pour les envoyer à condition chez des propriétaires. » (Puy-de-Dôme).

« La presque totalité de ces enfants est employée à la garde du bétail matin et soir. Les plus jeunes, âgés de sept à dix ans, les « petits bergers », comme on les appelle, font entre temps les menus ouvrages de la ferme. Les plus grands de dix à treize ans, les « grands bergers », sont en outre chargés de procéder à la cuisson de la nourriture du bétail. Ils sont employés au sarclage, à la fenaison, à la moisson. Les salaires de ces gagés varient de 250 à 800 francs, suivant l'âge et la force. » (Ain).

« Pour justifier les absences des enfants, les familles invoquent, en automne, l'arrachage des pommes de terre, le binage des betteraves, plus tard la fenaison; en juillet, la moisson. » (Oise).

« La plupart de ces enfants participent aux grands travaux saisonniers : fenaison, moisson, cueillette du cassis, vendanges, arrachage des pommes de terre,

Exemples nombreux.

tirage des osiers. Enfin, des enfants de familles nombreuses doivent être mis « en condition », parce que leurs salaires peuvent permettre aux parents de subvenir aux besoins des frères et sœurs plus jeunes. » (Côte-d'Or).

« Dans les familles de journaliers comme dans celles de manouvriers urbains, le *primum vivere*, pèse de tout son poids, comme une loi d'airain. Dès qu'un enfant peut gagner sa vie, ses parents l'envoient à la ville ou le placent à la campagne pour être petit domestique, petit bonhomme à faire de menues besognes. Ces enfants de douze ans, et même de moins de douze ans, trouvent aisément à se « louer ». Ils sont nourris, logés, blanchis, reçoivent même un salaire; ils ne sont plus à la charge de leurs parents; bien mieux, ils constituent pour ceux-ci un capital humain qui rapporte, et ce qu'il rapporte contribue à donner la becquée aux petites sœurs et aux petits frères restés au nid. » (Manche).

8° *Dans certains cas cependant les absences scolaires sont dues à la négligence ou à l'hostilité de certaines familles.*

Négligence et hostilité de certaines familles.

À côté de bien des absences qui sont justifiées ou excusables, il en est aussi qui ne sont dues qu'à l'indifférence ou à la volonté de résistance de certains chefs de famille, qui n'aperçoivent pas les bienfaits de la fréquentation scolaire et lui préfèrent pour l'enfant le placement dans un atelier où il apprend son métier et commence à gagner sa vie.

« Il faut reconnaître que les travaux familiaux ne se poursuivent pas sans interruption et que dans les longs intervalles qui les séparent, les écoliers devraient revenir en classe. Il faut reconnaître aussi que les plus jeunes, tout au moins, pourraient continuer à fréquenter l'école. » (Isère).

*Exemples nom-
breux.*

« Là l'enfant n'est réellement utile ou indispensable qu'à partir de juin. On le retire cependant de l'école dès avril, par habitude, par routine, parce que comme le disent parfois certaines gens âprement égoïstes « si « on a des enfants, c'est d'abord pour s'en servir. » (Ain).

« Les parents obéissent à des traditions anciennes bien antérieures à la loi de 1882 et que celle-ci n'a pu faire disparaître. Avant 1882, il était d'usage dans telle ou telle commune de ne fréquenter l'école que pendant l'hiver et on continue. » (Isère).

« Il y a dans beaucoup de cas des habitudes qui dégénèrent en inadmissibles abus. Il n'est pas rare de trouver à proximité l'un de l'autre, des groupes de quatre ou cinq bêtes gardés chacun par plusieurs enfants. » (Cantal).

« On s'absente en série, on s'absente par familles. » (Finistère).

Certains parents sont hostiles à la préparation de leur enfant au certificat d'études dont ils n'aperçoivent pas l'utilité.

9° Les infractions à la loi sont favorisées parfois par l'inaction ou la complicité de ceux qui sont chargés de la faire respecter.

« Il arrive que des employeurs viennent à l'école demander aux maîtres de leur désigner des enfants disposés à se louer. Il est arrivé à des maires, à des instituteurs retraités d'employer, contre salaire, des enfants de moins de douze ans. » (Cantal).

*Inaction de cer-
taines autorités lo-
cales.*

« Dans nombre de communes la liste nominative est établie sans un soin suffisant et les maîtres ne peuvent pas toujours, en particulier dans les communes de montagne fort étendues, avoir d'autres renseignements que ceux que leur donne la mairie. Il est des communes où la mairie envoie la liste nominative

dûment revêtue de la signature du maire et du cachet de la mairie, complètement en blanc. » (Haute-Savoie).

Comment s'étonner que certaines familles spéculent sur l'indifférence des pouvoirs publics à l'égard du respect de la loi? Ici on est sûr que l'instituteur ne se préoccupera pas de la légitimité de l'absence; là on est certain de la sympathie ou de la complaisance du maire. Certaines absences injustifiées n'ont pas d'autres raisons.

10° *Les commissions scolaires sont inexistantes ou inefficaces.*

Inexistence pratique de certaines commissions scolaires.

La constatation est à peu près générale: les commissions scolaires se réunissent rarement et elles ne cherchent pas à exercer une autorité effective.

« Beaucoup de municipalités ignoraient ou avaient oublié l'existence de la commission scolaire. Cette institution a recommencé à fonctionner dans quelques communes, trop peu nombreuses encore, malheureusement. » (Meuse).

11° *Les sanctions de la loi sont rarement appliquées.*

Rareté des sanctions.

La loi a bien organisé un régime répressif contre les infractions à l'obligation scolaire. Mais on y fait rarement, pour ne pas dire jamais, appel. Les défaillances familiales sont constatées, déplorées, mais le plus souvent laissées sans sanction.

CHAPITRE II

L'amélioration de la fréquentation scolaire, notamment par la création du Conseil de l'Ecole

On peut, pour améliorer la fréquentation scolaire, envisager soit une aggravation des sanctions actuelles, soit une réorganisation du système répressif.

Les réformes envisagées.

La première solution n'est guère envisagée. On hésite déjà à appliquer les pénalités que la loi en vigueur autorise. Ne serait-ce pas faire œuvre vaine que de les alourdir encore?

Aggravation des sanctions.

Par contre, de nombreuses idées tendent à des modifications de détail, non des peines, mais de l'organisation du système répressif. En particulier un changement dans la composition de la commission scolaire, ou même son dessaisissement sont assez généralement proposés. La commission scolaire, par exemple, ne serait plus présidée par le maire, mais par l'inspecteur primaire; ou au moins l'inspecteur primaire pourrait se substituer au maire en cas de défaillance de la commission (1). Allant plus loin, certains réformateurs souhaitent que dès la première infraction le juge de paix soit saisi et le soit à la diligence de l'inspecteur primaire (2). Ce sont là, on le voit, des réformes volon-

Réorganisation du système de contrôle et de répression.

(1) Proposition Aimé Berthod et Vernay. (*J. off.* 1928, Doc. parl., 794.)

(2) Projet Herriot (16 juin 1928, Doc. parl., 274); Rapport Marius Peyre (18 déc. 1930, n° 4218).

tairement limitées, ce qui ne veut point dire inutiles ou irréalisables (1); mais on en a analysé l'essentiel lorsqu'on les a ainsi indiquées.

Le Conseil de l'école.

Une réforme plus vaste et qui mérite un examen plus approfondi a été préparée sous le nom de Conseil de l'école, c'est le projet Daladier (2). Nous allons résumer les principes de ce projet, grouper les raisons qui sont présentées en sa faveur, puis exposer les objections qui lui ont été faites.

SECTION I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA RÉFORME.

Encourager la fréquentation scolaire.

Le projet de création de Conseil de l'école a essentiellement pour but d'encourager et d'améliorer la fréquentation scolaire et aussi de remédier aux excès de la centralisation administrative dans l'enseignement. Il tend à grouper toutes les énergies qui sont prêtes à travailler au développement de l'instruction primaire. Il substitue à l'action de la commission scolaire et de la Caisse des écoles, condamnées par l'expérience, celle d'un organisme nouveau, large dans sa composition et puissant dans ses prérogatives. Il donne au Conseil de l'école des pouvoirs propres et étendus, enlevés pour partie aux assemblées communales ou départementales, espérant par là parvenir à des créations rapides et à des améliorations incessantes.

Décentraliser.

Charge des intérêts matériels et moraux de l'école.

Toute école régulièrement ouverte verra donc se créer auprès d'elle un Conseil chargé, tant de ses intérêts moraux que de ses intérêts matériels. Et, caractéristique essentielle, ce conseil sera doté de la personnalité civile et possédera une autonomie financière totale. Ce principe étant posé, le Conseil de l'école

personnalité civile.

(1) Voir Conclusion *infra*, p. 188.

(2) Projet Daladier déposé devant la Chambre des députés le 31 décembre 1926. (*J. off.*, 1926, Doc. ann. 2361.)

n'a plus qu'à être étudié quant à sa composition, ses attributions et ses ressources.

a) *Composition du Conseil de l'école.*

Le nombre des membres du Conseil de l'école sera fixé par le conseil départemental de l'enseignement primaire.

Il comprendra diverses catégories de membres :

1° Des membres de droit, qui sont : le maire ou adjoint de la commune, l'inspecteur d'Académie et l'inspecteur primaire dans l'étendue de leur ressort, le directeur ou la directrice de l'école, le médecin de l'école, le conseiller général et le conseiller d'arrondissement.

Membres de droit.

2° Des membres désignés par le corps ou le groupement qu'ils représenteront et qui sont : le conseil municipal, la délégation cantonale, les associations post-scolaires, les groupements professionnels patronaux et ouvriers, le personnel enseignant.

Membres désignés.

3° Des membres choisis par le Conseil de l'école lui-même et qui sont : des pères et mères de famille dont les enfants fréquentent l'école, et des bienfaiteurs de l'école.

Membres choisis par le conseil.

Le président sera élu par le conseil; toutefois, lorsque l'inspecteur d'Académie assistera à la séance, il présidera l'assemblée. Le directeur de l'école remplira les fonctions de secrétaire, le receveur municipal celui de trésorier, ce dernier ayant seulement voix consultative.

Présidence.

Le conseil départemental de l'enseignement primaire pourra, après avis des municipalités intéressées, autoriser la création d'un Conseil de l'école commun à plusieurs écoles ou la fédération de plusieurs conseils.

b) *Pouvoirs et rôle du Conseil de l'école.*

*Mesures propres
à assurer le progrès
matériel et moral
de l'école.*

Exemples divers.

Le Conseil de l'école aura pour mission (1) de travailler au progrès matériel et moral de l'école publique et à l'amélioration de la fréquentation scolaire. A cet effet il prendra toutes les mesures propres à faciliter aux familles l'obligation scolaire; il l'encouragera par des prix, par des subsides, par une aide appropriée à chaque cas d'espèce; il récompensera les instituteurs qui témoigneront d'heureuses initiatives et de résultats satisfaisants. C'est le Conseil de l'école qui statuera sur les demandes de dispenses d'assiduité, sous réserve d'appel devant le conseil départemental. C'est lui qui dorénavant aura la charge de l'entretien et de l'aménagement des bâtiments scolaires ainsi que de leur matériel. Lorsqu'une école sera devenue impropre ou insuffisante, le Conseil de l'école délibérera sur les plans et devis des travaux et sur leur délai d'exécution; il se prononcera sur l'acquisition ou la location d'immeubles. Si la commune ne prend pas dans les délais voulus les mesures indispensables, le Conseil de l'école saisira le conseil départemental qui, le cas échéant, requerra l'exécution d'office. C'est le Conseil de l'école qui assurera le chauffage et l'éclairage des classes. Il fournira aussi, dans la mesure de ses moyens, les livres, les cahiers et autres instruments de travail nécessaires aux élèves. Il organisera toutes les œuvres complémentaires de l'école susceptibles d'exister dans le cadre local.

/ Voilà, au vœu de ses partisans, quels seront les pouvoirs du Conseil de l'école.

*Ressources obliga-
toires et facultati-
ves.*

c) *Ressources du Conseil de l'école.*

Pour mener à bien cette tâche multiple, le Conseil

(1) Voir le *Temps* des 7 et 24 janvier 1936.

de l'école aura besoin de ressources importantes. Elles lui seront assurées :

1° Par des subventions obligatoires de l'Etat, du département et de la commune.

2° Par des subventions facultatives des mêmes collectivités.

3° Par le revenu des valeurs mobilières, le produit des immeubles dont le conseil pourra être propriétaire.

4° Par des dons, legs, cotisations, souscriptions, fêtes, collectes.

En un mot, avec un budget autonome, s'alimentant à des sources diverses, garanti d'un certain minimum de fonds, le Conseil de l'école sera susceptible aussi d'accroître considérablement ses possibilités d'action.

Budget autonome

SECTION II. — ARGUMENTS DES PARTISANS.

A ceux qui la réclament, la création du Conseil de l'école apparaît nécessaire pour plusieurs raisons (1).

Tout d'abord, ils constatent que les commissions scolaires ont fait faillite. L'explication en est bien connue : présidée par le maire, dominée par des préoccupations électorales, la commission ne joue qu'un rôle médiocre, pour ne pas dire nul. Cependant la vie d'un organisme de cette nature paraît indispensable pour surveiller la fréquentation scolaire, pour agir auprès des familles, pour mettre en action le système répressif plus ou moins rigoureux qui assortit toute la loi sur l'obligation scolaire. Le Conseil de l'école, recruté sur des bases nouvelles et élargies, présidé par une personne qu'il aura librement choisie, ne doit pas être gêné dans son action comme l'a été

Il faut remplacer la commission scolaire.

Le Conseil de l'école aura indépendance et autorité.

(1) Voir A. Léaud (inspect. prim.) : *L'Ecole et la Vie*, 1926; Voir Rapport Ligue Française de l'Enseignement, 42^e congrès, mai 1926.

jusqu'à ce jour la commission qu'il remplacera. Il sera composé d'éléments différents où se fusionneront les divers intérêts mis en jeu par la fréquentation scolaire. Il sera doué d'une véritable autorité et d'une réelle indépendance. On peut compter sur lui pour assurer effectivement le respect de la loi.

Le Conseil de l'école se substituera à la Caisse des écoles.

Le Conseil projeté tiendra lieu de Caisse des écoles dont l'utilité ne peut être sérieusement discutée, puisqu'elle vient en aide aux familles nécessiteuses pour lesquelles la fréquentation scolaire se présente surtout comme une charge matérielle. Malheureusement beaucoup de communes n'ont pas créé la caisse souhaitée par le législateur; pour 15.251 qui l'ont organisée et qui s'en félicitent, 22.712 c'est-à-dire 61 % n'ont pas encore recouru à cet organisme. Il est nécessaire de suppléer à cette défaillance et d'imposer à toutes les municipalités la création du Conseil de l'école qui englobera dans ses attributions celles qui jusqu'à ce jour étaient théoriquement dévolues à la caisse de la loi de 1882.

Il agira utilement dans certaines communes.

Le Conseil de l'école manifestera surtout son utilité dans toutes les communes dont la municipalité — non conquise aux véritables idées laïques et républicaines — se refuse ouvertement ou hypocritement, à remplir son devoir vis-à-vis de la population scolaire. Le législateur peut poser dans un texte le principe de l'obligation scolaire; ce principe n'entrera effectivement dans la vie sociale que si, dans le cadre de chaque cité, le maire a le désir sincère de le faire triompher. Et à côté de la négligence manifeste dans l'exécution de la loi, combien de moyens indirects sont à la disposition de ce magistrat municipal pour porter atteinte à l'école! On ne se préoccupe pas de l'entretien des locaux, on ne construit pas les classes qui sont nécessaires, on néglige de prendre les mesures

Il secondera ou déterminera l'action des municipalités.

ou de consentir les sacrifices nécessaires. Sans doute l'autorité administrative peut-elle recourir à l'inscription d'office, mais en dernière analyse c'est toujours le maire qui est chargé d'employer le crédit et qui peut en fait, par des attermolements indéfinis, entraver le jeu bienfaisant de la loi.

Le Conseil de l'école mettra fin à cette situation. Dans les communes où la municipalité se préoccupe déjà sincèrement de l'éducation de ses enfants, le Conseil de l'école ne sera qu'un organisme d'appui, continuant et complétant l'heureuse action du conseil municipal. Mais dans les villages, trop nombreux encore, où l'école est abandonnée à un destin précaire, le Conseil apportera une force nouvelle et constituera une richesse effective. Il mettra fin aux défaillances constatées.

Il contrecarrera les obstinations et les entêtements locaux. Il donnera satisfaction aux véritables intérêts collectifs et à tous les esprits soucieux de progrès.

D'autant que le Conseil de l'école sera fort d'une vie propre et de son indépendance financière. Il centralisera toutes les ressources, toutes les subventions nécessaires à la bonne marche des écoles publiques et qui sont actuellement disséminées dans les différents budgets. Il recueillera directement tous les dons, sans formalités lentes et décourageantes. Il agira selon le désir des bienfaiteurs. S'il n'a pas l'emploi immédiat de leurs offrandes, il les conservera dans son budget autonome pour une utilisation future.

Le Conseil de l'école aura l'indépendance financière.

Le Conseil de l'école aura aussi l'avantage de coordonner toutes les bonnes volontés, latentes ou disséminées qui gravitent toujours autour d'un établissement scolaire. Le bienfait de l'instruction est trop puissant pour ne pas engendrer de reconnaissance

Le Conseil de l'école coordonnera les bonnes volontés.

chez ceux qui l'on éprouvé. Bien des gens sont prêts à se dévouer de toutes façons à leur école, mais trop souvent le moyen efficace leur manque. Ils ne savent pas à qui s'adresser pour faire don de leur activité désintéressée. Ils ne veulent pas importuner le maître après ses heures de classe. Ils restent inactifs et découragés de cette inaction.

Le Conseil de l'école sera le lieu d'asile de toutes ces initiatives. Il accueillera toutes les idées. Il encouragera toutes les bonnes volontés. Il groupera tous les efforts susceptibles d'accroître le prestige et le bienfait de l'enseignement. Il créera autour de l'Ecole une activité élargie et bienfaisante dont la société sentira rapidement les bienheureux effets.

C'est au nom de toutes ces raisons et de toutes ces espérances que les promoteurs du Conseil de l'école souhaitent la réalisation de leur projet.

SECTION III. — ARGUMENTS DES ADVERSAIRES.

Ils soutiennent que :

Les adversaires du Conseil de l'école lui font le reproche de n'être pas utile, de n'être pas viable, de n'être pas souhaitable.

Le Conseil de l'école est inutile.

Le Conseil de l'école ne serait pas utile, dit-on, parce que loin d'innover profondément il ne fait que grouper les divers organismes existant déjà : commission scolaire, Caisse des écoles, délégation cantonale. Grâce à elles la situation scolaire est loin d'être affligeante. L'aide aux familles nécessiteuses est largement assurée dans la plupart des communes et allège la charge de l'obligation scolaire. La délégation cantonale groupe toutes les bonnes volontés dévouées à l'école publique; dans la mesure où certaines personnes veulent s'intéresser à l'instruction du peuple leur concours est facilement recruté et utilisé. Les constructions scolaires,

Il n'innove pas.

Il bouleverse l'organisation actuelle.

enfin, donnent de plus en plus satisfaction; les idées ont fait leur chemin; les municipalités ont compris quel intérêt social s'attachait à une propagation de l'instruction; elles font leur devoir à cet égard. Celles qui seraient tentées d'être réfractaires sont stimulées par l'autorité supérieure et en général les écoles communales sont d'une tenue satisfaisante. A quoi servirait donc de faire une loi nouvelle pour baptiser seulement d'un autre nom un système de contrôle et d'encouragement scolaire qui est actuellement en vigueur. S'il donne satisfaction, point n'est besoin de le modifier; s'il a déçu les espérances mises en lui, pourquoi s'entêter dans une voie mauvaise.

Et c'est là surtout que réside la critique faite au Conseil de l'école : on ne le croit pas viable. Les commissions scolaires ont fait faillite paraît-il! Les Caisses des écoles n'ont pas été partout créées! Pourquoi le Conseil de l'école connaîtrait-il un destin différent?

Il s'adressera aux mêmes collectivités, il groupera les mêmes personnes, il aura le même rayon d'action et se heurtera aux mêmes difficultés. Au lieu de comprendre la leçon du passé et de chercher ailleurs l'effective solution, les innovateurs du Conseil de l'école s'obstinent dans l'erreur de leurs devanciers et persistent à se leurrer d'impossibles espérances. Ils croient qu'une question aussi délicate que l'obligation scolaire, et aussi profonde dans son incidence, sera résolue par la publication d'un texte de loi et par la création d'une commission nouvelle. Ils n'ont pas encore compris qu'au delà d'un certain rendement l'obligation scolaire soulève des difficultés peut-être irréductibles, en tous cas réclamant une étude attentive, patiente, délicate. Le problème de la fréquentation des écoles apparaît, en réalité, comme une partie de la question sociale en général : il ne saurait être résolu indépendamment.

Le Conseil de l'école n'est pas viable.

Il ne porte pas remède aux difficultés existantes.

Et, dans l'état actuel de nos mœurs, le Conseil de l'école est condamné d'avance.

Le Conseil de l'école n'est pas souhaitable.

Il dessaisit le conseil municipal.

Tel que le conçoivent ses promoteurs, le Conseil de l'école ne serait, d'ailleurs, pas souhaitable. En effet, il se présenterait dans la commune comme un pouvoir nouveau, empiétant largement sur les prérogatives actuelles du Conseil municipal (1). Il dessaisirait l'autorité communale de questions importantes et se trouverait à la tête d'un budget indépendant qui pourrait disposer d'assez grandes ressources. N'est-ce pas là une décentralisation excessive et dangereuse ?

L'assemblée communale et le maire émanent du suffrage universel devant qui ils ont à répondre de leurs actes et de leur gestion. Pourquoi les suspecter *a priori* sur le domaine scolaire et leur enlever la solution des problèmes touchant si gravement aux intérêts matériels et moraux de leur cité ? S'ils trahissent, à ce sujet, la volonté de la majorité de leurs électeurs, ceux-ci leur retireront leur confiance. Si leur action est conforme au désir de leur corps électoral et s'ils administrent conformément aux lois en vigueur, pourquoi porter atteinte à leur autorité ? Avec le Conseil de l'école, on ne parviendra qu'à dresser deux pouvoirs l'un contre l'autre ; ce sera pour le plus grand dommage du progrès et de la paix sociale.

Il se présente comme un pouvoir irresponsable.

D'autant que la composition du Conseil de l'école échappera en partie au contrôle des citoyens : un certain nombre de ses membres sera, en effet, choisi par cooptation parmi les bienfaiteurs et les amis de l'école. Ainsi, on verra peu à peu se grouper officiellement dans la cité des hommes de parti, qui, au lieu de se préoccuper du sentiment général de la population, seront dominés par leurs idées politiques. Le Conseil de

(1) Voir le *Temps* des 7 janvier et 2 février 1926.

l'école, irresponsable devant la commune, aura vite fait de consacrer ses ressources à des œuvres de propagande ou à des manifestations tendancieuses. Il sera d'autant plus dangereux à cet égard qu'on lui aura donné une plus large autonomie financière et qu'on lui aura consenti la personnalité civile. Il sera une force redoutée; au lieu de créer une atmosphère de paix et de sympathie autour de l'école, il fera d'elle l'objet de querelles et de rivalités : il en détournera les esprits sages et clairvoyants.

La représentation au sein du Conseil de l'école des familles locales, des intérêts patronaux et ouvriers ne facilitera pas non plus sa tâche. Chacun y apportera sa doctrine et son système. Ce sera, à propos de l'école, le heurt de toutes les passions et de tous les appétits. La parole restera aux plus violents et la décision aux plus entreprenants. Le Conseil de l'école alimentera les « querelles de clocher » et les rivalités de personnes. On aura porté atteinte à la vie normale de la cité, à l'autorité des pouvoirs publics reconnus, à la force de la règle constitutionnelle et cela pour aboutir à plus de passion, à plus de désordre, à moins de liberté.

*Il sera la source
des discordes.*

Toutes ces raisons paraissent décisives aux adversaires du Conseil de l'école, et c'est en les invoquant qu'ils souhaitent l'échec de ce projet.

CHAPITRE III

La prolongation de l'obligation scolaire

Projets et propositions sur la prolongation de l'obligation scolaire.

L'obligation scolaire est insuffisamment longue en France, prétendent certaines personnes, et leur vœu le plus cher est de la voir prolonger. Cette pensée n'a pas seulement trouvé écho dans l'opinion publique ; elle a gagné le Parlement ; des propositions et des projets de loi ont été présentés en ce sens (1) ; ils ont même connu la discussion publique (2). Ils n'est donc pas inutile de résumer maintenant les arguments qui sont couramment échangés entre partisans et adversaires d'une pareille réforme législative.

SECTION I. — ARGUMENTS DES PARTISANS.

L'obligation scolaire doit être prolongée :

L'obligation scolaire doit être prolongée sous l'effet, dit-on, d'une nécessité intellectuelle, d'une nécessité économique, d'une nécessité sociale.

Par nécessité intellectuelle.

La nécessité intellectuelle ? Elle se manifeste par la seule observation de l'insuffisance des résultats donnés par l'obligation actuellement en vigueur. Tout le monde est d'accord pour reconnaître à l'Etat moderne le devoir

(1) Voir projet de loi Honnorat, 20 juillet 1920. Voir aussi projet Daladier, février 1926, qui prévoit la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à la quatorzième année, mais seulement pour les enfants qui n'ont pas obtenu le certificat d'études élémentaires.

(2) Indiquons que, le 28 décembre 1922, le Sénat a voté la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans. Le projet a été déposé, le 13 novembre 1924, sur le bureau de la Chambre, par M. François-Albert, ministre de l'Instruction publique, (*J. off.* Doc. ann. n° 670 ; puis repris à la législature suivante par M. Herriot, il est depuis lors en suspens.

d'imposer à tout citoyen un minimum d'instruction, simple contre-partie des droits civiques. Ce n'est pas ici la place de refaire l'exposé de toutes les raisons qui militent en faveur de ce principe aujourd'hui incontesté (1). Mais c'est le moment de signaler qu'en dépit de la loi de 1882 les illettrés sont encore légion. Les statistiques établies à la suite de l'examen des conscrits sont toujours d'une navrante éloquence ; et, cependant, maints enfants sont considérés comme sachant lire parce qu'ils balbutient leurs lettres, ou comme sachant écrire parce qu'ils signent leur nom !

Résultats insuffisants du régime actuel.

Alors il faut prolonger la scolarité (2). D'heureux effets se manifesteront. Actuellement, l'enfant quitte l'école au moment où son esprit, un peu délié, devient plus apte à apprendre, « où son intelligence commence à s'ouvrir aux choses de la vie et aux idées générales, où il retient le mieux ce qu'il commence enfin à comprendre ». L'obligation scolaire accrue parviendra à inculquer les notions élémentaires reconnues indispensables par la loi. Elle assurera enfin à notre pays le niveau intellectuel qu'il est indispensable de voir s'établir.

Une amélioration est possible.

La nécessité économique ? Elle est née essentiellement de la guerre. La natalité commençait à décroître avant 1914. Les hostilités n'ont fait qu'aggraver la situation. Le chiffre des naissances est allé diminuant, tombant de 594.222 en 1914, à 315.027 en 1916. D'autre part, des milliers de jeunes gens, qui étaient de futurs pères de famille, sont morts. C'est de toutes parts un amoindrissement de notre population.

Par nécessité économique.

La natalité diminue.

Ce qu'il a perdu en quantité ne doit-il pas tenter de la regagner en qualité ? Il faut s'efforcer d'accroître

Il faut développer la valeur individuelle.

(1) Voir *supra*, II^e partie, chapitre II.

(2) M. Bouchendhomme : « Pour l'obligation prolongée ». (*Journal des Instituteurs et Institutrices*, janvier 1921.)

la valeur individuelle. Il faut tirer de tous les citoyens le maximum de rendement. Il faut « les préparer d'une manière plus intense et plus méthodique à la vie active et féconde » (1).

Bienfaits de l'instruction.

C'est par une scolarité prolongée qu'on y parviendra. Instruire les enfants, c'est sacrifier une petite valeur économique immédiate pour un gain ultérieur important et indéniable. C'est accroître les possibilités de l'avenir. « Il n'y a aucune ressemblance au point de vue de la puissance productive de la richesse entre une population qui a reçu de l'instruction et une population qui en a été privée ; il n'y a aucune comparaison à faire entre une population qui est restée dans la bienheureuse ignorance des brutes et une population dont les facultés intellectuelles ont été développées par l'éducation. L'une produit peu : l'autre produit beaucoup. L'une, quand elle a produit, peut faire et fait sur son salaire des économies, c'est-à-dire du capital ; l'autre n'a pas les mêmes chances » (2). « Tant vaudront non seulement l'éducation professionnelle, mais aussi l'éducation générale de nos enfants, tant vaudra leur capacité de production dans quelque ordre de capacité économique que ce soit » (2).

Comment, dans ces conditions, hésiter à prolonger la durée de la scolarité obligatoire ?

Par nécessité sociale.

D'autant qu'aux précédentes raisons s'ajoutent d'autres motifs dictés par la nécessité sociale. N'est-il pas indispensable de mettre notre loi sur l'obligation scolaire en harmonie avec la loi du 25 juillet 1919 (loi Astier), qui organise un enseignement technique à partir de 14 ans ? N'est-ce pas notre devoir de tenir compte des délibérations de la Conférence internationale du travail, tenue à Washington en 1920, par exemple, et

Et internationale.

(1) Exposé des motifs du projet de loi Honnorat.

(2) Michel Chevalier, Sénat, 1867.

qui tend à interdire l'embauchage des enfants dans les établissements industriels avant l'âge de 14 ans ? (1) N'est-ce pas nécessaire enfin de suivre l'exemple de la plupart des législations étrangères qui ont reculé la date de la fin de la scolarité jusqu'à 14 ou 15 ans ? « Si nous tenons à conserver dans le monde le prestige qui s'attache si justement à la culture de l'esprit, ne nous laissons devancer ni par nos amis, ni par nos ennemis » (2).

Voilà, croyons-nous, l'essentiel de l'argumentation qui est présentée en faveur de la prolongation de la scolarité.

SECTION II. — ARGUMENTS DES ADVERSAIRES.

Les adversaires de la prolongation de la scolarité reprochent à une pareille réforme d'être inopportune et inopérante.

L'inopportunité est d'abord manifeste sur le plan économique. Ne fait-on pas bon marché des réalités quand on prétend que les enfants de 12 à 14 ans ne sont pas de précieuses forces de travail ? Ils le sont aussi dans l'industrie et surtout avec le développement du machinisme qui simplifie de plus en plus la tâche de l'ouvrier. Ils le sont aussi dans l'agriculture où tant de besognes secondaires réclament des soins constants à la ferme et aux champs. Retirer plus longtemps à la famille le concours des jeunes bras, c'est certainement porter immédiatement atteinte à la vie économique et cela à l'heure où le relèvement du pays doit

La réforme est inopportune.

Au point de vue économique.

(1) Des conventions internationales adoptées en projet par l'organisme permanent pour la réglementation du travail (Partie XIII du Traité de Versailles) n'ont pu encore être ratifiées par la France, parce qu'elles fixent pour elle, comme point de départ, l'âge de 14 ans, qui ne cadre pas avec notre législation scolaire. (Voir rapport Marius Peyre, *J. off.*, 18 déc. 1930, n° 4218.)

(2) Exposé des motifs du projet de loi Honnorat.

être poursuivi sans relâche. Et ce sacrifice serait consenti au profit de quel dessein ? Pour le développement de connaissances scolaires auxquelles l'enfant n'aura jamais, peut-être, à faire appel. Que tous sachent lire, écrire, compter, soit ; mais qu'importe au cultivateur de savoir mieux son Histoire de France ou d'avoir abordé la géométrie ? La bonne formation, souhaitable pour qu'il tienne son rôle social, il la recevra à l'atelier, à la ferme. L'amélioration de son jugement, si désirable sans doute, ne l'acquerra-t-il pas par l'expérience même de la vie, dans l'exercice consciencieux et fidèle de sa tâche professionnelle ? La prolongation de la scolarité sacrifie donc les intérêts immédiats pour de lointains et illusoire amendements. Cela ne doit pas être tenté au lendemain d'une tourmente comme la Grande Guerre.

Au point de vue financier.

L'Etat, au surplus, peut-il se croire en mesure de supporter les charges financières qu'entraînera fatalement la prolongation de la scolarité ? Ce sera une augmentation importante de l'effectif scolaire, puisqu'on compte, en général, six cent mille enfants de 13 à 14 ans ; ce sera donc la nécessité d'accroître le nombre des écoles et le nombre des classes dans chaque école ; donc : constructions nouvelles, personnel nouveau, toutes dépenses lourdes et immédiates. On s'étonne que de telles considérations ne s'imposent pas aux esprits et ne les arrêtent pas à l'heure où les difficultés financières du pays sont conjurées mais non pas résolues, à l'heure où tant de charges et de dettes sacrées envers les victimes de la guerre grèvent encore et pour longtemps le budget national, à l'heure où le monde enfin n'a pas retrouvé son équilibre.

Au point de vue pédagogique.

L'inopportunité est manifeste, aussi, au point de vue pédagogique. Croit-on que le personnel enseignant a réparé toutes les lourdes pertes qu'il a subies pendant la guerre ? Est-on bien certain qu'il y a actuellement

à la disposition de l'Etat le nombre d'instituteurs nécessaires pour assumer avec compétence la charge intellectuelle d'un enseignement primaire prolongé ? Avant de songer à accroître l'effectif des écoles, il faut avoir recruté et formé les maîtres qui enseigneront le programme des années supplémentaires. A tous ces points de vue la prolongation de l'obligation scolaire apparaît inopportune.

Elle risque, d'autre part, d'être une mesure inopérante.

La réforme sera inopérante.

Quel est, en effet, le mal auquel on prétend porter remède ? C'est la médiocrité intellectuelle trop générale des citoyens ; c'est l'ignorance encore trop répandue dans le pays. Mais que fera une année scolaire de plus à cet égard ? La situation n'a-t-elle pas deux causes essentielles : la non-fréquentation scolaire de certains enfants et l'inaptitude de certains à s'instruire ? Pour la première, les raisons, sans doute regrettables, mais tenaces, qui expliquent l'absence des enfants à l'école joueront tout aussi bien pour les années supplémentaires, qu'on veut imposer, que pour les années antérieures. Les parents attacheront tout autant, sinon plus de prix, à la collaboration de leurs fils lorsqu'ils auront un an de plus. Le sacrifice matériel que représenterait la privation de leurs services serait plus considérable encore, et la famille ne le consentira pas. Plus que l'obligation actuelle, l'obligation prolongée est condamnée à n'être pas observée. Que sert alors de faire des lois qu'on sait ne pas être en mesure de faire respecter ? L'Etat y compromet son prestige et, loin d'avoir fait œuvre utile, il risque de diminuer son autorité.

Elle ne porte pas remède aux vrais maux.

Les raisons sociales.

D'autant qu'il ne faut pas oublier de considérer que certains enfants sont incapables à s'instruire. Il y a des êtres dont les possibilités intellectuelles sont extrê-

Les raisons intellectuelles.

mement restreintes ; au delà de certaines notions, ils ne peuvent rien apprendre, si même ils ne sont pas rebelles à tout enseignement. Pour ceux-là, à quoi servira de les maintenir plusieurs années encore sur les bancs de l'école ? A leur égard, les efforts éducatifs demeureront stériles comme par le passé. Ils seront de pitoyables élèves alors que peut-être ils auraient été d'habiles et courageux apprentis. Ce sera pour eux et pour la nation une perte sèche : des dépenses inutiles, un appauvrissement économique, voilà ce que nous réserve la prolongation de l'obligation scolaire.

*La question du
certificat d'études.*

Enfin, il ne faut pas oublier que la question de la prolongation de la scolarité soulève avec elle la question du certificat d'études. On ne saurait, sans de risques graves, traiter l'une sans l'autre. L'importance du certificat d'études tient au fait qu'il est la sanction des études primaires. Il est un objectif essentiel pour les maîtres et pour les élèves ; il assure un parchemin à ceux-ci, il consacre la valeur pédagogique de ceux-là. Prolonger la scolarité sans reculer en même temps la date du certificat d'études, c'est se préparer de graves déceptions. Les élèves, à les supposer assidus, n'auront pas la perspective d'une épreuve venant sanctionner l'effort nouveau sollicité d'eux ; ils seront enclins à bien des négligences. De leur côté, les maîtres ne seront-ils pas, logiquement, fatalement portés à se consacrer plus particulièrement aux enfants candidats au certificat d'études ? Les élèves qui auront obtenu leur diplôme scolaire et qu'on astreindra encore à la fréquentation de la classe seront vite condamnés à être surtout les moniteurs des divisions inférieures ; ils y trouveront la satisfaction de leur orgueil d'ainés et ils seront d'utiles auxiliaires pour le maître dont la tâche aura été accrue. Ce n'est pas cela sans doute que souhaitent les par-

tisans de la prolongation de l'obligation scolaire ; c'est pourtant cela qu'ils préparent.

D'autre part, reculer le certificat d'études, c'est bouleverser totalement notre organisation scolaire actuelle. C'est la remise sur pied totale de tous les programmes en cours. C'est l'accroissement sans raison des connaissances jugées jusqu'à ce jour légalement nécessaires et suffisantes pour tout citoyen, et cela sans avoir porté remède à la seule crise grave : la non-instruction des enfants qui n'ont pas réussi à passer le certificat d'études. La prolongation de la scolarité doit donc être considérée comme une mesure inopérante.

*Il est à la base de
l'organisation de notre
enseignement
primaire.*

Tels sont, croyons-nous, les arguments les plus importants présentés par les adversaires de la réforme envisagée.

Nous nous proposons personnellement de prendre parti lorsque nous exposerons notre conclusion d'ensemble (1).

(1) Voir *infra*, p. 125.

CHAPITRE IV

L'obligation post-scolaire

Ce que sera l'obligation post-scolaire.

Comme son nom l'indique, l'obligation post-scolaire est une obligation qui ferait suite à l'obligation de la loi de 1882. Elle se différencierait de celle-ci en ce sens qu'elle n'absorberait pas toute la journée de l'enfant, ou plus exactement de l'adulte. Elle chercherait à se concilier avec les engagements que celui-ci, pour commencer à gagner sa vie, aurait contractés dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture. L'obligation post-scolaire aurait pour ambition de parachever la formation intellectuelle du jeune homme en lui rappelant certaines notions apprises à l'école primaire, en les complétant surtout par une instruction orientée dans un sens plus réaliste, plus près du rôle économique et politique que l'homme joue dans la cité. L'obligation post-scolaire s'offrirait comme une transition entre l'enseignement général et théorique de l'école et l'enseignement pratique de la vie (1).

Nous allons exposer successivement les arguments des partisans et des adversaires de l'obligation post-scolaire.

SECTION I. — ARGUMENTS DES PARTISANS

L'obligation post-scolaire sera utile, indispensable, réalisable : voilà ce qu'en disent ses partisans (2).

(1) Voir notamment : Projet Viviani, 13 mars 1917 (*J. off.*, 1917, Doc. parl., 3144); Proposition Ducos, 26 oct. 1921 (*J. off.*, 1921, Doc. parl., 3261); Projet Daladier, février 1926.

(2) Voir l'exposé des motifs des projets et propositions sus-visés : *Manuel général de l'instruction primaire*, 16 oct. 1920, 19 fév. 1921, 14 nov. 1925; *L'Ecole et la Vie*, 6 mars 1926.

Tout d'abord, elle sera utile. En effet, les connaissances apprises à l'école primaire ne tardent pas à quitter la mémoire. Les notions les mieux assimilées finissent par s'oublier. Au moment où, arrivé à la majorité, l'enfant a l'occasion de mettre en pratique son instruction primaire, il constate qu'une véritable ignorance a fait suite à son apparent savoir d'écuyer. Que dire, *a fortiori*, des enfants qui, jusqu'à 13 ans, n'ont suivi qu'irrégulièrement la classe ? Ils n'avaient même pas alors l'instruction élémentaire proclamée indispensable par la loi. Bien entendu, leur médiocre savoir n'a fait que s'amoindrir. Pour les uns et pour les autres, l'obligation post-scolaire sera bienfaisante. Elle réussira à entretenir les connaissances de ceux qui ont fréquenté l'école primaire, à combler les lacunes de ceux qui n'y sont point venus assidûment (1).

N'est-on pas obligé, d'ailleurs, de constater que notre régime scolaire est basé sur une inconséquence ? L'enseignement cesse précisément à l'âge où le cerveau est le plus apte à comprendre et à retenir. De 8 à 13 ans, l'enfant épuise, en réalité, son effort dans l'étude des moyens d'apprendre : la lecture, le calcul, l'écriture, voilà ce qu'on lui enseigne. Mais ce ne sont là que les instruments de la connaissance. C'est quand ces moyens sont en sa possession, c'est-à-dire lorsqu'il est apte à être instruit et éduqué, qu'on abandonne l'enfant sans maître intellectuel et qu'on renonce à sa formation. C'est un paradoxe qui doit prendre fin.

D'autant que la nécessité de l'instruction se révèle chaque jour plus pressante. Toutes les raisons qui ont milité en faveur de la loi de 1882 demeurent valables. Bien mieux elles deviennent plus impérieuses lorsqu'on constate le sens que paraît prendre

L'obligation post-scolaire sera utile.

Elle entretiendra les connaissances acquises.

Elle développera les notions primaires.

Elle est commandée par l'évolution économique.

(1) Voir : *La Grande Ecole; Revue de l'Enseignement post-scolaire; Ligue de l'Instruction post-scolaire obligatoire* (1919-1925).

l'évolution économique. Le développement du machinisme réduit l'ouvrier à une tâche de plus en plus mécanique et automatique. L'atelier laisse de moins en moins de place à son initiative ou à son esprit d'invention. Il faut compenser cela. Si, en dehors de ses heures de travail manuel, le peuple ne continue pas à recevoir régulièrement une formation intellectuelle, n'est-il pas voué à un destin médiocre ? Cela s'aggrave du fait qu'une telle situation se précise au moment où, de son côté, l'évolution politique semble donner plus d'autorité aux masses ouvrières, maintenant organisées et disciplinées. Le péril serait grand si on n'y portait remède en développant l'instruction du peuple, c'est-à-dire en multipliant les centres d'éducation et en prolongeant les années d'enseignement. L'obligation post-scolaire répondra à ces besoins. Sans doute, le programme pédagogique auquel elle devra correspondre peut fournir matière à d'importantes divergences. Mais l'accord devrait se faire, sans contestation, sur le principe même de cette obligation post-scolaire dont l'utilité paraît manifeste.

L'obligation post-scolaire est indispensable.

Les cours d'adultes décroissent.

L'obligation post-scolaire est même indispensable (1). Sans elle, l'enseignement des adultes est assuré de façon désordonnée et, pour tout dire, insuffisante. L'Etat a bien encouragé, dans l'enseignement public, l'organisation des cours d'adultes ; mais, après un succès prometteur, leur décadence est allée s'affirmant. On en comptait près de 55.000 vers 1913, il n'y en avait plus que 29.000 dix ans après. Avant la guerre, plus de 80.000 instituteurs s'y intéressaient ; en 1923, il n'y en avait plus que 37.000. Ces chiffres sont éloquentes et sont la condamnation du régime de liberté en cette

(1) Voir, Maurice Roger : Rapport sur les œuvres complémentaires de l'école publique. (*J. off.*, 28 oct. 1927.)

matière (1). Ne doit-on pas comprendre, d'ailleurs, que, dans l'organisation actuelle, l'enseignement des adultes est donné en dehors, c'est-à-dire en plus des heures normales de travail des maîtres et des élèves. C'est un effort supplémentaires qui finit par lasser les meilleures volontés. Au contraire, lorsque l'obligation post-scolaire sera régulièrement organisée, elle pourra être incorporée dans l'emploi du temps de la journée. Les raisons actuelles de l'échec des cours d'adultes disparaîtront donc avec l'obligation.

Ce n'est pas cela seul qui nous prouve que la réforme est indispensable. Il faut voir aussi la situation telle qu'elle existe là même où la liberté a réussi à engendrer des œuvres post-scolaires. Ce n'est plus l'inexistence de l'effort que l'on constate, c'est le manque d'harmonie et de cohérence, du fait que les cours nés de l'initiative privée s'ignorent les uns les autres. Il n'est pas rare, à Paris par exemple, de voir que les associations polytechniques ou des instituts d'enseignement, organisent le même jour, dans le même quartier, des cours de même nature. C'est un gaspillage regrettable. Sans doute, ne faut-il pas décourager l'initiative privée dans ses ambitions, mais il semble nécessaire de la diriger, de la coordonner. Cela est commandé par l'intérêt général. L'obligation post-scolaire pourvoira à cette nécessité (2).

Les efforts pour l'enseignement des adultes sont sans coordination, sans harmonie.

Le principe de l'obligation post-scolaire est indispensable à un autre point de vue. Actuellement, au gré des propositions ou des projets parlementaires, des lois spéciales tendent à créer l'enseignement post-scolaire agricole, technique, d'éducation physique, etc... Mais on ne paraît pas se rendre compte qu'aucune vue d'ensemble ne préside à cette organisation. Cette vue

L'œuvre législative, même, est discordante.

(1) A.-J. Souvet : *La Crise de l'Œuvre post-scolaire française*. (Chez Juven.)

(2) G. Persigout : *L'Éducation de l'adolescent*. (Costes, Paris, 1916.)

d'ensemble est cependant bien souhaitable pour éviter les doubles emplois, les contradictions, les lacunes. L'enseignement des adultes n'est pas nécessaire seulement pour une classe de la société ; il l'est pour toutes. Le problème doit donc être abordé dans toute son ampleur et il doit avoir à sa base le principe de l'obligation post-scolaire (1).

Exemples étrangers.

Notre pays ne fera, en cela, que suivre l'exemple qu'il lui ont déjà donné de nombreux pays étrangers : l'Allemagne surtout a attaché une importance particulière à l'obligation post-scolaire, qui est stipulée dans l'article 145 de la Constitution de Weimar. L'organisation de la *Fortbildungsschule*, qui retient l'enfant jusqu'à 18 ans, donne des résultats qui apparaissent satisfaisants et que nous devons souhaiter pour la France. L'Angleterre aussi, par la loi Fisher du 8 août 1918, n'a pas reculé devant le principe de l'obligation post-scolaire ; cela est significatif, même si l'application n'a pas été aussi effective que l'espéraient les promoteurs de la réforme. La Tchécoslovaquie et la Suisse ont, aussi, organisé des écoles rurales du 2^e degré dont la fréquentation est obligatoire. Le mouvement, on le voit, est d'importance. C'est qu'il est commandé par des idées dont la portée ne devrait pas nous échapper. Pour toutes ces raisons, l'obligation post-scolaire est indispensable.

L'obligation post-scolaire est réalisable.

Elle est, d'ailleurs, parfaitement réalisable. La loi de huit heures laisse à l'ouvrier industriel des moments libres dans la journée. Le problème est sans doute plus complexe dans les régions agricoles ; il n'est pas insurmontable. Le travail de la terre ne réclame pas la même activité selon les saisons. Il est possible de faire cadrer l'enseignement post-scolaire avec les nécessités de la production. Les difficultés des communications ne

(1) Voir Conférences du Musée Pédagogique, 1920.

sauraient être non plus invoquées; ce qui est possible pour des enfants de 8 à 13 ans l'est plus encore pour des adolescents de 13 à 18 ans. Au surplus, les facilités de transports sont chaque jour plus grandes; pour les maîtres et les élèves, il sera toujours possible de se réunir en un lieu et à une heure qui satisferont le plus grand nombre. Qu'on ne parle pas non plus de difficultés pédagogiques. Sans doute, l'organisation de l'obligation post-scolaire fera-t-elle appel au concours de l'instituteur. Mais elle ne lui en laissera pas toute la charge. Des concours privés pourront être utilisés. Les syndicats corporatifs, les associations agricoles comptent parmi eux des bonnes volontés qui ne demanderont qu'à offrir leur collaboration. Elle sera d'autant plus nécessaire que l'enseignement de l'adulte ne doit pas être purement théorique; il doit être aussi orienté vers des applications pratiques. Il ne saurait donc être organisé sans l'appui de techniciens, de spécialistes, de professionnels. Cet appui ne fera pas défaut. Nous bénéficions aussi maintenant des moyens de vulgarisation, tels que le cinéma ou la T.S.F., qui sont susceptibles de rendre de grands services dans le domaine pédagogique. Ils auront plus de portée encore pour l'enseignement des adultes. Pour toutes ces raisons l'obligation post-scolaire apparaît maintenant réalisable.

La loi de huit heures.

Les concours pédagogiques.

Les procédés de vulgarisation.

SECTION II. — ARGUMENTS DES ADVERSAIRES

L'obligation post-scolaire est inutile, tyrannique, impossible : voilà ce que répondent ses adversaires (1).

Elle est inutile, parce que l'obligation scolaire de 8 à 13 ans suffit à répandre les notions élémentaires indispensables à tout citoyen. Au delà de ce minimum, il faut laisser chacun poursuivre son instruction

L'obligation post-scolaire est inutile.

(1) Voir collection du *Temps*, articles : « L'étatisme scolaire ».

*Son action sera
vaine ou superflue.*

au gré de ses désirs et aussi de ses possibilités. Sans doute, certaines connaissances enseignées aux enfants sont-elles appelées à disparaître de leur mémoire. Mais il en sera de même des notions qui seront acquises à la « post-école ». En décidera-t-on pour cela la fréquentation indéfinie des établissements scolaires ? Ce qui est heureux à constater, c'est que lorsque l'enfant sait lire, écrire et compter, il le sait le plus souvent de façon définitive ; et c'est ce qui importe. Pourquoi chercher à rendre obligatoire une culture plus vaste ? Pour le plus grand nombre des citoyens elle sera superflue. En tous cas, elle ne sera pas inaccessible à ceux qui la souhaiteront. Les livres et les manuels sont maintenant répandus et d'un prix abordable ; les procédés de vulgarisation ont été généralisés ; tout homme a à sa disposition la documentation qu'il peut rechercher. Là où le besoin s'en est manifesté des cours d'adultes ont été créés et continuent à fonctionner. Ils ont succombé là où ils ne correspondaient à aucune nécessité. C'est le meilleur critérium. Il ne faut pas, d'ailleurs, s'illusionner sur le prix qu'il convient d'attacher à l'instruction théorique. La meilleure formation humaine est acquise par l'expérience et les épreuves de la vie. C'est une erreur que de rechercher la solution de toutes les questions sociales dans une généralisation des connaissances livresques. Il faut mettre, dès que possible, l'enfant en présence des réalités : il faut développer en lui le goût de l'initiative et de la responsabilité personnelle. Il faut souhaiter la formation de son caractère autant que la culture de son esprit. L'école a sa raison d'être, mais son domaine ne doit pas être élargi outre mesure.

*L'obligation post-
scolaire sera tyran-
nique.*

L'obligation scolaire aussi pourrait être assouplie tyrannique ? Ce qu'il importe avant tout à chacun, c'est de gagner sa vie, c'est de s'assurer par son travail l'exis-

tence matérielle qui lui est indispensable. Les heures que l'école post-scolaire réclamera seront distraites sur celles que le jeune homme consacre à l'atelier ou à l'usine. Elles diminueront d'autant son salaire. Ce sera une perte pour l'ouvrier et le plus souvent une perte grave : de 13 à 18 ans, l'apprenti peut commencer à s'assurer une rémunération importante; il rend dans l'industrie ou l'agriculture des services auxquels on tient et que l'on paie leur prix. Le sacrifice que l'obligation post-scolaire imposera sera réel et aura sa répercussion dans le budget familial où le salaire du fils est un précieux appoint. Et l'on aperçoit mal la compensation qui lui sera offerte. Au contraire, ce qui sera certain, c'est l'emprise de plus en plus grande de l'Etat sur l'individu, qui résultera de la réforme envisagée. Nous allons vers une réglementation de plus en plus rigoureuse de l'indépendance de chacun. On nous prépare une limitation de plus en plus stricte imposée à notre activité et à nos aspirations. Cela est manifestement tyrannique. L'Etat devrait comprendre qu'il y a des bornes à son ingérence. Surtout dans le domaine de la culture individuelle, il ne doit agir qu'avec prudence et réserve. Il doit encourager, stimuler, plutôt qu'imposer. L'obligation post-scolaire, qui va à l'encontre de ces principes, doit être rejetée.

Elle est d'ailleurs irréalisable. L'obligation scolaire limitée de 8 à 13 ans est déjà difficilement respectée. On se lamente sur le fait que la fréquentation des écoles est irrégulière et insuffisante et que les sanctions de la loi de 1882 sont inopérantes. Comment peut-on songer à créer avec succès une obligation nouvelle de même ordre, et s'appliquant non plus à des enfants mais à des jeunes gens employés dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture? Ne comprend-on pas que les difficultés d'application seront encore plus grandes

L'obligation post-scolaire est irréalisable.

*Au point de vue
matériel.*

que pour l'obligation actuelle ? Au retour de l'usine, l'ouvrier aura quelques excuses s'il ne se décide pas à prendre le chemin de l'école. L'agriculteur sera quelquefois occupé loin du centre de la commune lorsqu'il lui faudra se rendre à l'école post-scolaire ? On prétend que dans bien des cas les cours nouveaux pourront et devront être envisagés à l'atelier même et que les heures en seront incorporées à la journée normale de travail. C'est renverser le problème et non point le résoudre, car c'est le maître, dont l'école est parfois distante du centre industriel ou agricole, qui conciliera difficilement ses obligations actuelles et ses obligations nouvelles. Aura-t-il d'ailleurs la compétence voulue si on oriente l'enseignement post-scolaire dans un sens plus technique ? Il faudra alors faire appel à des concours et à des collaborations nouvelles. Est-on sûr de pouvoir les grouper ? Et si l'enseignement post-scolaire n'est qu'une réédition de ce que le jeune homme apprend effectivement dans l'exercice de son métier, son utilité en sera plus contestable et son succès plus incertain. D'ailleurs il ne faut pas croire que tous les cerveaux soient aptes à recevoir une instruction de plus en plus approfondie. La plupart se rebuteront en présence des difficultés que présentera pour eux l'enseignement nouveau, si on lui donne une tournure scientifique. De toute part les objections se multiplient et l'obligation post-scolaire apparaît irréalisable. Elle se traduira par des dépenses importantes, par un désordre économique et cela pour un profit incertain ou illusoire.

*Au point de vue
pédagogique.*

C'est au nom de toutes ces raisons que les adversaires de l'obligation post-scolaire la rejettent. Nous prendrons personnellement position au cours de notre conclusion.

CHAPITRE V

L'Ecole Unique

Un projet important de réforme de notre organisation scolaire est connu sous le nom d'Ecole unique. En réalité, il ne semble pas de nature à affecter directement le principe de l'obligation scolaire et de ce fait l'étude de cette réforme s'écarterait de notre sujet.

*L'Ecole unique
et l'obligation scolaire.*

Il nous apparaît, cependant, que l'Ecole unique serait susceptible de donner une tonalité nouvelle aux droits que l'Etat possède sur la formation intellectuelle des citoyens. Ce serait, dans l'organisation de notre enseignement, une réglementation plus attentive, un régime plus soucieux de l'idée d'égalité, dont est cependant déjà empreinte la notion d'obligation.

*La diversité des
réformes envisagées.*

Ce sont des raisons suffisantes pour nous inciter, dans notre travail, à nous arrêter un moment à l'examen de cette réforme.

* *

Derrière ces mots d'Ecole unique se découvrent chez ceux qui les prononcent, des pensées un peu diverses, sinon divergentes, et des programmes parfois confus. La formule est plus simple que ne l'est son contenu. Elle ne correspond pas pour tous les esprits aux mêmes revendications. Elle ne s'impose pas à tous avec les mêmes limites, ni les mêmes caractères. Il

y aurait peut-être une étude à faire des nuances et variations que comporte l'Ecole unique pour ceux qui la préconisent (1). Mais nous demeurerons ici plus soucieux de clarté que de détails. Nous nous bornerons donc à dégager les principes généraux qui sont à la base de cette réforme. Nous présenterons ensuite les arguments de ses partisans puis ceux de ses adversaires (2).

SECTION I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA RÉFORME.

Trois idées fondamentales.

Trois idées fondamentales nous paraissent dominer la réorganisation de notre enseignement sur le plan de l'Ecole unique :

1° Tous les enfants de sept à quatorze ans recevront un enseignement primaire identique;

2° L'enseignement primaire deviendra effectivement le premier stade d'une organisation scolaire cohérente et harmonieuse;

3° Le passage d'un élève de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire se fera essentiellement par voie de sélection.

(1) La plupart des revues d'enseignement se sont occupées de la question. Consulter notamment :

Revue de l'Enseignement primaire, 8, 22 juillet 1928, 30 décembre 1928, 20 mars 1929.

Bulletin de l'Enseignement professionnel, janvier, février, mars 1926, janvier 1928.

Bulletin du Syndicat national des Instituteurs de France, juin 1928, mars 1929, avril 1929.

Bulletin international de l'Enseignement, mars 1924, novembre 1927, juin 1929, mars 1930, juin 1930.

L'Education, mai 1925, novembre 1926, juin 1929.

Journal des Instituteurs et Institutrices, 30 mai 1925, 30 janvier 1926, 13 février 1926, 17 novembre 1928, 4 janvier 1930, 19 avril 1930.

Manuel général de l'Enseignement primaire, collections 1924, 1925, 1926, 1927; puis, 21 avril 1928, 20 octobre 1928, 26 janvier 1929, 13 avril 1929, 15 juin 1929, 29 mars 1930, 6 avril 1930, 31 mai 1930.

Revue Universitaire, novembre 1924, janvier 1925, novembre 1925, avril 1926, mai 1926, juin 1926, juin 1927, mai 1930.

Revue Politique et Parlementaire, 10 janvier 1926, 10 novembre 1927.

(2) Voir Henri Berthélemy : *Revue de Paris*, 1925, p. 253; *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1925; Henri Bernis : *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1925. Voir aussi le *Correspondant*, novembre 1928.

Première idée. — Tous les enfants d'âge scolaire recevront un enseignement primaire identique.

Actuellement, tous les enfants d'âge scolaire ne reçoivent pas l'enseignement primaire de façon identique. Nous ne parlons même pas de ceux qui ont opté pour l'éducation dans la famille ou de ceux qui fréquentent les établissements privés; nous ne songeons qu'à ceux qui travaillent dans les établissements scolaires de l'Etat. En effet, en dehors des écoles primaires proprement dites, il existe des classes primaires élémentaires dans les lycées ou collèges et qui reçoivent les enfants de sept à quatorze ans. Or, le programme de ces classes relève de l'enseignement secondaire; leurs maîtres dépendent aussi de cette autorité. Ainsi ces études apparaissent, bien moins comme la préparation au certificat d'études primaires, auquel elles ne présentent guère leurs élèves, que comme une initiation aux véritables études secondaires.

La situation actuelle.

L'Ecole unique a pour ambition de mettre fin à cette situation. Tous les enfants d'âge scolaire devront désormais recevoir un véritable enseignement primaire. Ce seront des maîtres issus d'une même formation qui enseigneront dans les classes élémentaires des lycées et des collèges et dans les écoles primaires. Ce sera aussi l'unification des programmes et des méthodes. Ce sera surtout et par-dessus tout, au vœu de certains, l'unification des locaux. L'Ecole unique, ce n'est pas seulement le même enseignement pour les enfants de famille fortunée, c'est aussi le fait que désormais les uns et les autres seront assis sur les mêmes bancs, pour recevoir des mêmes maîtres la même instruction.

Le souci d'égalité et d'uniformité de l'Ecole unique.

L'obligation sera-t-elle si rigoureuse qu'elle portera le monopole? Non pas. Les parents demeurent

L'Ecole unique n'implique pas le monopole.

reront libres, comme par le passé, de donner à leurs enfants l'enseignement obligatoire dans la famille même ou de s'adresser à des écoles ou des cours privés; la liberté scolaire demeurera entière. Mais l'Etat, organisateur du service public de l'enseignement, n'acceptera plus de prendre la responsabilité d'organiser deux enseignements primaires distincts selon le milieu social de l'enfant qui le reçoit. L'enseignement primaire, légalement obligatoire, sera désormais unique et uniforme pour tous les enfants d'âge scolaire.

Deuxième idée. — L'enseignement primaire deviendra effectivement le premier stade d'une organisation scolaire, cohérente et harmonieuse.

La situation actuelle.

Notre organisation scolaire peut-elle actuellement prétendre être logiquement établie? Certains en doutent. Comme nous l'indiquons plus haut, l'enseignement des classes élémentaires des lycées et collèges tend bien plus à ébaucher chez l'enfant le programme secondaire qu'à lui inculquer les connaissances qui sont l'objet de l'enseignement primaire. Ainsi, les matières légalement obligatoires ne sont pas données dans cet esprit à tous les enfants. L'enseignement secondaire impose, dès le plus jeune âge, sa discipline et ses méthodes aux élèves qui fréquentent ses classes élémentaires. Par cela même, il se fait en même temps moins accessible pour les enfants issus de l'enseignement primaire proprement dit, et qui veulent aborder un cycle plus élevé d'études, sous la pression d'une légitime ambition et d'aptitudes particulières.

L'Ecole unique est à la base d'une organisation cohérente de notre enseignement.

L'Ecole unique a pour souci de mettre un terme à cet état de choses. Les différents ordres d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur) deviendront effectivement hiérarchisés et distincts; le secondaire ne

chevauchera plus sur le primaire, pas plus que le supérieur ne devra empiéter sur le secondaire. L'enseignement primaire formera un tout, qui s'imposera à tous; il aura une vie propre et sans doute enrichie; mais il ne sera que la base d'un édifice plus vaste. Au-dessus de lui, mais seulement après lui, commencera l'enseignement secondaire; l'un conduira logiquement à l'autre et ils ne devront plus avoir la prétention d'être indépendants, ni commettre l'erreur de s'ignorer. La même liaison sera établie entre le primaire et le secondaire, qu'entre le secondaire et le supérieur. L'organisation scolaire sera enfin une construction harmonieuse, travaillant à la formation et au rapprochement des esprits. La voie qui conduira à l'enseignement secondaire sera unique, comme l'école primaire d'où elle sortira.

Troisième idée. — Le passage d'un élève de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire, se fera essentiellement par voie de sélection.

La logique qui désormais présidera à l'organisation de notre enseignement public comportera une rigueur: l'enseignement secondaire devenant un plan distinct et supérieur de la culture, ceux-là seuls qui s'en montreront dignes pourront y accéder. On ne pourra plus destiner les enfants aux études secondaires en dehors d'une appréciation de leurs aptitudes. C'est lorsqu'ils auront parcouru le cycle primaire des études qu'on se prononcera sur leur droit à recevoir un enseignement plus élevé. Une sélection s'imposera donc entre eux. L'Etat l'organisera, en prenant comme critérium: 1° la valeur du travail passé, contrôlé par un livret scolaire; 2° la valeur des connaissances retenues, appréciées par un examen; 3° la valeur de l'aptitude à s'instruire, affirmée par des procédés pédagogiques

*L'Ecole unique
et le principe de sélection.*

L'examen du passage.

et scientifiques. Toute autre considération devra être exclue pour accueillir un enfant sur les bancs du lycée ou du collège. Ainsi se trouveront écartés de l'enseignement secondaire les paresseux et les inaptes.

Les situations exceptionnelles.

Sans doute les enfants dont les qualités se révéleront tardivement devront avoir la possibilité d'accéder aux études plus élevées. Ce sera là affaire de souplesse et de discrimination dans le contrôle que l'Etat exercera. Mais l'idée essentielle demeurera la même : le mérite et la valeur seront désormais les seuls critères du passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire.

SECTION II. — ARGUMENTS DES PARTISANS.

L'Ecole unique substituera l'égalité à l'inégalité.

Le mérite essentiel de l'Ecole unique sera de substituer, à l'inégalité actuelle des enfants devant l'instruction, une véritable égalité (1).

La situation actuelle.

En ce moment, du fait de notre organisation scolaire en vigueur, les études ne sont pas distribuées entre tous avec une parfaite justice. Les enfants de ramille aisée ne fréquentent jamais l'école primaire, surtout dans les grandes villes. Ils sont dès le plus jeune âge envoyés au lycée et abordent immédiatement le cycle des études secondaires. Ils se trouvent de ce fait notoirement avantagés sur les bons élèves de primaire qui, après leur certificat d'études brillamment acquis, veulent préparer le baccalauréat. Si encore tous les lycéens étaient aptes à se consacrer à ces sortes d'études, mais il n'en est pas ainsi, puisqu'il suffit de pouvoir payer le prix du collège pour y avoir sa place. Les classes du secondaire sont alors souvent encombrées d'élèves médiocres, manifestement inaptes à s'instruire et à passer les examens

(1) Voir A. Berthod : « Pourquoi et comment unifier l'enseignement ? » (*Rev. Univ.*, avril 1926) ; *Les Compagnons* (L'Université Nouvelle, Cahiers de Probus, chez Fischbacher) ; Louis Lamoureux : *L'Ecole unique* (Collin, 1926).

auxquels on les destine; c'est la fortune de leurs parents qui leur a ouvert un pareil droit.

L'Ecole unique substituera à ce manque d'équité, une réglementation inspirée par une justice plus exigeante. En imposant à tous la même instruction primaire, sans prédestination au secondaire, elle tempérera les inégalités sociales. Elle mettra tous les enfants sur le même plan, à l'origine du moins. Elle permettra de choisir les plus dignes d'aborder un cycle plus élevé d'études. Elle donnera une éducation commune qui n'accentuera pas dès le plus jeune âge les différences de milieu. Ne faut-il pas permettre à chaque individu de prendre la place dont il est digne? Les circonstances, et les audaces aussi, se chargeront bien assez tôt de mettre de l'injustice et de la confusion dans une vie collective où la lutte ne manque pas d'âpreté.

*Les améliorations
apportées à l'Ecole
unique.*

La société trouvera d'ailleurs son intérêt dans cette réorganisation. Ce dont elle a besoin, c'est que chacun de ses membres ait la possibilité de donner plein épanouissement à ses facultés. Or, on est souvent agréablement surpris par l'intelligence que révèlent les enfants du peuple. Beaucoup d'entre eux apparaissent dignes d'une culture plus complète que celle qu'ils ont reçue. Si elle leur avait été donnée, leur destinée eût peut-être été heureusement modifiée. On aurait peut-être vu s'affirmer un excellent chef d'industrie, là où la société s'est bornée à recruter un manoeuvre. Un artiste éclatant se serait peut-être imposé, là où la société s'est condamnée à ne reconnaître qu'un artisan. Il ne faut pas hésiter à le proclamer : l'élite est susceptible d'être accrue, et aussi stimulée, si on veut accepter sans parti-pris de la recruter dans tous les rangs humains. C'est l'Ecole unique qui nous assurera cet enrichissement.

*L'intérêt de la so-
ciété.*

*L'Ecole unique
et la lutte des clas-
ses.*

*L'enseigne m e n t
de la guerre.*

L'Ecole unique apportera aussi un autre bienfait : elle atténuera la lutte et le mépris réciproque qui existent encore trop entre les différentes classes de la société. Si des hostilités subsistent entre les hommes, c'est parce que ces hommes n'ont pas l'occasion de se connaître et de s'apprécier. La guerre de défense nationale, qui a imposé des voisinages inattendus, a engendré des amitiés inespérées. L'ouvrier et l'industriel, le paysan et l'artiste, l'intellectuel et le commerçant, égaux devant le même devoir et le même péril, ont compris qu'ils avaient été victimes de parti-pris aveugles, en ne s'accordant pas auparavant plus d'estime réciproque. Il ne faut pas que cette solidarité et cette communion ne soient le fait que des heures tragiques. La paix est digne de rapprocher les hommes. L'Ecole doit travailler à cette œuvre ; l'Ecole unique l'assurera. Le voisinage, sur les bancs de la classe, de l'enfant du riche et de l'enfant du pauvre leur permettra de s'apprécier mutuellement et de faire abstraction, peu à peu, des préjugés innés. Le travail en commun, sous la direction des mêmes maîtres, laissera dans leur mémoire le souvenir des camaraderies spontanées et aussi de l'émulation des luttes scolaires livrées côte à côte. Cet effet bienfaisant ne se prolongera peut-être pas d'abord bien longtemps : le milieu, les habitudes héréditaires, les tendances habituelles pourront contrecarrer cette influence. Mais chaque génération affermira peu à peu sa conquête ; et, avec le temps, l'Ecole unique aura effectivement travaillé à la fusion de classes et à la paix sociale.

*L'Ecole unique
et les concurrences
pédagogiques.*

Ce sera aussi une amélioration sérieuse dans le cadre même de l'Université publique. Actuellement, les divers ordres d'enseignement chevauchent ou coexistent, tout en s'ignorant, sinon en se vouant une hostilité secrète. L'enseignement primaire a la préten-

tion de comporter un programme pédagogique complet et définitif. Les maîtres, pourvus du brevet supérieur, peuvent penser avoir amassé l'ensemble des connaissances humaines et avoir atteint au sommet de la formation intellectuelle. Le sens critique, l'esprit d'analyse, le scepticisme que font naître et développent les études supérieures, les désorientent un peu et cela se conçoit. Ne sont-ils pas d'ailleurs payés de retour ? Les professeurs de lycée n'acceptent pas toujours de voisiner avec de simples instituteurs. Ainsi des hommes voués à la même tâche, à des échelons différents, ne collaborent pas pleinement, et cela, le plus souvent, au détriment de l'enfant. Tel instituteur gardera jalousement l'élève d'élite, qu'une conscience plus indépendante et plus élevée lui aurait commandé de diriger plus tôt sur le lycée. Tel professeur de collège accueillera avec quelque ironie l'enfant qu'un maître primaire averti aura judicieusement dirigé vers lui. C'est trop souvent une concurrence mesquine, une médiocre rivalité, que n'animent pas les meilleures pensées. Le mal est dû à une organisation scolaire chaotique, sans plan d'ensemble, favorable aussi à de doubles emplois, à des gaspillages auxquels l'Etat se doit de mettre fin.

La situation actuelle.

L'Ecole unique c'est, avons-nous dit, l'établissement d'une hiérarchie cohérente entre les divers ordres d'enseignement, qui comprendront désormais leur solidarité : le secondaire ne recevra plus d'élèves que du primaire, le primaire saura qu'il prépare au secondaire. Le recrutement des instituteurs, aussi, sera conçu sur des bases nouvelles, donnant à tous les maîtres de l'Université un même esprit et une communion de pensées. Ainsi s'apaiseront les hostilités et les rivalités que nous regrettons. Ainsi, sera établie une organisation scolaire qui groupera sur des plans

L'Ecole unique apaisera les hostilités et les rivalités.

déterminés et à une place propre, mais unique, l'enseignement des différentes disciplines. L'Université deviendra un édifice clair, équilibré, où tous les enseignements seront enfin assurés avec ordre, méthode et économie.

*L'Ecole unique
n'implique pas le
monopole.*

L'effort d'unification que comporte cette réforme ne sera-t-il pas si grand, qu'il entraînera fatalement le monopole? Si la logique du système est poussée jusqu'à l'extrême ne sera-ce pas la fermeture obligatoire de toutes ces écoles privées qui fonctionnent parallèlement aux écoles publiques?

La plupart des partisans de l'Ecole unique s'en défendent. L'idée de justice et de progrès social qui est à la base de leur revendication, peut et doit se concilier, disent-ils, avec l'idée de liberté qui s'oppose au monopole de l'enseignement. Les parents conserveront la possibilité d'envoyer leurs enfants à toute école régulièrement ouverte, ou même de les garder dans la famille, sous réserve de leur faire donner effectivement l'instruction obligatoire et de se soumettre au contrôle légal. Mais l'Etat, dans la mesure où les citoyens font appel à lui pour le service de l'enseignement, remplira sa tâche avec le souci de faire une œuvre juste et salutaire. Il ne sera pas dit que les pouvoirs publics, responsables aux yeux de la collectivité, n'auront pas accueilli tous les enfants de la cité avec les mêmes égards et en leur conférant les mêmes droits. Il ne choisira entre eux que petit à petit, en fonction de leur valeur et de leurs aspirations légitimes. Il faudrait vraiment que le péril social fût grand, il faudrait qu'une œuvre de parti néfaste ou menaçante fût accomplie ou intensifiée sous le couvert de la liberté scolaire, pour que l'Etat ait recours au monopole. En tous cas, c'est là un problème essentiellement distinct, qui met en jeu un ensemble

*Le monopole est
un problème voisin
mais non semblable.*

d'idées et de problèmes absolument indépendants de la conception de l'Ecole unique.

Ainsi s'achève le faisceau d'arguments, succinctement énoncés, que l'on groupe généralement en faveur de l'Ecole unique. OEuvre de justice, œuvre d'intérêt social, œuvre de clarté et d'harmonie, l'Ecole unique demeurera une œuvre libérale. Elle s'offre comme une espérance, jaillie des épreuves de la guerre. Elle a d'ailleurs été déjà comprise et acceptée par bien des Etats (1), à l'heure de l'élaboration de leur constitution nouvelle. Notre pays, dit-on, se doit à son tour de la réaliser.

SECTION III. — ARGUMENTS DES ADVERSAIRES.

Que répondent les adversaires de l'Ecole unique (2) ?

Ils lui reprochent d'abord d'être une réforme inutile pour satisfaire notre désir commun de justice sociale. Ne faut-il pas, en effet, reconnaître qu'actuellement chacun peut, dans la société moderne, s'instruire selon ses aptitudes et que ce n'est pas la loi qui met un obstacle au progrès intellectuel des individus ? L'école primaire est obligatoire, mais elle est gratuite. Après elle, les élèves les mieux doués, sortis de cet enseignement, peuvent entrer au lycée gratuitement : les bourses sont largement distribuées et si leur nombre est estimé insuffisant, par certains, il peut être facilement accru, sans que soit mis en cause le principe même de notre organisation scolaire actuelle. La vérité n'est-elle pas que les sujets intelligents, aptes à s'instruire, peuvent prétendre aux plus hautes destinées et y parvenir ? Le monde des lettres, des sciences, de l'armée, de la politique, compte des hommes

*L'Ecole unique
est inutile.*

*L'égalité n'est pas
actuellement com-
promise.*

(1) Voir notamment : Constitution de Weimar, art. 143.

(2) Voir collection du *Temps*, notamment 5 février, 15 mai, 9 octobre et 17 décembre 1925; 25 mai, 15 juin et 12 décembre 1926.

illustres que n'a pas arrêté dans leur ascension la modestie de leurs origines. Qu'on ne parle donc pas d'injustice ou d'inégalité. La fortune permet sans doute à certains de payer le prix des études; elle ne garantit pas l'obtention des diplômes. Ceux-ci sont réservés à ceux qui les méritent et la lutte est ouverte à tous. Si l'on ne veut plus que les parents aisés fassent au bénéfice de leurs enfants, les dépenses scolaires qu'ils désirent, ce n'est pas l'organisation de l'Université que l'on condamne, c'est l'idée même de propriété individuelle que l'on n'admet plus. Alors il faut le dire franchement et avouer que l'Ecole unique n'est qu'un des éléments d'une réforme sociale plus générale et au surplus très audacieuse.

*L'Ecole unique
conduira à l'arbitraire.*

L'Ecole unique ne conduira-t-elle pas aussi à un arbitraire plus regrettable que toutes les erreurs qui peuvent actuellement exister? L'enseignement secondaire ne sera plus ouvert que par voie de sélection, dit-on? Mais peut-on sérieusement prétendre être en mesure de faire parmi des enfants de douze à quatorze ans, une discrimination judicieuse et définitive entre ceux qui sont dignes d'une culture générale approfondie et ceux qu'il faut écarter des compétitions scolaires? L'examen, le livret scolaire, les « tests », c'est à cela que l'on veut s'en remettre? C'est accorder une foi trompeuse à un examen qui ne pourra être que succinct et élémentaire et qui cependant comportera tous les aléas inhérents à ce genre d'épreuves. C'est donner un crédit inacceptable à un document tel que le livret scolaire; si honnêtement qu'il soit établi, il ne fournira qu'une image déformée et imprécise des efforts et des aptitudes de l'enfant. C'est s'en remettre, d'une façon aveugle pour le jeu des tests, à des pédagogues spécialistes qui ne pourront en conscience qu'aboutir à des conclusions incertaines.

En vérité, les principes qu'on veut instituer sont pleins de périls. Ils ne tiennent pas compte de ce fait essentiel, que le développement intellectuel des enfants varie à l'infini. Tel élève, brillant dans les classes enfantines, se refuse brusquement à un effort plus important, qu'on sollicite de lui. Tel autre, au contraire, qui paraissait mal doué pour le travail intellectuel, se révèle plus tard plein de possibilités et de précieuses qualités. C'est le mystère de l'évolution individuelle qui se prolonge si tard, qu'il apparaît puéril de songer à le dissiper au seuil même de l'adolescence.

Et à l'injustice.

Et dans tout cela, que fait-on de la liberté des parents et quel compte tient-on des réalités? Un enfant pauvre, mais bien doué, sera maintenant contraint de poursuivre ses études? Une famille modeste ne pourra-t-elle plus revendiquer le droit de faire apprendre un métier à son fils, si elle en a le besoin immédiat? Le prix des études, c'est quelque chose sans doute et la gratuité serait un allègement. Mais, ce n'est pas tout! Et l'entretien? Et le gain manqué? Et l'aide matérielle? Qui compensera tout cela? Le peuple a trop de bon sens pour ne pas savoir que ce serait lui faire un mauvais cadeau, que d'assurer à ses enfants des études sans rapport avec leur milieu social, d'autant que les diplômes ne sont pas les seules garanties de succès dans la vie. Les familles doivent avoir le droit d'agir à leur guise. Chacune doit se décider en toute liberté : celle-là mettra toutes ses espérances dans les succès scolaires de son enfant, celle-ci comptera plus sur une formation née des épreuves et des difficultés de la vie; à chacune de décider. Il faut rejeter le système de l'Ecole unique, qui tend à substituer la conscience aveugle et incertaine de l'Etat, à la conscience vigilante et affectueuse des parents.

*L'Ecole unique
est volontairement
utopique.*

L'Ecole unique repose sur une erreur pédagogique

Les nécessités de la culture supérieure.

L'Ecole unique aura des conséquences graves.

L'Ecole unique repose d'ailleurs sur une erreur pédagogique inconsciente, ou bien il faut qu'elle s'avoue comme une atteinte directe et volontaire à l'enseignement des humanités. On ne saurait, en fait, méconnaître plus gravement qu'elle ne le fait, ce qu'est la formation classique. Si le lycée et le collège abordent de très bonne heure chez l'enfant l'enseignement du cycle secondaire, c'est que les humanités ne sont pas la connaissance sèche et froide d'un programme défini. C'est plutôt une méthode de pensée, une souplesse de l'esprit, une orientation de l'intelligence. La culture classique, c'est la possibilité de pénétrer le sens profond d'une idée, d'établir la logique serrée d'une discussion, de déceler les défaillances d'un raisonnement. C'est joindre « l'esprit de finesse » à « l'esprit de géométrie ». Or, cette culture-là ne s'acquiert pas en quelques trimestres, avec le seul bénéfice d'une mémoire consciencieuse et fidèle. Elle s'inculque petit à petit. Elle agit par pénétration lente, sous l'effet d'une atmosphère, d'une tendance, de voisinages. Elle peut prendre le cerveau à ses premiers éveils. Elle l'imprégnera d'autant plus profondément, qu'elle l'aura enveloppé plus tôt.

L'Ecole unique se soucie peu de ces nécessités (1). Elle les néglige et envisage la formation des esprits comme une construction matérielle. Elle oublie qu'avec elle l'esprit primaire aura marqué définitivement certains cerveaux et que l'œuvre du secondaire sera sur eux moins efficace et plus précaire. Si les humanités constituent notre plus précieuse richesse intellectuelle, l'Ecole unique portera une atteinte grave à notre patrimoine spirituel. Elle abaissera le niveau moyen de l'éducation générale et, sous le prétexte d'une

(1) Voir H. Berthélemy : « Questions d'écoles » ; *Revue de Paris* 1925, page 253.

illusoire égalité et d'utopiques sélections, aura altéré les sources les plus pures et les plus précieuses de la pensée humaine.

D'autres effets néfastes ne tarderont pas à se manifester. L'Ecole unique aurait vite fait de mettre entre les mains de certains jeunes gens des diplômes qu'ils n'auraient pas la possibilité d'exploiter. Les enfants de famille pauvre auront-ils les moyens de s'imposer le stage long et peu rémunérateur qui est à l'origine de toutes les situations libérales? Cependant, ils auront été définitivement détournés des tâches modestes, mais non moins nobles, auxquelles les destinait leur origine sociale. L'Ecole unique augmentera le nombre des aigris, des révoltés, de tous ceux qui s'étonnent que la véritable lutte pour la vie commence à l'heure où cesse la scolarité. En même temps et du même coup, elle raréfiera le nombre des bons ouvriers, des bons cultivateurs, des bons employés, si nécessaires à la bonne marche de la société et qui forment, eux aussi, une élite. Le goût du métier, l'amour du sol natal auront été sacrifiés; on aura étouffé cette notion essentielle que le bonheur peut se trouver partout, dans toutes les professions, dans toutes les situations, qu'il naît de la fidélité à une tâche et de l'exécution consciencieuse de son devoir. Placer ailleurs l'idéal, c'est égarer notre espérance; c'est donc faire œuvre mauvaise.

Elle accroîtra le nombre des déclassés.

Au surplus, l'Ecole unique se leurre manifestement quand elle prétend pouvoir travailler à la paix sociale. Il n'y a plus de classes humaines, peut-être; mais il reste et il restera toujours des éducations diverses. Ce n'est pas mépriser l'enfant de la rue, que de souhaiter qu'il ne fournisse pas l'exemple de son langage ou de sa tenue à notre propre fils. Imposer la promiscuité

L'Ecole unique ne travaillera pas à la paix sociale.

des enfants de tous les milieux, c'est pourchasser une chimère. Les familles bourgeoises n'accepteront pas certains voisinages; elles désertent l'école publique au profit des écoles privées. Ce sont des heurts, des concurrences, un déplacement de clientèle qui avivera la lutte sociale au lieu de l'apaiser. Ce seront des motifs de discorde qui iront grandissants et qui troubleront l'entente collective.

*L'Ecole unique
prépare le monopole
de l'enseignement.*

Alors, l'Ecole unique aura préparé la voie au monopole de l'enseignement. L'Etat verra, en effet, peu à peu désert ses établissements. Il aura raréfié le recrutement de ses écoles et de ses lycées. Il s'inquiétera bien vite de cette situation, qui portera atteinte à son prestige; cependant que les écoles libres seront matériellement et pédagogiquement impuissantes à assumer les obligations et les charges qui leur incomberont, si elles veulent répondre à l'appel de toutes les familles qui solliciteront désormais leur enseignement. Le désordre scolaire sera poussé au maximum. Il n'y aura plus qu'un remède : le monopole. Les pouvoirs publics y recourront. Le monopole ne sort-il pas d'ailleurs normalement de l'Ecole unique, puisque c'est « l'égalité générale sous la tyrannie de l'Etat ».

En définitive, l'Ecole unique apparaît, à ses adversaires, non comme une œuvre de progrès social et une réforme désintéressée, mais comme une œuvre tendancieuse et de combat, qui confond volontairement les intérêts collectifs et les intérêts d'un parti.

CONCLUSION GÉNÉRALE

CONCLUSION

Nous voici au terme de cette étude. Il importe de conclure. L'obligation scolaire est-elle nécessaire? Peut-elle être améliorée? Doit-elle être complétée? Telles sont, nous semble-t-il, les trois questions sur lesquelles il nous faut maintenant prendre parti.

*
* *

La première de nos conclusions sera formelle. L'obligation scolaire doit exister: elle est bienfaisante. L'instruction, au moins élémentaire, est nécessaire à divers points de vue.

Elle est nécessaire à l'individu. Il porte en lui une force éminente : la pensée. Les lois de notre développement et de notre progrès impliquent la culture de notre cerveau autant que de notre corps. Chaque homme en a le sentiment vague, sinon la notion précise. Comprendre, apprendre, retenir sont des ambitions qui portent la marque de notre dignité.

Nos possibilités économiques et sociales, au surplus, ne sont-elles pas fonction de notre culture? Dans nos tâches quotidiennes notre effort bénéficie de la collaboration de l'esprit. L'élargissement de notre destin est assuré, aussi, par l'enrichissement qu'apporte l'instruction; elle est un puissant levier d'ascension sociale.

Mais sans une prescription légale les familles le comprendraient-elles? L'intérêt immédiat, les influences.

I. — Sur la nécessité de l'obligation scolaire.

Au point de vue individuel.

les entraînements, demeureraient singulièrement forts. L'obligation scolaire peut seule lutter contre eux. Elle engendre des bienfaits immédiats et crée des habitudes salutaires.

Au point de vue social.

La nécessité sociale de l'instruction, elle aussi, ne peut être mise en doute. Un groupe vaut ce que valent les éléments qui le composent. Le patrimoine matériel et moral de la collectivité s'accroît avec celui des citoyens. Enfin si l'égalité politique a triomphé n'en découle-t-il pas certaines obligations? Il faut que la nation soit à même de remplir de façon chaque jour plus éclairée la charge qui lui incombe. Une démocratie ne saurait survivre si l'instruction du peuple n'est pas assurée. C'est le destin collectif qui est en cause : la loi doit le sauvegarder.

*
* *

Délimitation des connaissances obligatoires.

L'obligation scolaire, telle qu'elle existe depuis 1882, a-t-elle donné tous les résultats que l'on en espérait? Il serait insensé de le prétendre.

Situation actuelle.

On est généralement d'accord, pour fixer les limites des connaissances élémentaires nécessaires à tout citoyen. Lire, écrire, compter, connaître des éléments de l'histoire et de la géographie, avoir reçu une formation morale, avoir appris à réfléchir, à exprimer des idées, à les coordonner, telles sont les bases fondamentales d'une formation intellectuelle moyenne et qui pourra être élargie au gré, et selon les possibilités de chacun. Mais il faut reconnaître que l'ensemble des Français ne reçoit pas cette éducation première, abstraction faite de la petite minorité des inaptes pour lesquels un régime spécial d'instruction devrait être organisé. Il s'agit de la masse, capable de s'instruire, de tous ceux qui sont en mesure d'apprendre ce que l'école enseigne. Parmi eux, il est encore trop d'ignorants. Le niveau moyen intellectuel demeure trop bas. C'est parce que dans

certaines régions, dans certaines familles, la fréquentation scolaire demeure irrégulière en dépit de la loi. Les absences sont fréquentes et bien des enfants sont encore lancés dans la vie sans avoir parcouru le cycle des études élémentaires.

Le mal a des causes multiples. Nous les avons entrevues dans les rapports des inspecteurs d'Académie (1). Rappelons seulement ici qu'elles paraissent résider essentiellement dans : 1° l'indigence; 2° la négligence; 3° l'hostilité de certaines familles; 4° certaines considérations locales et spéciales.

Causes du mal.

Peut-on lutter contre ces causes? Des améliorations ne peuvent-elles pas être obtenues?

Remèdes à envisager.

Nous le croyons et diverses mesures pourraient être prises qui donneraient sans doute d'heureux résultats.

Tout d'abord, la réorganisation de la commission scolaire sur des bases nouvelles s'impose manifestement. Il est au moins nécessaire d'en retirer la présidence au maire. Sans doute est-il le chef de la commune, mais surtout un chef politique. Cette situation le voue, à l'égard de ses électeurs, à une action répressive hésitante, sinon nulle. Si, exceptionnellement, il intervient, sa décision, même équitable, risque d'apparaître comme un acte de partisan. Pour remédier à cette situation, pourquoi ne confierait-on pas la présidence de la commission scolaire à l'inspecteur primaire? Il jouit dans l'ordre de l'enseignement d'un prestige certain aux yeux des familles. Il est détaché des amitiés électorales locales. Il est en contact permanent avec les directeurs d'écoles. Sera-ce une charge trop lourde, ajoutée à ses fonctions déjà délicates? Nous ne le

Réorganisation de la commission scolaire.

Autorité de l'inspecteur primaire.

(1) Voir plus haut, page 127, chapitre sur la loi après cinquante ans de politique.

pensons pas. Une surveillance peut déjà être opérée par lui lors des visites régulières qu'il fait dans les écoles de sa circonscription. Le fonctionnement périodique des commissions scolaires (au chef-lieu du canton par exemple) ne pourrait-il pas être envisagé, comme celui qui existe déjà des commissions d'examens du certificat d'études? Il semble que dans cet ordre d'idées, une expérience peut être tentée et qu'on arriverait à vaincre l'obstination de certaines familles contre laquelle, tout le monde en est d'accord, des mesures de coercition doivent être prises.

Le livret scolaire.

D'autre part, la création d'un livret scolaire, que la famille pourrait être appelée à présenter en certaines circonstances, ne serait-elle pas efficace? On pourrait décider que l'assiduité constatée par ce livret comporterait certains avantages (par exemple, au moment du service militaire de l'enfant : le choix du régiment ou au moins de l'arme). Il semble qu'on oublie trop que les individus peuvent aussi bien être stimulés par la promesse de récompenses ou de faveurs, que par la menace de la répression.

Mesures d'encouragement et d'aide familiale.

Il reste enfin à perfectionner et à développer toutes les mesures d'encouragement et de soutien qui doivent équitablement assortir une obligation telle que l'obligation scolaire. Bien des efforts ont déjà été faits, dans beaucoup de localités, pour l'aide matérielle aux familles pauvres, par des secours, des dons de vêtements et de livres, par l'organisation de « cantines » scolaires. Ces efforts doivent être redoublés. Il faut aussi songer à l'amélioration et à la création de voies de communication et de moyens de transports pour l'usage des enfants. Des municipalités actives ont organisé des services réguliers d'autobus scolaires, qui ont donné les meilleurs résultats. Il serait bon de les

généraliser et les assemblées locales et départementales devraient s'en préoccuper activement.

L'obligation scolaire, au surplus, ne sera-t-elle pas quant aux mois pendant lesquels elle s'applique, et cela selon les nécessités départementales. Sans tomber dans un régionalisme excessif, il nous semble qu'une loi aussi complexe dans ses effets que la loi scolaire peut comporter une réglementation plus appropriée aux situations locales. Il faudrait à cet égard donner au conseil général, par exemple, une certaine latitude, qui s'exercerait sous le contrôle du préfet et du ministre de l'Instruction publique.

*Assouplissement
de l'obligation scolaire.*

Il restera, après tout cela, à travailler sans relâche à rendre l'école attrayante, sympathique aux enfants et aux familles. Un attrait matériel, un attrait pédagogique, un attrait social, c'est à tout cela que nous songeons. Des écoles claires, gaies, fleuries, accueillantes, où les élèves se plaisent, où des terrains de jeux et de sports soient aménagés et attirent et retiennent les enfants, où le travail soit offert avec discipline, mais sans rudesse inutile et comme orné d'agréments, telle doit être la préoccupation de municipalités vigilantes et de pouvoirs publics avertis. L'attrait pédagogique aussi doit être recherché: nous entendons par là un effort dans la réorganisation et peut-être l'allègement de nos programmes, pour placer à côté de l'enseignement des connaissances livresques indispensables, un enseignement d'ordre plus pratique et plus utilitaire. Là aussi, la part doit être laissée assez grande aux tendances locales et aux initiatives intelligentes; mais le besoin est certain. Il faut que les familles sentent plus directement l'intérêt qu'il y a pour elles et pour leurs enfants à la fréquentation scolaire. Et nous touchons déjà là à ce que nous avons appelé (plus par besoin de classification et de clarté que par exactitude)

L'école attrayante.

Attrait matériel.

Attrait pédagogique.

Attrait social.

l'attrait social. Nous souhaitons, en effet, que l'école se préoccupe plus qu'elle ne le fait de la formation et du développement physique de l'enfant; elle s'attacherait par là, petit à petit, la reconnaissance des familles et surtout des mères. Prévenir les maladies, déceler les germes menaçants, orienter les êtres inaptes et déshérités, telle est l'ambition qui reste à satisfaire pour la société et qui peut être amorcée sous le patronage de l'école. L'organisation effective et méthodique de la visite médicale, la propagation des vaccinations modernes, l'éducation de la propreté et de l'hygiène, tout cela reste à faire, tout cela mérite d'être étudié et mis au point.

La fréquentation scolaire et le progrès social.

Ajoutons que tout ce qui tendra, dans le cadre communal, à alléger le sort des familles ouvrières, facilitera par contre-coup la fréquentation des écoles. Là où des parcs d'enfants, des asiles, des gardiennages, seront organisés, là aussi les parents auront plus de possibilité d'envoyer en classe leurs fils et leurs filles. Il ne faut pas le perdre de vue: sans doute la question de la fréquentation des écoles est-elle, dans une certaine limite, une question purement scolaire, elle est aussi, il ne faut pas l'oublier, une question sociale. Dans un état économique et politique déterminé, l'assiduité à l'école comportera fatalement certaines déflections. Elles diminueront avec le progrès social qui sera obtenu. Tout ce qui améliorera le sort des ouvriers, tout ce qui fera pénétrer au fond des campagnes plus de confort et de bien-être, tout cela facilitera du même coup la fréquentation des écoles.

II. — Sur la prolongation de l'obligation scolaire.

*
**

Avant d'avoir obtenu des progrès certains dans cet ordre d'idées, est-il utile de prolonger la durée de la scolarité obligatoire? Nous hésitons à l'affirmer. Si la

mise en œuvre de la loi de 1882 se heurte, au moins dans certaines régions, à des obstacles insurmontables, ne sera-ce pas faire œuvre vaine que de reculer à quatorze ou quinze ans la sortie de l'école ? Or, les lois inappliquées nuisent au prestige de l'Etat.

Illusions à éviter

Par ailleurs, si l'on peut obtenir le respect rigoureux de la loi actuelle, ne doit-on pas reconnaître que les enfants recevront alors l'ensemble des connaissances indispensables.

Faut-il espérer plus ? Certes, le temps passé à l'école n'est pas du temps perdu. Mais autant que de bons élèves, le pays a besoin d'habiles ouvriers, d'employés avertis, de commerçants et d'industriels expérimentés. Il ne nous paraît pas indispensable de retarder indéfiniment l'apprentissage d'un métier, l'expérience des tâches pratiques, l'enseignement de la vie. Sans doute, si les conditions sociales rendent bientôt possible une courte prolongation de la scolarité, elle pourra être réalisée sans péril. Ne nous illusionnons cependant pas trop sur les bienfaits qu'elle engendrerait pratiquement.

L'école et la vie.

Pour le moment, la raison la plus valable en faveur d'une telle réforme est l'intérêt qu'il y a pour notre pays à mettre notre législation scolaire en concordance avec certaines législations étrangères pour permettre la ratification des conventions internationales actuellement en suspens.

Les accords internationaux.

*
**

Ce n'est pas parce que le jeune homme n'aurait guère de profit à prolonger sa scolarité élémentaire, qu'il ne pourrait recevoir utilement jusqu'à sa majorité de bien-faisants conseils et même un complément d'instruction. Il nous paraît regrettable que brutalement l'enfant quitte toute école et toute éducation. Nous souhaitons

III. — *Sur l'enseignement des adultes.*

Urgence et complexité du problème.

qu'après l'obligation scolaire proprement dite, l'on organise d'une façon efficace un enseignement post-scolaire. Le problème d'ailleurs est immense; nous n'envisageons pas de l'aborder ici. Nous voulons seulement indiquer qu'à notre sens, si le problème mérite une particulière et pressante attention, l'idée de rendre général et obligatoire cet enseignement des adultes se heurte encore, pour le moment, dans l'ensemble du pays, à de redoutables obstacles. Nous croyons que, pendant quelque temps encore, il convient surtout de faire appel aux bonnes volontés, aux initiatives, aux encouragements. Il y a un mouvement à généraliser, un état d'esprit à créer. Alors l'obligation post-scolaire pourra être envisagée. Il faut que la loi codifie les besoins évidents, les exigences possibles, les aspirations latentes. C'est la vouer à l'échec que de lui faire précéder les mœurs.

*
* *

IV. — Sur l'Ecole unique.

Nous voulons maintenant, très succinctement et pour terminer, nous demander si, au delà de la simple question de durée de la scolarité, certaines réformes ne sont pas nécessaires dans l'organisation de notre enseignement primaire. Notamment, s'il n'est pas possible d'y introduire un peu plus d'harmonie et aussi de justice.

Sa valeur théorique.

A cet égard, la réforme de l'Ecole unique offre des principes théoriquement séduisants. Elle construit un édifice clair, harmonieux et logique. Elle satisfait notre désir d'équité par l'égalité plus complète qu'elle apporte dans l'organisation scolaire. Mais son plus grand tort n'est-il pas son oubli systématique de la variété des intelligences, de la multiplicité des origines, de la diversité des évolutions spirituelles, de l'arbitraire inévitable qu'engendrerait la socialisation des esprits, de l'injustice plus grande qui sortirait d'une réglementation rigoureuse des destinées humaines substituée à la liberté familiale et au libre jeu de la concurrence natu-

relle ? Il est à redouter aussi que, pratiquement, l'application immédiate et brutale de l'Ecole unique déçoive bien vite les espérances mises en cette réforme. Beaucoup de parents se rejetteraient vers les établissements privés, cependant que ceux-ci chercheraient en vain les moyens matériels et pédagogiques de satisfaire leur clientèle accrue. Un désordre réel serait la contre-partie de l'ordre théorique de notre enseignement. Ce qu'il faut donc, pour parvenir à une Ecole unique satisfaisante, c'est agir avec continuité mais prudence, c'est progresser vers elle par des réformes incessantes mais limitées, c'est aménager plus que bouleverser, c'est rapprocher les hommes sans éveiller leurs susceptibilités. Les réformes les plus brutales ne sont pas les plus définitives.

Ses conséquences pratiques.

Pareillement et immédiatement, le principe doit être fixé que les enfants du peuple qui aspirent légitimement à l'enseignement secondaire et supérieur doivent y avoir accès sans charge pour leur famille. Les allocations et les bourses doivent être aussi nombreuses et aussi vastes qu'il est nécessaire. La générosité de l'Etat, de toutes les collectivités aussi, doit être très large lorsque lui est offerte l'occasion de s'exercer à bon escient. Il vaut mieux, même, avoir sacrifié à tort quelque argent pour un élève qui n'aura pas réalisé toutes les espérances mises en lui que d'avoir détruit l'avenir d'un enfant bien doué en lui marchandant l'aide matérielle qu'il sollicitait pour des efforts scolaires. Encourageons les ambitions légitimes, sans toutefois entretenir l'illusion que le bonheur ne se trouve qu'en dehors d'un destin modeste et ailleurs que dans l'exécution de son devoir immédiat.

L'égalité scolaire.

Les bourses d'enseignement et d'entretien.

Surtout aussi, travaillons à créer une cohésion de plus en plus grande entre les divers ordres de notre enseignement. Pour y parvenir, une réforme des Ecoles normales primaires est peut-être à envisager. Les instituteurs, en tous cas, ne doivent plus être formés dans une

La réforme des Ecoles normales.

atmosphère isolée. Il faut ouvrir largement les communications entre le programme des Ecoles normales et celui des Facultés. Il faut multiplier les contacts entre les étudiants et les élèves-maîtres. Il faut donner aux uns et aux autres, sinon les mêmes connaissances, du moins le même horizon intellectuel. L'Université devra développer toutes les occasions de rapprochement entre les professeurs des divers enseignements. Elle devra les pénétrer et se pénétrer elle-même de l'idée qu'ils sont responsables solidairement d'une même tâche : la formation des esprits français. C'est une mission assez haute en soi, pour commander, peut-être aussi ; à ceux qui s'y consacrent de ne pas compromettre leur autorité dans la polémique des partis.

*
* *

Le problème moral.

Instruire le peuple, former une élite, c'est sans doute enrichir la Nation. Est-ce suffisant pour assurer une civilisation meilleure ?

Personne, j'imagine, ne songerait à l'affirmer. L'instruction est certainement un bienfait car elle nous procure des satisfactions spirituelles et des victoires matérielles ; mais la science ne nous garantit pas un progrès moral. Elle se développe par l'intelligence et les vertus des savants, mais elle ne se soucie pas des fins auxquelles on la fera servir. Elle n'est pas par elle-même moralisatrice. Aussi, ce n'est pas par elle que la convoitise, l'égoïsme, la méchanceté sont utilement combattus. L'homme, si inventif qu'il soit devenu, reste soumis à sa nature et à ses instincts.

Au delà du problème de l'instruction se découvre donc celui de la morale. Il n'est pas bien entendu dans notre projet de le discuter ici. Il nous importe seulement de signaler que notre étude nous conduit jusqu'au seuil

d'une telle question. On n'a pas épuisé les préoccupations qu'impose le souci du destin des hommes et de la Nation en proclamant l'instruction obligatoire. On n'a point résolu le problème de l'éducation morale en posant le principe de laïcité qui a eu le désir de respecter l'inquiétude des âmes et non point l'ambition de l'apaiser. L'œuvre reste peut-être à accomplir de concilier tous les efforts qui tendent à éveiller les consciences !

Janvier 1931.

Vu : Paris, le 4 février 1931,

Le Président de thèse,
LOUIS ROLLAND.

Vu : *Le Doyen,* H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,
J. CHARLÉTY.

ANNEXE I

**Tableau des discussions parlementaires
qui ont abouti au vote de la loi sur l'obligation scolaire**

TABEAU DES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES
qui ont abouti au vote de la loi sur l'obligation scolaire

I CHAMBRE DES DÉPUTÉS	Dépôt projet de loi de Jules Ferry....	20 janvier 1880
	Dépôt rapport de la Commission Paul Bert	11 mai 1880
	Déclaration d'urgence	4 décembre 1880
	Discussion générale	4, 14, 16, 17, 18 et 20 décembre 1880
	Discussion des articles.....	21, 23, 24 dé- cembre 1880
	Adoption du projet par la Chambre ...	24 décembre 1880
II SÉNAT	Dépôt projet de loi Jules Ferry	21 janvier 1881
	Dépôt rapport de la Commission.....	21 mai 1881
	Discussion générale	2, 3, 4 juin 1881
	Discussion pour fixer la date de la 2 ^e délibération	22 juin 1881
	Discussion des articles.....	1, 2, 4, 5, 7 et 12 juillet 1881
	Adoption d'un projet modifié	12 juillet 1881
III RETOUR A LA CHAMBRE	Dépôt du projet voté par le Sénat	19 juillet 1881
	Dépôt du 2 ^e rapport Paul Bert	20 juillet 1881
	Discussion et adoption du projet avec nouvelles modifications	25 juillet 1881
IV RETOUR AU SÉNAT	Dépôt du projet voté par le Sénat	26 juillet 1881
	Dépôt rapport de la Commission.....	6 mars 1882
	Discussion générale	11 mars 1882
	Discussion des articles.....	11, 13, 14, 16, 18, 20, 21, 23 mars 1882
	Adoption définitive du projet	23 mars 1882

Promulgation au "Journal Officiel", 28 Mars 1882.

ANNEXE II

L'Obligation Scolaire à l'Étranger

L'OBLIGATION SCOLAIRE A L'ÉTRANGER (1)

PAYS	Durée de l'obligation scolaire	LOI	OBSERVATIONS
Canada.....	Le principe d'obligation n'a pas triomphé.		
Chili.....			
Ecosse.....			
Hollande.....			
Irlande.....			
Roumanie....			
Russie.....			
Serbie.....			
Allemagne			
I. Avant 1914			
Anhalt.....			
Bade.....			
Bavière.....			
Brème.....			
Brunswick....			
Hambourg...			

(1) La plupart de ces renseignements nous ont été communiqués par l'Institut Intermédiaire International de La Haye, 6 oranjestraat.

PAYS	Durée de l'obligation scolaire	LOIS	OBSERVATIONS
Hesse	De 6 à 14 ans.	Loi du 11 juin 1874	Les enfants insuffisamment instruits peuvent être retenus une année supplémentaire.
Lippe-Delmold	De 6 à 14 ans.	Loi 4 mars 1875 Loi du 14 juillet 1895.	
Lubeck	De 6 à 14 ans.	Loi 20 octobre 1885.	Dispenses possibles.
Mecklembourg-Schwering ..	De 6 à 14 ans.	Arrêté décembre 1883.	Les enfants peu développés peuvent être astreints à une fréquentation prolongée.
Mecklembourg-Strelitz	6 à 14 ans ou à la confirmation.		Congés pour les enfants pauvres pendant la saison estivale.
Oldenburg....	De 6 à 14 ans.	Loi 10 décembre 1909.	
Prusse	De 5 à 13 et 14 ans	Instruction du 5 fév. 1894. Arrêté royal du 14 mai 1825. Règlement 11 décembre 1845	
	Mêmes prescriptions pour : Brandenburg, Posmanie, Saxe, Westphalie, Silésie, Poméranie.		
Hanovre.....	De la confirmation	Loi 2 janv. 1905	
Slesvig-Holstein	De 6 ans à la confirmation.		
Hessen-Nassau	De 6 à 14 ans.		
Reuss-Greig et Reuss-Schluz.	A partir de 6 ans.	Loi 31 juillet 1900.	L'obligation cesse lorsque l'enfant sait lire, écrire, calculer, les éléments du catéchisme et les principales maximes de la Bible et les chants religieux.

PAYS	Durée de l'obligation scolaire	LOIS	OBSERVATIONS
Saxe.....	De 6 à 14 ans.	Loi 26 avril 1875.	Pendant 3 ans après, les enfants doivent fréquenter l'école de perfectionnement.
Saxe-Cobourg-Gotha.....	De 6 à 14 ans.	Loi 21 av. 1905 Loi 4 mai 1906	Dispenses possibles.
Saxe-Altenbourg.....		Loi 12 février 1889.	
Saxe-Meinigen	De 6 à 14 ans.	Loi 3 janv. 1908	
Schwarzburg-Rudolstadt..	De 6 à 14 ans.	Loi 13 mars 1908.	
Schwarzburg-Sonderghausen	De 6 à 14 ans.		Prolongation possible pour les enfants arriérés.
Waldeck	De 6 à 14 ans.	Loi 3 juin 1910	L'obligation peut être prolongée pour défaut de connaissances de l'enfant.
Wurtemberg ..	De 7 à 14 ans.	Loi 17 août 1909.	Prolongation possible.
II. — Depuis 1914 : L'article 145 de la Constitution Allemande du 11 avril 1914 est ainsi conçu : « La fréquentation de l'école est obligatoire pendant au moins huit années et pour les écoles complémentaires annexes jusqu'à la dix-huitième année révolue. L'enseignement et les fournitures dans les écoles primaires et les écoles complémentaires sont gratuits ». La loi fédérale du 28 avril 1920 a organisé la « Grundschar » qui est une sorte d'Ecole Unique.			
Angleterre....	De 5 à 14 ans.	Loi Fischer.	Voir <i>Rev. Pédag.</i> mars 1923, p. 213 et <i>Rev. Pédag.</i> février 1924, p. 145.
Autriche.....	En général de 6 à 12 ans.	Loi 2 mai 1883.	
Hongrie	De 6 à 12 ans	Loi de 1868.	De 12 à 15 ans, enseignement post-scolaire.
Belgique	De 6 à 14 ans	Loi du 24 octobre 1920.	
Brésil	De 7 à 14 ans.	Décret de 1879	
Bulgarie.....	De 7 à 11 ans pour les garçons. De 6 à 10 ans pour les filles.	Statut du 29 août 1878.	

PAYS	Durée de l'obligation scolaire	LOIS	OBSERVATIONS
Danemark ...	De 7 à 13 ans.	Loi de 1899.	
Espagne.....	De 6 à 9 ans.	Loi 8 septembre 1857.	
Grèce	De 5 à 12 ans.	Loi de 1834.	
Hollande	De 7 à 13 ans ...	Loi 7 juill.1900	
Italie	Obligation deux, trois années.	Loi 15 juillet 1877. (Pour les modifications récentes, voir <i>Rev. Pédag.</i> , sept. 1923.	
Japon	De 6 à 14 ans.	Code Scolaire de 1879.	
Luxembourg..	De 6 à 12 ans.	Loi 1881.	
Portugal.....	De 6 à 12 ans.	Loi de 1844. Loi 18 mars 1897.	
Pologne	De 7 à 14 ans.	Loi de 1919.	
Suède.....	De 7 à 14 ans.	Loi 20 janvier 1882.	Prolongation possible pour les enfants mal instruits, réduction au contraire pour les bien doués.
Norvège.....	De 7 à 14 ans.	Loi du 12 janvier 1848. Loi du 16 mai 1860.	
Suisse.....	Varie suivant les cantons. Jamais inférieur à 6 ans. Jamais supérieur à 9 ans. Parfois plus longue pour les garçons que pour les filles.	Loi Fédérale 25 juin 1903.	La loi fédérale confie aux cantons l'organisation de l'enseignement primaire.

PAYS	Durée de l'obligation scolaire	LOIS	OBSERVATIONS
Turquie	Garçons : 6 à 11 ans. Filles : 6 à 10 ans.	Loi de 1869.	
Etats-Unis d'Amérique.	Dure en général 6, 8 ou 10 ans.	Varie suivant les Etats. Lois de 1878, 1873, 1875, 1882 ou 1915	L'instruction semble facultative dans : L'Alabawa. La Floride. La Géorgie. La Louisiane. Le Mississippi. Le Nebraska. La Caroline du Sud. Le Texas.

ANNEXE III

Tableaux Statistiques

PREMIÈRE STATISTIQUE

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Nombre d'Élèves inscrits et présents au premier jour scolaire
de décembre 1929 | 1

DÉTAIL PAR DÉPARTEMENT
des enfants de 6 à 13 ans inscrits et présents

	DE 6 A 13 ANS			
	INSCRITS		PRÉSENTS	
	GARÇONS	FILLES	GARÇONS	FILLES
1 Ain.....	14.563	12.512	13.604	11.506
2 Aisne	24.129	22.992	22.204	21.014
3 Allier	13.832	12.321	12.613	11.283
4 Basses-Alpes	3.589	3.577	3.357	3.324
5 Hautes-Alpes.....	4.973	4.305	4.678	4.070
6 Alpes-Maritimes.....	14.695	14.018	13.121	12.515
7 Ardèche.....	9.387	6.252	8.618	5.905
8 Ardennes.....	13.575	13.016	12.012	11.484
9 Ariège	5.933	5.431	5.539	5.015
10 Aube	10.466	9.809	9.681	8.872
11 Aude	11.727	10.905	11.103	9.863
12 Aveyron	11.558	8.180	11.141	7.872
13 Bouches-du-Rhône	31.800	29.652	28.960	26.849
14 Calvados	18.434	16.993	17.502	15.903
15 Cantal.....	8.572	7.211	8.221	6.805
16 Charente	13.213	11.830	12.166	10.796
17 Charente-Inférieure	17.797	16.355	16.260	14.756
18 Cher	11.989	10.557	11.082	9.664
19 Corrèze	11.447	10.705	10.711	10.004
20 Corse.....	10.660	9.660	9.661	8.686
21 Côte-d'Or	13.726	12.685	12.924	11.877
22 Côtes-du-Nord.....	23.735	16.469	21.893	15.089
23 Creuse.....	8.603	7.918	7.955	7.237
24 Dordogne	16.957	15.681	15.628	14.353
25 Doubs	13.887	13.083	12.715	11.668
26 Drôme	9.695	9.032	8.815	8.401
27 Eure	14.599	12.966	13.036	11.720
28 Eure-et-Loir	12.398	10.851	11.673	10.158
29 Finistère.....	31.057	21.090	27.091	18.930
30 Gard	13.678	11.951	12.350	10.876
31 Haute-Garonne	14.811	13.413	13.601	12.006
32 Gers	6.998	6.540	6.456	6.010
33 Gironde	31.642	28.851	29.346	26.537
34 Hérault	17.840	15.846	16.530	13.687
35 Ille-et-Vilaine	16.285	9.525	15.359	8.883
36 Indre	10.215	8.834	9.321	8.245
37 Indre-et-Loire	13.276	12.015	12.202	10.888

	DE 6 A 13 ANS			
	INSCRITS		PRÉSENTS	
	GARÇONS	FILLES	GARÇONS	FILLES
38 Isère	22.673	19.787	21.104	18.323
39 Jura	10.893	10.232	9.982	9.388
40 Landes	10.215	8.569	9.391	7.995
41 Loir-et-Cher	11.180	9.227	10.255	8.422
42 Loire	20.301	17.120	18.595	15.970
43 Haute-Loire	8.248	7.012	7.900	6.678
44 Loire-Inférieure	17.092	11.276	15.836	10.431
45 Loiret	14.622	12.115	13.633	11.285
46 Lot	6.283	5.620	6.248	5.589
47 Lot-et-Garonne	9.207	8.132	8.599	7.693
48 Lozère	4.049	3.422	3.838	3.246
49 Maine-et-Loire	13.117	7.142	12.314	6.705
50 Manche	19.863	17.646	18.352	16.489
51 Marne	17.327	16.432	16.115	15.045
52 Haute-Marne	8.632	8.178	7.962	7.471
53 Mayenne	9.971	5.235	9.494	5.107
54 Meurthe-et-Moselle	25.866	25.044	23.897	22.884
55 Meuse	9.977	9.671	9.315	8.854
56 Morbihan	15.349	9.705	13.640	8.727
57 Nièvre	10.921	9.794	10.267	9.166
58 Nord	77.032	67.241	70.497	62.270
59 Oise	18.988	17.553	17.027	15.601
60 Orne	11.663	10.497	10.783	9.715
61 Pas-de-Calais	56.355	50.714	52.111	46.861
62 Puy-de-Dôme	16.054	13.732	14.986	12.796
63 Basses-Pyrénées	17.251	14.621	15.623	13.277
64 Hautes-Pyrénées	7.416	6.681	6.651	5.924
65 Pyrénées-Orientales	9.287	8.573	8.802	8.062
65 bis Bas-Rhin				
66 Territoire de Belfort	3.936	3.642	3.703	3.375
67 Rhône	24.500	21.667	23.190	20.468
68 Haute-Saône	10.315	9.807	9.363	9.061
69 Saône-et-Loire	23.037	19.827	21.452	18.470
70 Sarthe	17.590	14.673	16.337	13.681
71 Savoie	10.368	10.175	9.739	9.396
72 Haute-Savoie	11.254	10.577	10.635	9.979
73 Seine	127.994	126.036	116.716	114.140
74 Seine-Inférieure	43.569	40.240	40.669	37.233
75 Seine-et-Marne	16.349	15.729	14.847	14.432
76 Seine-et-Oise	52.844	49.149	48.496	44.736
77 Deux-Sèvres	12.519	9.633	11.727	8.957

	DE 6 A 13 ANS			
	INSCRITS		PRÉSENTS	
	GARÇONS	FILLES	GARÇONS	FILLES
78 Somme	20.858	19.334	19.524	18.108
79 Tarn	10.421	8.651	9.915	9.098
80 Tarn-et-Garonne	5.823	4.607	5.452	4.317
81 Var	12.290	11.826	11.285	10.676
82 Vaucluse	8.440	7.851	7.491	6.977
83 Vendée	11.139	6.502	10.323	6.050
84 Vienne	12.649	10.095	12.039	9.407
85 Haute-Vienne.....	14.629	13.430	13.153	12.497
86 Vosges	17.430	17.823	16.344	15.673
87 Yonne.....	11.249	10.403	10.516	9.731

DEUXIÈME STATISTIQUE

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Nombre d'Écoles publiques au premier jour scolaire
de Décembre 1929

A. Situation d'ensemble

B. Détail par Département

TABLEAU A
SITUATION D'ENSEMBLE

		Métropole	Alsace-Lorraine	Algérie	Total
Garçons	Avec Cours complémentaire	819	20	43	882
	Sans Cours complémentaire	19.775	928	793	21.496
Filles . .	Avec Cours complémentaire	751	6	47	804
	Sans Cours complémentaire	19.922	934	366	21.222
Mixtes .	Dirigées par Instituteur ..	6.390	816	5	7.211
	Dirigées par Institutrice ..	17.605	357	401	18.363
TOTAL des Ecoles publiques y compris les Ecoles maternelles.		68.094	3.489	1.758	73.341
		dont 10 Congré- ganistes	dont 874 Congré- ganistes		dont 884 Congré- ganistes

TABLEAU B
DÉTAIL PAR DÉPARTEMENT

	Écoles garçons		Écoles filles		Écoles mixtes dirigées par		TOTAL Écoles publ. (y compris les écoles matern.)
	Av. cours compl.	S. cours compl.	Av. cours compl.	S. cours compl.	Instituteur	Institutrice	
1 Ain	7	270	8	268	80	208	863
2 Aisne.....	7	221	4	226	243	441	1.193
3 Allier.....	4	264	7	279	17	76	672
4 Alpes (Basses) ..	4	76	8	73	70	273	532
5 Alpes (Hautes) ..	5	94	5	96	44	259	515
6 Alpes-Maritimes ..	4	119	4	121	6	142	421
7 Ardèche	13	263	8	268	32	301	902
8 Ardennes	14	147	13	152	186	219	765
9 Ariège	8	141	2	156	91	272	679
10 Aube	6	110	5	113	150	199	604
11 Aude	5	169	4	168	87	320	675
12 Aveyron	9	373	3	367	14	325	1.105
13 Bouches-du-R... ..	18	203	16	202	10	55	569
14 Calvados.....	8	242	13	241	120	302	946
15 Cantal	12	194	8	196	37	211	665
16 Charente.....	4	278	7	273	23	179	775
17 Char.-Inférieure ..	7	289	6	293	23	210	853
18 Cher	12	215	10	218	27	85	596
19 Corrèze	9	230	5	246	10	176	687
20 Corse	19	201	7	214	44	311	808
21 Côte-d'Or	9	179	12	177	187	375	960
22 Côtes-du-Nord ..	14	350	7	360	21	91	859
23 Creuse	2	216	2	218	38	56	538
24 Dordogne	6	333	10	331	22	296	1.009
25 Doubs	10	187	9	190	98	349	873
26 Drôme	8	178	5	182	24	281	700
27 Eure.....	7	163	6	163	139	275	768
28 Eure-et-Loir	8	174	8	174	111	139	627
29 Finistère	15	317	15	308	32	29	746
30 Gard	12	209	13	207	46	230	764
31 Hte-Garonne ...	15	201	5	211	32	419	922
32 Gers	6	150	5	151	96	252	669
33 Gironde	16	355	19	359	46	181	1.037
34 Hérault.....	29	208	6	226	43	171	747
35 Ile-et-Vilaine ...	12	242	7	240	57	76	653
36 Indre.....	2	179	6	177	38	58	481
37 Indre-et-Loire...	2	216	4	216	18	91	570

	Écoles garçons		Écoles filles		Écoles mixtes dirigées par		TOTAL Écoles publ. (y compris les écoles matern.)
	Av. cours compl.	S. cours compl.	Av. cours compl.	S. cours compl.	Instituteur	Institutrice	
38 Isère.....	14	428	14	429	16	320	1.289
39 Jura	7	197	10	196	92	355	876
40 Landes	7	194	1	197	38	131	579
41 Loir-et-Cher	2	192	2	192	49	95	547
42 Loire	2	299	5	295	23	155	854
43 Haute-Loire	8	206	8	208	51	400	895
44 Loire-Inférieure..	5	251	1	238	4	26	540
45 Loiret	7	225	5	225	61	76	639
46 Lot	4	222	5	218	21	178	652
47 Lot-et-Garonne .	6	174	4	178	46	154	575
48 Lozère.....	5	94	3	104	141	374	729
49 Maine-et-Loire..	3	323	2	327	6	77	772
50 Manche	13	332	12	347	7	301	1.044
51 Marne	4	186	5	186	188	308	915
52 Haute-Marne ...	3	112	2	117	149	267	668
53 Mayenne.....	3	226	2	227	3	58	535
54 Meurthe-et-Mos..	4	240	5	237	146	258	939
55 Meuse	5	96	3	102	229	270	721
56 Morbihan	7	264	7	262	12	84	658
56 bis Moselle							
57 Nièvre.....	6	200	7	199	52	105	586
58 Nord	23	678	29	668	69	97	1.795
59 Oise	9	211	10	213	234	303	1.010
60 Orne.....	5	200	6	201	63	241	727
61 Pas-de-Calais ...	20	468	25	470	305	226	1.584
62 Puy-de-Dôme ...	19	337	12	346	36	307	1.079
63 Basses-Pyrénées .	8	249	6	255	111	346	996
64 Hautes-Pyrénées.	8	133	6	135	129	242	657
65 Pyr.-Orientales...	7	130	3	135	47	81	428
65 bis Bas-Rhin							
66 Terr.-Belfort	6	41	3	44	22	41	173
67 Rhône	6	295	5	295	23	59	775
68 Haute-Saône....	11	195	9	202	134	321	888
69 Saône-et-Loire...	9	331	10	328	71	282	1.061
70 Sarthe	5	278	5	277	8	106	697
71 Savoie	16	145	10	151	94	326	788
72 Haute-Savoie....	12	206	8	210	50	257	754
73 Seine	80	311	103	294	2		1.113
74 Seine-Inférieure..	12	369	6	335	194	253	1.279
75 Seine-et-Marne ..	8	202	6	204	132	237	813
76 Seine-et-Oise....	28	337	34	327	199	223	1.238

	Écoles garçons		Écoles filles		Écoles mixtes dirigées par		TOTAL Ecoles publ. (y compris les écoles matern.)
	Av. cours compl.	S. cours compl.	Av. cours compl.	S. cours compl.	Instituteur	Institu'ricé	
77 Deux-Sèvres	6	266	4	277	43	104	716
78 Somme	10	288	7	286	237	350	1.214
79 Tarn.....	4	164	3	177	56	347	772
80 Tarn-et-Garonne.	5	120	3	121	24	132	417
81 Var.....	4	122	4	124	13	75	386
82 Vaucluse.....	4	114	6	112	21	69	357
83 Vendée	4	270	5	253	34	32	632
84 Vienne	5	228	6	229	23	103	608
85 Haute-Vienne ...	3	228	5	227	7	97	589
86 Vosges	14	238	13	238	200.	262	1.004
87 Yonne	5	204	8	202	113	241	790

TROISIÈME STATISTIQUE

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Nombre de classes publiques au premier jour scolaire
de Décembre 1929

A. Situation d'ensemble

B. Détail par Département

TABLEAU A
SITUATION D'ENSEMBLE

			Métropole	Alsace-Lorraine	Algérie
Ecoles primaires Garçons	Dites de Cours complémentaires		1.335	43	79
	Classes élémentaires		41.778	2.118	2.145
	Classes enfantines		255	3	0
Ecoles primaires Filles	Dites de Cours complémentaires		1.400	10	86
	Classes élémentaires		39.193	2.226	1.226
	Classes enfantines		5.303	14	135
Ecoles prim. mixtes dirigées par	Un insti- tuteur	Classes élément....	7.061	1.393	5
		Classes enfantines.	611	5	
	Une Insti- tutrice.	Classes élément....	17.986	381	415
		Classes enfantines.	328		51
TOTAL des différentes sortes de classes d'en- seignement primaire.....			115.261	6.193	4.142

TABLEAU B
DÉTAIL PAR DÉPARTEMENT

	ÉCOLES p ^r GARÇONS			ÉCOLES p ^r FILLES			ÉCOLES MIXTES dirigées par				TOTAL des différ. sortes de classes d'ensem. primaire, élémentaire public
	Cl. dites de cours compl.	Classe		Cl. dites de cours compl.	Classe		Instituteur	Institutrice			
		Élém.	Enfant.		Élém.	Enfant.		Classe Élém.	Classe Enfant.		
1 Ain.....	8	468	1	12	472	49	80	36	208	9	1.343
2 Aisne.....	11	425	2	9	408	87	268	63	457	14	1.744
3 Allier.....	8	463	0	16	441	62	30	0	78	0	1.105
4 Alpes (Basses-).....	4	109	1	13	115	34	71	7	266	2	622
5 Alpes (Hautes-).....	6	131	0	7	134	35	44	2	268	2	629
6 Alpes-Maritimes.....	7	346	0	4	344	43	6	0	151	4	905
7 Ardèche.....	19	410	3	12	362	69	41	0	308	3	1.227
8 Ardennes.....	19	330	1	18	336	60	193	20	220	4	1.201
9 Ariège.....	12	199	8	3	207	33	87	0	272	0	813
10 Aube.....	9	220	7	7	211	25	141	10	208	2	840
11 Aude.....	12	336	0	7	303	62	88	14	221	26	1.069
12 Aveyron.....	16	524	3	7	482	62	16	0	324	1	1.435
13 Bouches-du-Rhône.....	32	879	1	29	790	83	12	3	56	1	1.886
14 Calvados.....	11	447	11	23	451	54	132	0	325	3	1.457
15 Cantal.....	18	313	0	12	296	52	37	0	211	1	940
16 Charente.....	10	428	12	15	399	58	25	7	190	3	1.147
17 Charente-Inférieure.....	15	492	1	13	470	74	27	3	214	6	1.315
18 Cher.....	18	410	3	15	379	50	27	0	85	0	987
19 Corrèze.....	18	396	0	9	434	9	20	0	182	0	1.058
20 Corse.....	25	383	0	11	355	43	46	0	314	3	1.180
21 Côte-d'Or.....	11	320	3	18	307	52	197	3	376	3	1.290
22 Côtes-du-Nord.....	25	770	4	13	397	77	48	0	111	0	1.645
23 Creuse.....	3	349	1	3	341	49	46	0	57	0	849
24 Dordogne.....	8	517	6	12	496	78	28	1	302	1	1.449

	ÉCOLES p ^r GARÇONS			ÉCOLES p ^r FILLES			ÉCOLES MIXTES dirigées par				TOTAL des différ. sortes de classes d'enseign. primaire élémentaire public
	Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Instituteur		Institutrice		
							Classe Élém.	Classe Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.	
25 Doubs	13	344	1	17	369	29	111	3	367	6	1.260
26 Drôme	13	333	6	8	315	62	24	1	285	11	1.058
27 Eure	10	269	0	11	274	24	145	0	277	0	1.010
28 Eure-et-Loir	13	282	0	12	265	44	122	3	143	1	885
29 Finistère	25	1.072	6	28	759	69	89	1	38	0	2.087
30 Gard	21	420	0	19	406	75	46	0	230	4	1.221
31 Haute-Garonne	28	386	2	9	357	60	32	1	419	6	1.298
32 Gers	9	213	2	8	201	34	96	0	252	0	815
33 Gironde	26	811	2	33	774	111	67	2	194	2	2.027
34 Hérault	44	573	0	9	537	77	46	7	171	3	1.467
35 Ile-et-Vilaine	19	576	2	11	416	43	98	0	77	1	1.234
36 Indre	4	314	4	13	295	47	47	10	57	1	792
37 Indre-et-Loire	2	373	3	4	352	43	22	0	99	0	898
38 Isère	20	739	7	24	731	117	18	5	339	8	2.008
39 Jura	8	288	0	15	281	62	94	7	356	2	1.113
40 Landes	11	308	0	2	291	57	40	8	135	8	800
41 Loir-et-Cher	3	319	6	3	273	68	57	9	95	0	835
42 Loire	4	741	1	12	660	97	40	1	168	2	1.726
43 Haute-Loire	11	308	0	17	289	39	63	6	404	1	1.138
44 Loire-Inférieure	8	601	18	2	471	59	6	0	32	2	1.199
45 Loiret	12	408	1	8	404	79	61	12	88	1	1.074
46 Lot	4	260	0	10	310	4	37	2	186	7	820
47 Lot-et-Garonne	13	280	7	18	268	39	46	0	157	0	828
48 Lozère	7	119	3	4	127	8	142	15	379	3	807
49 Maine-et-Loire	5	508	0	2	406	43	6	0	77	1	1.048
50 Manche	24	522	0	27	504	54	9	0	310	1	1.451
51 Marne	12	384	7	11	383	59	188	18	309	5	1.376
52 Haute-Marne	6	190	1	3	184	32	150	24	267	5	862

	ÉCOLES p ^r GARÇONS			ÉCOLES p ^r FILLES			ÉCOLES MIXTES dirigées par				TOTAL des diff. sortes de classes d'enseign. prin a're élémentaire public
	Cl. dites de cours compl.	Classe		Cl. dites de cours compl.	Classe		Instituteur		Institutrice		
		Élém.	Enfant.		Élém.	Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.	
53 Mayenne	5	377	0	3	323	33	5	0	63	0	809
54 Meurthe-et-Moselle.....	7	575	9	11	563	74	146	13	260	2	1.660
55 Meuse	8	180	1	5	189	59	240	42	270	7	1.001
56 Morbihan	9	572	3	8	461	32	21	0	102	0	1.208
56 bis Moselle											
57 Nièvre	14	338	11	18	333	54	53	0	105	0	915
58 Nord	45	2.061	8	64	1.927	290	95	0	122	8	4.620
59 Oise	10	368	3	15	353	74	245	12	306	0	1.386
60 Orne	7	301	8	8	296	30	64	0	241	0	955
61 Pas-de-Calais	27	1.306	16	47	1.238	230	325	69	230	8	3.496
62 Puy-de-Dôme	24	570	0	17	537	96	43	1	311	2	1.601
63 Pyrénées (Basses-).....	12	422	2	10	398	57	111	0	313	20	1.345
64 Pyrénées (Hautes-).....	15	208	5	10	206	38	129	11	242	2	866
65 Pyrénées-Orientales	11	300	0	9	286	67	49	8	84	1	815
65 bis Bas-Rhin											
66 Territoire Belfort	14	103	1	5	103	19	23	1	42	1	312
67 Rhône	12	839	4	13	772	97	40	4	56	5	1.842
68 Haute-Saône	17	297	0	19	299	40	134	12	321	2	1.141
69 Saône-et-Loire	14	652	4	25	620	106	74	1	285	1	1.782
70 Sarthe	10	490	0	10	444	38	15	1	107	3	1.118
71 Savoie	17	257	3	14	259	65	124	16	379	14	1.148
72 Haute-Savoie	16	313	0	11	297	80	60	24	241	32	1.074
73 Seine	166	3.033	2	255	3.031	91	39	2	11	11	6.641
74 Seine-Inférieure	21	958	7	12	920	86	214	13	262	2	2.495
75 Seine-et-Marne	10	361	5	8	365	69	140	21	238	2	1.219
76 Seine-et-Oise	43	1.040	0	67	970	113	251	2	230	18	2.734
77 Deux-Sèvres	11	413	7	9	383	32	55	0	102	0	1.012
78 Somme	17	567	3	10	582	24	237	19	340	4	1.800

	ÉCOLES p ^r GARÇONS				ÉCOLES p ^r FILLES				ÉCOLES MIXTES dirigées par				TOTAL des différ. sortes de classes d'en eigm. primaire élémentaire public	
	Classe Élém.		Classe Enfant.		Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.		Classe Enfant.		Instituteur		Inst ^t utrice		
	Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Classe Élém.		Classe Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.				
79 Tarn	5	289	3		5	279	46	61	3	339	2	1.042		
80 Tarn-et-Garonne	17	189	2		6	166	23	27	1	132	1	558		
81 Var	7	354	0		8	344	48	16	0	96	10	883		
82 Vaucluse	7	283	0		8	255	61	21	0	75	1	711		
83 Vendée	6	479	1		9	345	83	40	0	58	7	1.023		
84 Vienne	10	402	2		13	354	61	36	2	110	1	991		
85 Haute-Vienne	6	482	3		7	451	57	12	1	103	1	1.125		
86 Vosges	20	471	8		21	494	47	209	13	265	3	1.551		
87 Yonne	6	312	6		12	318	48	114	15	241	4	1.076		

QUATRIÈME STATISTIQUE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Nombre d'Elèves inscrits et présents au premier jour scolaire
de décembre 1929

A. Situation d'ensemble

B. Détail par Département des enfants de 6 à 13 ans
présents et inscrits

TABLEAU A
SITUATION D'ENSEMBLE

*Écoles primaires
Élémentaires
Privées*

			Métropole	Alsace- Lorraine	Algérie
Moins de 6 ans	Inscrits	Garçons	62.410	466	759
		Filles ...	91.532	611	1.091
	Présents	Garçons	50.624	396	643
		Filles ...	75.274	517	911
De 6 à 13 ans	Inscrits	Garçons	211.187	2.798	2.267
		Filles ...	401.734	5.628	4.167
	Présents	Garçons	195.792	2.677	2.082
		Filles ...	373.408	5.405	3.954
Plus de 13 ans	Inscrits	Garçons	16.505	422	190
		Filles ...	48.969	1.502	1.106
	Présents	Garçons	15.535	415	142
		Filles ...	46.482	1.468	1.042

TABEAU B
DÉTAIL PAR DÉPARTEMENT
des enfants de 6 à 13 ans inscrits et présents

	DE 6 A 13 ANS			
	INSCRITS		PRÉSENTS	
	GARÇONS	FILLES	GARÇONS	FILLES
1 Ain.....	1.314	2.719	1.245	2.592
2 Aisne	391	1.285	385	1.196
3 Allier	708	2.186	663	2.050
4 Alpes-Basses	147	257	141	239
5 Alpes-Hautes	123	162	113	150
6 Alpes-Maritimes.....	1.305	3.397	1.194	3.059
7 Ardèche.....	3.652	7.057	3.416	6.614
8 Ardennes.....	128	583	121	535
9 Ariège.....	375	601	349	524
10 Aube.....	278	851	262	782
11 Aude.....	284	883	210	822
12 Aveyron.....	3.192	6.797	3.061	6.580
13 Bouches-du-Rhône	4.051	7.316	3.636	6.576
14 Calvados	1.343	2.725	1.286	2.596
15 Cantal.....	748	2.053	687	1.927
16 Charente	305	1.546	292	1.401
17 Charente-Inférieure ...	365	1.556	333	1.414
18 Cher	272	1.051	249	1.540
19 Corrèze	475	1.180	446	1.139
20 Corse.....	6	513	6	475
21 Côte-d'Or	319	1.636	299	1.557
22 Côtes-du-Nord.....	6.783	14.057	6.353	12.879
23 Creuse.....	111	336	102	321
24 Dordogne	587	1.180	560	1.090
25 Doubs	809	1.830	763	1.637
26 Drôme	700	2.150	666	2.926
27 Eure	801	2.076	694	1.908
28 Eure-et-Loir	431	1.990	406	1.866
29 Finistère.....	10.404	19.338	9.028	17.119
30 Gard	2.594	4.165	2.394	3.879
31 Haute-Garonne	1.198	3.173	1.104	2.964
32 Gers	386	1.076	343	1.018
33 Gironde	2.390	4.896	2.234	4.560
34 Hérault	2.105	4.510	1.937	4.165
35 Ile-et-Vilaine	12.582	19.860	11.741	18.877

	DE 6 A 13 ANS			
	INSCRITS		PRÉSENTS	
	GARÇONS.	FILLES	GARÇONS	FILLES
36 Indre	181	1.430	164	1.279
37 Indre-et-Loire	1.066	2.843	1.014	2.615
38 Isère	2.303	5.280	2.149	4.994
39 Jura	473	1.256	421	1.140
40 Landes	257	1.308	223	1.200
41 Loir-et-Cher	376	2.234	347	2.085
42 Loire	6.845	10.520	6.454	9.897
43 Haute-Loire	3.032	4.405	2.895	4.312
44 Loire-Inférieure	10.207	18.083	9.217	17.037
45 Loiret	1.072	3.241	975	3.053
46 Lot	260	1.043	249	980
47 Lot-et-Garonne	663	1.018	627	1.554
48 Lozère	1.109	1.924	1.066	1.825
49 Maine-et-Loire	7.153	14.281	6.650	13.344
50 Manche	2.235	4.445	2.132	4.164
51 Marne	1.200	2.326	1.133	2.060
52 Haute-Marne	318	907	302	790
53 Mayenne	2.430	7.604	2.303	7.122
54 Meurthe-et-Moselle	1.429	2.717	1.296	2.471
55 Meuse	413	494	310	433
56 Morbihan	14.039	18.723	12.797	17.496
56 bis Moselle				
57 Nièvre	650	1.557	596	1.445
58 Nord	14.911	24.507	13.647	22.199
59 Oise	733	1.858	666	1.699
60 Orne	1.393	3.233	1.322	3.035
61 Pas-de-Calais	10.737	14.026	9.742	12.906
62 Puy-de-Dôme	3.192	5.377	2.879	5.088
63 Basses-Pyrénées	1.670	4.865	1.554	447
64 Hautes-Pyrénées	443	1.146	391	947
65 Pyrénées-Orientales	214	646	193	617
65 bis Bas-Rhin				
66 Territoire-Belfort	275	569	251	516
67 Rhône	8.130	12.170	7.522	11.408
68 Haute-Saône	490	603	468	578
69 Saône-et-Loire	2.285	5.232	2.100	4.908
70 Sarthe	1.723	5.125	1.620	4.724
71 Savoie	713	979	670	949
72 Haute-Savoie	1.002	1.412	947	1.276
73 Seine	17.192	29.359	16.782	27.995
74 Seine-Inférieure	3.233	7.175	3.018	6.647

	DE 6 A 13 ANS			
	INSCRITS		PRÉSENTS	
	GARÇONS	FILLES	GARÇONS	FILLES
75 Seine-et-Marne	547	1.730	511	1.608
76 Seine-et-Oise	5.486	9.108	5.206	8.507
77 Deux-Sèvres	1.875	4.710	1.771	4.383
78 Somme	428	1.856	413	1.785
79 Tarn	1.786	3.753	1.715	3.517
80 Tarn-et-Garonne	732	1.937	696	1.762
81 Var	623	1.408	571	1.293
82 Vaucluse	1.241	2.031	1.142	1.892
83 Vendée	8.124	12.885	7.435	11.936
84 Vienne	645	4.002	626	3.527
85 Haute-Vienne.....	375	1.517	348	1.426
86 Vosges	1.089	1.683	1.040	1.612
87 Yonne.....	527	1.002	507	948

CINQUIÈME STATISTIQUE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Nombre d'Écoles privées au premier jour scolaire
de Décembre 1929

A. Situation d'ensemble

B. Situation par département

TABLEAU A
SITUATION D'ENSEMBLE

		Métropole	Alsace- Lorraine	Algérie	Total
Garçons	Avec Cours complémentaire..	127	5	2	134
	Sans Cours complémentaire..	2.622	8	25	2.655
Filles...	Avec Cours complémentaire	883	21	17	921
	Sans Cours complémentaire	7.611	33	51	7.695
Mixtes..	Dirigées par Instituteur	3	5	0	8
	Dirigées par Institutrice	437	20	8	465
TOTAL des Ecoles privées y compris les Ecoles maternelles.....		12.196	136	115	12.447 dont 263 Congré- ganistes

TABLEAU B
DÉTAIL PAR DÉPARTEMENT

	Écoles garçons		Écoles filles		Écoles mixtes dirigées par		TOTAL Écoles publ. (y compris les écoles matern.)
	Av. cours compl.	S. cours compl.	Av. cours compl.	S. cours compl.	Instituteur	Institutrice	
1 Ain	1	20	7	67	0	1	100
2 Aisne	1	5	9	20	1	1	38
3 Allier	0	19	7	86	0	4	117
4 Basses-Alpes	0	3	0	9	0	0	12
5 Hautes-Alpes	0	3	1	4	0	0	8
6 Alpes-Maritimes	0	12	8	54	0	5	79
7 Ardèche	3	56	8	228	0	65	372
8 Ardennes	1	1	1	11	0	0	16
9 Ariège	0	6	4	13	0	4	27
10 Aube	0	3	0	15	0	1	20
11 Aude	1	11	4	35	0	1	52
12 Aveyron	4	59	27	205	0	29	337
13 Bouches-du-Rh.	1	53	20	137	1	4	217
14 Calvados	1	16	9	46	0	7	82
15 Cantal	2	13	14	51	0	0	81
16 Charente	0	4	4	48	0	4	62
17 Charente-Infér. ..	0	7	2	57	0	3	71
18 Cher	1	5	6	54	0	0	69
19 Corrèze	1	7	10	31	0	3	55
20 Corse	0	0	7	4	0	0	12
21 Côte-d'Or	0	7	8	39	0	0	58
22 Côtes-du-Nord ..	4	84	14	209	0	11	331
23 Creuse	0	3	0	20	0	0	23
24 Dordogne	0	12	5	36	0	5	60
25 Doubs	0	12	3	37	1	8	66
26 Drôme	0	14	4	65	0	2	89
27 Eure	0	11	1	52	0	4	70
28 Eure-et-Loir ...	0	9	4	50	0	0	64
29 Finistère	7	60	26	179	0	1	284
30 Gard	1	34	8	100	0	7	161
31 Haute-Garonne ..	1	24	6	110	0	1	150
32 Gers	0	13	5	55	0	2	78
33 Gironde	5	38	19	111	0	3	179
34 Hérault	0	38	4	127	0	5	183
35 Ille-et-Vilaine ..	1	150	8	291	0	26	484
36 Indre	0	7	0	50	0	0	60
37 Indre-et-Loire ..	1	20	12	65	0	7	108

	Écoles garçons		Écoles filles		Écoles mixtes dirigées par		TOTAL Écoles publ. (y compris les écoles matern.)
	Av. cours compl.	S. cours compl.	Av. cours compl.	S. cours compl.	Instituteur	Institutrice	
38 Isère	3	42	20	123	0	3	196
39 Jura	1	7	8	29	0	1	46
40 Landes	0	6	2	48	0	1	58
41 Loir-et-Cher	0	7	1	92	0	0	108
42 Loire	5	102	14	206	0	11	360
43 Haute-Loire	1	46	6	94	0	2	155
44 Loire-Inférieure .	6	114	18	231	0	2	384
45 Loiret	1	20	15	68	0	0	120
46 Lot	0	5	4	66	0	2	81
47 Lot-et-Garonne .	2	11	2	59	0	2	76
48 Lozère	2	21	5	66	0	4	99
49 Maine-et-Loire..	1	112	16	302	0	31	501
50 Manche	1	33	8	65	0	4	122
51 Marne	2	11	8	35	1	0	62
52 Haute-Marne ...	0	4	3	20	0	2	34
53 Mayenne	1	37	6	176	0	19	250
54 Meurthe-et-Mos..	1	13	14	21	0	2	54
55 Meuse	0	5	2	9	0	1	17
56 Morbihan	6	135	6	209	0	26	399
56 <i>bis</i> Moselle							
57 Nièvre	0	10	1	59	0	0	71
58 Nord	3	149	36	287	0	10	510
59 Oise	0	11	7	44	0	5	71
60 Orne	1	19	11	57	0	4	99
61 Pas-de-Calais ...	3	61	12	170	0	7	271
62 Puy-de-Dôme ..	1	44	11	134	0	4	208
63 Basses-Pyrénées .	1	27	6	120	0	4	161
64 Hautes-Pyrénées.	1	3	1	40	0	0	46
65 Pyrénées-Orient.	0	1	1	15	0	3	20
65 <i>bis</i> Bas-Rhin ...							
66 Territoire Belfort.	0	3	0	11	0	0	14
67 Rhône	3	125	33	232	0	3	426
68 Haute-Saône....	1	7	5	13	0	5	32
69 Saône-et-Loire ..	3	26	10	127	0	6	185
70 Sarthe	2	17	13	110	0	8	158
71 Savoie	1	11	5	21	0	2	42
72 Haute-Savoie ...	1	14	4	23	0	0	43
73 Seine	25	128	183	250	0	2	609
74 Seine-Inférieure..	1	34	22	114	0	0	176
75 Seine-et-Marne ..	0	11	0	51	0	2	66
76 Seine-et-Oise ...	1	57	16	201	0	6	285

	Écoles garçons		Écoles filles		Écoles mixtes dirigées par		TOTAL Ecoles publ. (y compris les écoles matern.)
	Av. cours compl.	S. cours compl.	Av. cours compl.	S. cours compl.	Instituteur	Institutrice	
77 Deux-Sèvres ...	1	34	3	125	0	2	170
78 Somme	0	9	1	52	0	2	63
79 Tarn	1	31	5	104	0	17	161
80 Tarn-et-Garonne.	2	16	4	67	0	1	100
81 Var	0	12	3	35	0	0	50
82 Vaucluse	1	20	3	48	0	3	76
83 Vendée	2	129	8	238	0	4	405
84 Vienne	0	17	12	94	0	2	130
85 Haute-Vienne ...	0	8	11	33	0	3	57
86 Vosges	1	11	9	15	0	5	45
87 Yonne	1	7	4	33	0	0	49

SIXIÈME STATISTIQUE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Nombre d'Écoles privées au premier jour scolaire
de Décembre 1929

A. Situation d'ensemble

B. Détail par Département

TABLEAU A
SITUATION D'ENSEMBLE

			Métropole	Alsace-Lorraine	Algérie	Total
Classes primaires de garçons	Dites Cours complément...		221	11	2	234
	Classes élémentaires.....		6.333	49	66	6.448
	Classes enfantines		151		0	151
Classes de Filles	Dites Cours complément...		1.519	41	31	1.591
	Classes élémentaires		16.948	178	203	17.329
	Classes enfantines		4.520	2	39	4.561
Classes mixtes dirigées par	Un insti- tuteur	Classes élément...	8	22		30
		Classes enfant...	1			1
	Une ins- titutrice	Classes élément...	545	71	8	624
		Classes enfant...	45	4		49
TOTAL des différentes sortes de classes d'Enseignement primaire			30.912	387	349	31.711

TABLEAU B
DÉTAIL PAR DÉPARTEMENT

	CLASSES de GARÇONS			CLASSES de FILLES			CLASSES MIXTES dirigées par				TOTAL des diffé. classes d'enseign. primaire élémentaire publique
	Cl. dites de cours compl.	Classe Elém.	Classe Enfant.	Cl. dites de cours compl.	Classe Elém.	Classe Enfant.	Instituteur		Institutrice		
							Classe Elém.	Classe Enfant.	Classe Elém.	Classe Enfant.	
1 Ain.....	1	51	0	10	135	51	0	0	1	0	249
2 Aisne.....	3	13	1	15	60	23	4	1	1	0	121
3 Allier.....	0	34	0	11	141	18	0	0	4	0	208
4 Basses Alpes.....	0	7	1	0	19	6	0	0	0	0	33
5 Hautes Alpes.....	0	8	0	3	10	1	0	0	0	0	22
6 Alpes Maritimes.....	0	35	0	13	161	46	0	0	10	1	266
7 Ardèche.....	5	118	0	11	332	99	0	0	75	0	640
8 Ardennes.....	1	7	0	0	24	8	0	0	0	0	41
9 Ariège.....	0	12	0	4	29	9	0	0	4	0	58
10 Aube.....	0	10	0	0	41	12	0	0	2	0	65
11 Aude.....	1	22	0	6	58	18	0	0	1	0	106
12 Aveyron.....	7	136	0	48	379	89	0	0	31	1	691
13 Bouches du-Rhône.....	1	122	3	34	283	123	0	0	7	3	576
14 Calvados.....	4	38	6	16	117	42	0	0	7	0	230
15 Cantal.....	2	35	0	20	117	51	0	0	0	0	225
16 Charente.....	0	8	2	6	82	32	0	0	4	1	135
17 Charente-Inférieure.....	0	13	2	8	91	29	0	0	4	1	148
18 Cher.....	2	12	0	10	84	26	0	0	0	0	134
19 Corrèze.....	1	23	0	15	74	19	0	0	3	0	135
20 Corse.....	0	0	0	15	27	8	0	0	0	0	50
21 Côte-d'Or.....	0	15	0	17	96	25	0	0	0	0	153
22 Côtes-du-Nord.....	4	145	0	32	422	80	0	0	18	0	701
23 Creuse.....	0	7	1	0	30	8	0	0	0	0	46
24 Dordogne.....	0	20	1	8	68	12	0	0	7	0	116

	CLASSES de GARÇONS			CLASSES de FILLES			CLASSES MIXTES dirigées par				TOTAL des différ. sortes de classes d'enseign. primaire élémentaire public
	Cl. dites de cours compl	Classe Elém.	Classe Enfant.	Cl. dites de cours compl.	Classe Elém.	Classe Enfant.	Instituteur		Institutrice		
							Classe Elém.	Classe Enfant.	Classe Elém.	Classe Enfant.	
25 Doubs.....	0	35	1	10	81	18	3	0	9	3	161
26 Drôme.....	0	33	0	4	106	45	0	0	4	0	192
27 Eure.....	0	23	2	2	106	23	0	0	4	0	160
28 Eure-et-Loir.....	0	17	0	15	91	29	0	0	0	0	142
29 Finistère.....	15	261	0	45	559	76	0	0	0	2	958
30 Gard.....	1	92	3	13	198	44	0	0	8	1	260
31 Haute-Garonne.....	1	56	0	9	182	43	0	0	1	0	292
32 Gers.....	0	20	0	7	77	24	0	0	2	0	130
33 Gironde.....	6	83	2	31	249	83	0	0	10	2	466
34 Hérault.....	0	86	2	11	248	75	0	0	5	0	427
35 Ile-et-Vilaine.....	2	313	2	11	609	106	0	0	41	3	1.087
36 Indre.....	0	8	0	0	81	31	0	0	0	0	120
37 Indre-et-Loire.....	1	36	0	17	128	40	0	0	9	0	231
38 Isère.....	5	86	1	34	256	93	0	0	5	1	481
39 Jura.....	3	18	1	10	74	27	0	0	1	0	134
40 Landes.....	0	11	0	4	74	24	0	0	1	0	114
41 Loir-et-Cher.....	0	13	2	1	124	40	0	0	0	0	180
42 Loire.....	5	256	3	29	504	125	0	0	12	1	935
43 Haute-Loire.....	1	144	0	6	232	36	0	0	2	0	421
44 Loire-Inférieure.....	9	249	6	37	639	128	0	0	3	0	1.071
45 Loiret.....	1	43	1	30	175	53	0	0	0	0	303
46 Lot.....	0	6	0	4	86	21	0	0	2	0	119
47 Lot-et-Garonne.....	2	21	2	2	80	30	0	0	2	0	139
48 Lozère.....	2	58	0	8	128	21	0	0	5	0	222
49 Maine-et-Loire.....	3	168	0	29	544	150	0	0	38	0	222
50 Manche.....	1	80	0	12	204	50	0	0	5	0	352
51 Marne.....	4	34	0	13	94	39	1	0	0	0	185
52 Haute-Marne.....	0	14	0	3	62	9	0	0	2	0	90

	CLASSES de GARÇONS			CLASSES de FILLES			CLASSES MIXTES dirigées par				TOTAL des différ. sortes de classes d'enseign. primaire élémentaire public
	Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.	Classe Enfant.	Inst tuteur		Institutrice		
							Classe Élém.	Classe Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.	
53 Mayenne	2	69	0	12	323	37	0	0	25	1	469
54 Meurthe-et-Moselle.....	1	41	2	34	88	29	0	0	2	0	197
55 Meuse	0	14	0	2	29	8	0	0	1	0	54
56 Morbihan	9	274	2	30	419	60	0	0	29	9	832
56 bis Moselle											
57 Nièvre	0	28	0	1	95	28	0	0	0	0	152
58 Nord	5	323	4	78	863	308	0	0	17	2	1.600
59 Oise.....	0	22	0	11	92	27	0	0	6	1	159
60 Orne	1	41	0	16	178	24	0	0	6	0	266
61 Pas-de-Calais	4	255	1	37	484	135	0	0	7	2	925
62 Puy-de-Dôme	2	140	0	15	313	78	0	0	6	1	555
63 Basses-Pyrénées	1	92	0	6	237	40	0	0	4	0	380
64 Hautes-Pyrénées.....	1	15	0	1	67	25	0	0	0	0	109
65 Pyrénées-Orientales	0	4	0	2	27	8	0	0	4	2	47
65 bis Bas-Rhin											
66 Territoire-Belfort	0	10	0	0	31	8	0	0	0	0	49
67 Rhône	8	291	5	53	601	164	0	0	4	0	1.126
68 Haute-Saône	3	23	0	7	39	8	0	0	5	0	85
69 Saône-et-Loire	15	88	3	13	297	65	0	0	9	1	491
70 Sarthe	2	48	2	18	194	69	0	0	9	0	342
71 Savoie.....	3	30	0	11	50	21	0	0	3	0	118
72 Haute-Savoie	2	40	0	18	52	13	0	0	0	0	115
73 Seine	51	484	63	304	1.121	369	0	0	4	2	2.398
74 Seine-Inférieure	4	100	2	32	295	86	0	0	0	0	519
75 Seine-et-Marne	0	19	4	0	119	23	0	0	2	0	167
76 Seine-et-Oise	2	168	9	28	428	131	0	0	6	0	772
77 Deux-Sèvres	2	68	1	5	222	32	0	0	4	0	334
78 Somme	0	18	0	1	109	33	0	0	2	1	164

	CLASSES de GARÇONS				CLASSES de FILLES				CLASSES MIXTES dirigées par				TOTAL des diff. sortes de classes d'enseign. primaire élémentaire public
	Cl. dites de cours compl.		Classe		Cl. dites de cours compl.	Classe		Instituteur		Institutrice			
	Cl. dites de cours compl.	Classe Élém.	Classe Élém.	Classe Enfant.		Classe Élém.	Classe Enfant.	Classe Élém.	Classe Enfant.				
79 Tarn	1	61	0	0	5	198	52	0	0	19	0	336	
80 Tarn-et-Garonne	2	34	0	0	10	114	26	0	0	1	0	187	
81 Var	0	21	0	0	3	85	25	0	0	0	0	134	
82 Vacluse	1	39	0	0	6	90	34	0	0	4	1	176	
83 Vendée	3	221	0	0	19	454	125	0	0	6	0	828	
84 Vienne	0	26	2	2	18	160	38	0	0	2	0	246	
85 Haute-Vienne	0	15	4	4	24	74	29	0	0	3	1	150	
86 Vosges	1	35	0	0	14	63	22	0	0	5	1	141	
87 Yonne	1	21	2	2	4	65	22	0	0	0	0	115	

ANNEXE IV

Texte de la loi du 28 Mars 1882

LOI RELATIVE A L'OBLIGATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

28 Mars 1882 (1)

ARTICLE PREMIER. — L'enseignement primaire comprend : l'instruction morale et civique; la lecture et l'écriture; la langue et les éléments de la littérature française; la géographie, particulièrement celle de la France; l'histoire, particulièrement celle de la France jusqu'à nos jours; quelques notions usuelles de droit et d'économie politique; les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques; leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et usage des outils des principaux métiers; les éléments du dessin, du modelage et de la musique; la gymnastique; pour les garçons, les exercices militaires; pour les filles, les travaux à l'aiguille.

L'article 23 de la loi du 15 mars 1850 est abrogé.

ART. 2. — Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche; afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse en dehors des édifices scolaires.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions des articles 18 et 44 de la loi du 15 mars 1850, en ce qu'elles donnent

(1) Voir notamment E. Pichard : *Code de l'Instruction primaire*, page 58.

au ministre des Cultes un droit d'inspection, de surveillance et de direction dans les écoles primaires publiques et privées et dans les salles d'asiles, ainsi que le paragraphe 2 de l'article 31 de la même loi qui donne aux Consistoires le droit de présentation pour les instituteurs appartenant aux cultes non catholiques.

ART. 4. — L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révolus à treize ans révolus; elle peut être donnée, soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles, par le père de famille lui-même ou par toute autre personne qu'il aura choisie.

Un règlement déterminera les moyens d'assurer l'instruction primaire aux enfants sourds-muets et aux aveugles.

ART. 5. — Une commission municipale scolaire est instituée dans chaque commune pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles. Elle se compose du maire, président; d'un délégué du canton et, dans les communes comprenant plusieurs cantons, d'autant de délégués qu'il y a de cantons, désignés par l'inspecteur d'Académie; de membres désignés par le conseil municipal en nombre égal, au plus au tiers des membres de ce conseil.

A Paris et à Lyon, il y a une commission pour chaque arrondissement municipal. Elle est présidée, à Paris, par le maire, à Lyon par un des adjoints. Elle est composée des délégués cantonaux désignés par l'inspecteur d'Académie; de membres désignés par le conseil municipal au nombre de trois à sept par chaque arrondissement.

Le mandat des membres de la commission scolaire désignés par le conseil municipal durera jusqu'à

l'élection d'un nouveau conseil municipal. Il sera toujours renouvelable.

L'inspecteur primaire fait partie de droit de toutes les commissions scolaires instituées dans son ressort.

ART. 6. — Est institué un certificat d'études primaires; il est décerné après un examen public auquel pourront se présenter les enfants dès l'âge de onze ans.

Ceux qui, à partir de cet âge, auront obtenu le certificat d'études primaires, seront dispensés du temps de scolarité obligatoire qui leur restait à passer.

ART. 7. — Le père, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, le patron chez qui l'enfant est placé, devra, quinze jours au moins avant l'époque de la rentrée des classes, faire savoir au maire de la commune s'il entend faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille ou dans une école publique ou privée. Dans ces deux derniers cas, il indiquera l'école choisie.

Les familles domiciliées à proximité de deux ou plusieurs écoles publiques ont la faculté de faire inscrire leurs enfants à l'une ou à l'autre de ces écoles, qu'elles soient ou non sur le territoire de leur commune, à moins qu'elles ne comptent déjà le nombre maximum d'élèves autorisé par les règlements.

En cas de contestation et sur la demande, soit du maire, soit des parents, le conseil départemental statue en dernier ressort.

ART. 8. — Chaque année, le maire dresse, d'accord avec la commission municipale scolaire, une liste de tous les enfants âgés de six à treize ans et avise les personnes qui ont charge de ces enfants de l'époque de la rentrée des classes.

En cas de non-déclaration, quinze jours avant l'époque de la rentrée, de la part des parents et autres personnes

responsables, il inscrit d'office l'enfant à l'une des écoles publiques et en avertit la personne responsable.

Huit jours avant la rentrée des classes, il remet au directeur d'école publique et privée la liste des enfants qui doivent suivre leurs écoles. Un double de ces listes est adressé par lui à l'inspecteur primaire.

ART. 9. — Lorsqu'un enfant quitte l'école, les parents ou les personnes responsables doivent en donner immédiatement avis au maire et indiquer de quelle façon l'enfant recevra l'instruction à l'avenir.

ART. 10. — Lorsqu'un enfant manque momentanément l'école, les parents ou les personnes responsables doivent faire connaître au directeur ou à la directrice les motifs de son absence.

Les directeurs et les directrices doivent tenir un registre d'appel qui constate, pour chaque classe, l'absence des élèves inscrits. A la fin de chaque mois, ils adresseront au maire et à l'inspecteur primaire un extrait de ce registre, avec l'indication du nombre des absences et des motifs invoqués.

Les motifs d'absence seront soumis à la commission scolaire. Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications. Les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront également appréciées par la commission.

ART. 11. — Tout directeur d'école privée qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de l'article précédent sera, sur le rapport de la commission scolaire et de l'inspecteur primaire, déféré au conseil départemental.

Le conseil départemental pourra prononcer les peines

suivantes : 1° l'avertissement; 2° la censure; 3° la suspension pour un mois au plus et, en cas de récidive dans l'année scolaire, pour trois mois au plus.

ART. 12. — Lorsqu'un enfant se sera absenté de l'école quatre fois dans le mois, pendant au moins une demi-journée, sans justification admise par la commission municipale scolaire, le père, le tuteur ou la personne responsable sera invitée, trois jours au moins à l'avance, à comparaître à la salle des actes de la mairie, devant ladite commission, qui lui rappellera le texte de la loi et lui expliquera son devoir.

En cas de non-comparution sans justification admise, la commission appliquera la peine énoncée dans l'article suivant.

ART. 13. — En cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première infraction, la commission municipale scolaire ordonnera l'inscription pendant quinze jours ou un mois, à la porte de la mairie, des noms, prénoms et qualités de la personne responsable, avec indication du fait relevé contre elle.

La même peine sera appliquée aux personnes qui n'auront pas obtempéré aux prescriptions de l'article 9.

ART. 14. — En cas d'une nouvelle récidive, la commission scolaire, ou à son défaut l'inspecteur primaire, devra adresser une plainte au juge de paix. L'infraction sera considérée comme une contravention et pourra entraîner condamnation aux peines de police, conformément aux articles 479, 480 et suivants du Code pénal.

L'article 463 du même Code est applicable.

ART. 15. — La commission scolaire pourra accorder aux enfants demeurant chez leurs parents ou leur tuteur, lorsque ceux-ci en feront la demande motivée, des dispenses de fréquentation scolaire ne pouvant

dépasser trois mois par année en dehors des vacances. Ces dispenses devront, si elles excèdent quinze jours, être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants qui suivront leurs parents ou tuteurs, lorsque ces derniers s'absenteront temporairement de la commune. Dans ce cas, un avis donné verbalement ou par écrit au maire ou à l'instituteur suffira.

La commission peut aussi, avec l'approbation du conseil départemental, dispenser les enfants employés dans l'industrie et arrivés à l'âge de l'apprentissage, d'une des deux classes de la journée; la même faculté sera accordée à tous les enfants employés, hors de leur famille, dans l'agriculture.

ART. 16. — Les enfants qui reçoivent l'instruction dans la famille doivent, chaque année, à partir de la fin de la deuxième année d'instruction obligatoire, subir un examen qui portera sur les matières de l'enseignement correspondant à leur âge dans les écoles publiques, dans des formes et suivant des programmes qui seront déterminés par arrêtés ministériels rendus en conseil supérieur.

Le jury d'examen sera composé de : l'inspecteur primaire ou de son délégué, président; un délégué cantonal; une personne munie d'un diplôme universitaire ou d'un brevet de capacité; les juges seront choisis par l'inspecteur d'Académie. Pour l'examen des filles, la personne brevetée devra être femme.

Si l'examen de l'enfant est jugé insuffisant et qu'aucune excuse ne soit admise par le jury, les parents sont mis en demeure d'envoyer leur enfant dans une école publique ou privée dans la huitaine de la notification et de faire savoir au maire quelle école ils ont choisie.

En cas de non-déclaration, l'inscription aura lieu d'office comme il est dit à l'article 8.

ART. 17. — La caisse des écoles, instituée par l'article 15 de la loi du 10 avril 1867, sera établie dans toutes les communes. Dans les communes subventionnées dont le centime n'excède pas 30 francs, la caisse aura droit, sur le crédit ouvert pour cet objet au ministère de l'Instruction publique, à une subvention au moins égale au montant des subventions communales.

La répartition des secours se fera par les soins de la commission scolaire.

ART. 18. — Des arrêtés ministériels, rendus sur la demande des inspecteurs d'Académie et des conseils départementaux, détermineront chaque année les communes où, par suite d'insuffisance des locaux scolaires, les prescriptions des articles 4 et suivants sur l'obligation ne pourraient être appliquées.

Un rapport annuel, adressé aux Chambres par le ministre de l'Instruction publique, donnera la liste des communes auxquelles le présent article aura été appliqué.

BIBLIOGRAPHIE

I. RECUEILS DE TEXTES ET DICTIONNAIRES

- Béquet.** Dictionnaire de Droit administratif.
- Buisson (F.).** Nouveau Dictionnaire de Pédagogie et d'Instruction primaire.
- Documents parlementaires.** *Journal Officiel.* Compte rendu des débats parlementaires et documents annexes.
- Duguit et Monnier.** Les Constitutions de la France depuis 1789.
- Etat des travaux parlementaires** (Publication périodique).
- Gobron.** Législation et Jurisprudence de l'enseignement public et de l'enseignement privé en France.
- Gréard.** Législation de l'Instruction primaire en France depuis 1789 jusqu'à nos jours.
- Niboyer.** Répertoire du droit d'Alsace-Lorraine.
- Rendu (A.).** Code de l'enseignement primaire.

II. OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Aulard.** Histoire de la Révolution.
- Barthélemy (J.).** Traité de Droit Constitutionnel (avec Paul Duez).
- Berthélemy (Henry).** Traité élémentaire de Droit administratif.
- Carré de Malberg.** Contribution à la théorie générale de l'Etat.
- Duguit (Léon).** L'Etat. Le Droit objectif et la loi positive.
- Duguit (Léon).** Traité de Droit Constitutionnel.
- Duruy (A.).** L'Instruction Publique et la Révolution.
- Esmein.** Eléments de Droit Constitutionnel français et comparé.
- Ferry (Jules).** Discours et opinions (par Robiquet).
- Hauriou.** Précis de Droit Constitutionnel.
- Jèze (Gaston).** Cours de Droit Public.
- Lavisse (Ernest).** Histoire de la France contemporaine.

Renan (Ernest). Réforme intellectuelle et morale.

— L'Avenir de la Science. Pensées de 1848.

Taine (H.). Origines de la France Contemporaine.

Thureau-Dangin. Histoire de la Monarchie de Juillet.

Tocqueville (de). L'Ancien Régime et la Révolution.

III. MONOGRAPHIES ET THÈSES

Allain (Abbé). L'Œuvre scolaire de la Révolution.

— La question d'enseignement en 1789 d'après les Cahiers.

— L'Instruction primaire avant la Révolution.

Barthélemy (J.). Le Gouvernement de la France.

Beigbeder. La formation du futur citoyen à l'école (Thèse 1923).

Bert (P.). Rapport sur l'Instruction primaire (Imp. Nat.).

Bertrand (A.). L'Enseignement intégral.

Bigot. Les Idées de Condorcet sur l'Instruction Publique (Thèse Poitiers 1912).

Bourgeois (L.). L'éducation de la démocratie.

Caudeville. L'Instruction obligatoire ; lacunes et remèdes (1908).

Chénon. Le rôle social de l'Eglise (Bloud et Gay, 1921).

Compagnons (Les). L'Université Nouvelle. Cahiers de Probus. (Fischbacher).

Cournot. Des Institutions d'Instruction publique en France.

Crozat (Abbé). Essai des droits et devoirs de la famille et de l'Etat en matière d'enseignement et d'éducation.

Detourbet (E.). La loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.

Douce. Obligation et fréquentation scolaire.

Ferry (J.). L'Ecole gratuite, obligatoire et laïque. Discours (1881.)

Gilles. Les droits du père de famille dans l'enseignement (Thèse 1920).

G. Goyau. L'Ecole d'aujourd'hui (Perrin 1910).

Gurnaud (D.). L'Ecole et la Famille.

Herriot (E.). La politique républicaine (De l'Enseignement).

Lafargue (G.). Le mal et le remède. Education primaire obligatoire.

Lavisse (E.) A propos de nos écoles.

Lemanissier. Obligations et pouvoirs des communes en ce qui concerne l'enseignement (Thèse 1909).

Levasseur (E.). L'Enseignement primaire dans les pays civilisés.

Leygues (G.). L'Ecole et la Vie.

Mazéran (G.). Obligation et fréquentation scolaire (1911).

Monzie (de). Les Réformes scolaires.

- Passy (F.) et de Molinari.** De l'enseignement obligatoire.
Pécaut (F.). L'éducation publique et la vie nationale.
Petit. Evolution de la législation française en matière d'enseignement (Thèse 1924).
Poincaré (R.). Idées contemporaines (Fasquelle).
Quinet (E.). L'Enseignement du peuple.
Robert. L'Instruction obligatoire.
Simon (J.). L'Ecole.
 — La liberté politique,
 — L'Instruction gratuite et obligatoire.
Troplong. Du pouvoir de l'Etat sur l'Enseignement d'après l'ancien droit public français.

IV. REVUES GÉNÉRALES ET SPÉCIALES. PÉRIODIQUES

- Bulletin de l'Enseignement professionnel.*
Bulletin international de l'Enseignement.
Bulletin du Syndicat National des Instituteurs de France.
Correspondant (Le).
Education (L').
Journal des Instituteurs et Institutrices.
Manuel général de l'Enseignement primaire.
Temps (Le).
Revue de Paris.
Revue de l'Enseignement primaire.
Revue des Deux-Mondes.
Revue politique et parlementaire.
Revue Universelle.
Revue Universitaire.

V. CENTRES DE DOCUMENTATION

- Bibliothèques de la Faculté de Droit, de l'Ecole des Sciences Politiques, de l'Ordre des Avocats de Paris.
 Direction d'Alsace-Lorraine (Ministère de l'Intérieur).
 Institut Intermédiaire International de la Haye (C. Oranjistraat).
 Ligue de l'Enseignement (3, rue Récamier).
 Ministère de l'Instruction publique.
 Musée Pédagogique (41, rue Gay-Lussac).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. 9

PREMIÈRE PARTIE : L'obligation scolaire au point de vue historique

Préliminaires.	
Chapitre I. <i>Jusqu'à la Révolution de 1789.</i>	11
Chapitre II. <i>Pendant la Révolution</i>	16
Chapitre III. <i>Du Premier Empire à la Deuxième République.</i>	28
Chapitre IV. <i>De la Deuxième République à nos jours</i>	41
Conclusion historique.	53

DEUXIÈME PARTIE : L'obligation scolaire comme institution
de droit positif.

Préliminaires	59
Chapitre I. <i>La préparation et le vote de la loi du 28 mars 1882.</i>	61
Chapitre II. <i>Examen critique du principe légal de l'obligation scolaire.</i> .	70
<i>Sect. I.</i> Arguments des partisans de l'obligation scolaire.	70
<i>Sect. II.</i> Arguments des adversaires de l'obligation scolaire	78
Chapitre III. <i>Etude de la loi du 28 mars 1882.</i>	84
<i>Sect. I.</i> Quels enfants sont soumis à l'obligation scolaire.	84
§ 1. Le principe	84
§ 2. Les exceptions. a) Exceptions collectives .	86
b) Exceptions individuelles.	87
<i>Sect. II.</i> Où les enfants peuvent-ils recevoir l'obligation scolaire	90
<i>Sect. III.</i> Comment est assuré le respect de l'obligation scolaire	94
§ 1. Organismes d'encouragement et de contrôle.	94
a) La Caisse des Ecoles	94
b) La Commission municipale scolaire. .	97

§ 2. Mesures préventives prises pour assurer la fréquentation scolaire	101
a) Obligations imposées aux maires des communes	101
b) Obligations imposées aux chefs de famille	105
c) Obligations imposées aux directeurs d'école	109
§ 3. Mesures répressives dont est assortie l'obligation scolaire	111
a) Sanctions applicables aux chefs de famille	111
b) Voies de recours contre ces sanctions.	116
Chapitre IV. <i>Le régime de l'obligation scolaire en Alsace-Lorraine.</i>	118

TROISIÈME PARTIE : L'obligation scolaire après cinquante ans d'application et les projets de réforme.

Préliminaires	125
Chapitre I. <i>Le rendement de la loi du 28 mars 1882.</i>	127
Chapitre II. <i>L'amélioration de la fréquentation scolaire, notamment par la création du Conseil de l'Ecole.</i>	139
Sect. I. Principes généraux de la réforme.	140
Sect. II. Arguments des partisans.	143
Sect. III. Arguments des adversaires	146
Chapitre III. <i>La prolongation de l'obligation scolaire.</i>	151
Sect. I. Arguments des partisans	151
Sect. II. Arguments des adversaires.	153
Chapitre IV. <i>L'obligation post-scolaire</i>	158
Sect. I. Arguments des partisans	158
Sect. II. Arguments des adversaires	163
Chapitre V. <i>L'Ecole Unique</i>	167
Sect. I. Principes généraux de la réforme.	168
Sect. II. Arguments des partisans	172
Sect. III. Arguments des adversaires	177
Conclusion générale.	185
Annexes	197
Bibliographie	259

